

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

AUDIENCE CONCERNANT LA DEMANDE RELATIVE
À L'ÉTABLISSEMENT DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ
DE L'ANNÉE TARIFAIRE 2018-2019 - MÉCANISME
DE RÉGLEMENTATION INCITATIVE

DOSSIER : R-4011-2017

RÉGISSEURS : Me LISE DUQUETTE, présidente
Mme DIANE JEAN,
M. BERNARD HOULE

AUDIENCE DU 8 FÉVRIER 2018

VOLUME 13

CLAUDE MORIN et MONIQUE J. LE CLERC
Sténographes officiels

COMPARUTIONS

Me ANNIE GARIÉPY et
Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE
procureurs de la Régie

DEMANDERESSE :

Me SIMON TURMEL et
Me JEAN-OLIVIER TREMBLAY
procureurs d'Hydro-Québec Distribution (HQD);

INTERVENANTS :

Me STEVE CADRIN
procureur de l'Association hôtellerie Québec et de
l'Association des restaurateurs du Québec (AHQ-ARQ)

Me GUY SARAULT
procureur de l'Association québécoise des
consommateurs industriels d'électricité et du
Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE-
CIFQ)

Me ANDRÉ TURMEL
procureur de la Fédération canadienne de
l'entreprise indépendante Section Québec (FCEI)

Me ÉRIC DAVID
procureur d'Option consommateurs (OC)

Me PRUNELLE THIBAUT-BÉDARD
procureure de Regroupement national des conseils
régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);

Me DOMINIQUE NEUMAN
procureur de Stratégies énergétiques (SÉ);

Me CATHERINE ROUSSEAU
procureure de l'Union des municipalités du Québec
(UMQ)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
PREUVE D'HYDRO-QUÉBEC DISTRIBUTION - Panel HQD - Présentation de l'ensemble des aspects de la preuve	7
FRÉDÉRIK AUCOIN	
JIM COYNE	
STÉPHANIE CARON	
LUC DUBÉ	
JEAN LAPOINTE	
FRANÇOIS G. HÉBERT	
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	8
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DAVID	57
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	91
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me CATHERINE ROUSSEAU	121
INTERROGÉS PAR Me ANNIE GARIÉPY	125
INTERROGÉS PAR LA FORMATION	171

LISTE DES ENGAGEMENTS

	<u>PAGE</u>
U-3: To verify whether there is a materiality threshold approved by the Alberta Utilities Commission with respect to the way pensions costs can be Z Factored in Alberta, and if so, to provide the amount of said threshold, and details of how the Z Factor works for pension in Alberta (OC)	64
U-4: The scope, in order to answer the fifth IR of the Régie, which requested you to do a survey of North American utilities with respect to pension costs and with respect to their treatment in Ontario, did your survey cover utilities other than Toronto Hydro and if so, which ones (OC)	70
E-5: Compléter le tableau R-12.3 de la pièce B-0080 en fournissant les données manquantes des années 2016 à 2018 (Demandé par la Régie)	171

R-4011-2017
8 février 2018

- 5 -

LISTE DES PIÈCES

PAGE

C-FCEI-0035: Document pour contre-interroger les
témoins d'HQD

55

1 L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT (2018), ce huitième (8e)
2 jour du mois de février :

3

4 PRÉLIMINAIRES

5

6 LA GREFFIÈRE :

7 Protocole d'ouverture. Audience du huit (8) février
8 deux mille dix-huit (2018), dossier R-4011-2017.
9 Audience concernant la demande relative à
10 l'établissement des tarifs d'électricité de l'année
11 tarifaire 2018-2019 - Mécanisme de réglementation
12 incitative. Poursuite de l'audience.

13 LA PRÉSIDENTE :

14 Alors, rebonjour tout le monde. Nous sommes à la
15 suite d'hier, nous sommes toujours avec le panel
16 d'Hydro-Québec et je vois maître Turmel se lever.

17 Me SIMON TURMEL :

18 Oui.

19 LA PRÉSIDENTE :

20 Maître Simon Turmel.

21 Me SIMON TURMEL :

22 Oui. Bonjour, Madame la Présidente, Madame la
23 Régisseuse, Monsieur le Régisseur. Alors, nous
24 avons un engagement, lequel a été ou est sous le
25 point d'être déposé sur SDÉ, mais j'ai des copies

1 papier ici, donc je les remets à madame la
2 greffière.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 C'est l'engagement 1 ou 2?

5 Me SIMON TURMEL :

6 2.

7 LA PRÉSIDENTE :

8 2. Merci.

9 Me SIMON TURMEL :

10 Et le 1 est en route et il va, au courant de la
11 journée, il devrait pouvoir être déposé.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Je vous remercie beaucoup. L'autre maître Turmel,
14 André.

15

16 PREUVE D'HYDRO-QUÉBEC DISTRIBUTION - Panel HQD -
17 Présentation de l'ensemble des aspects de la preuve

18

19 L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT (2018), ce huitième (e)
20 jour du mois de février, ONT COMPARU :

21

22 FRÉDÉRIK AUCOIN

23 JIM COYNE

24 STÉPHANIE CARON

25 LUC DUBÉ

1 JEAN LAPOINTE

2 FRANÇOIS G. HÉBERT

3

4 LESQUELS, sous la même affirmation solennelle,
5 déposent et disent :

6

7 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL :

8 Voilà! Bonjour, Mesdames les Présidentes, Madame la
9 Présidente du banc et Madame la Présidente,
10 bonjour. Bonjour, Monsieur le Régisseur. Donc,
11 André Turmel pour la FCEI. Bonjour à tous, à tous
12 les témoins ce matin. Good morning mister Coyne.
13 Alors, donc ce matin, la nuit est toujours utile
14 et, le matin très tôt, on va tenter de ne pas
15 répéter ce qui a été fait hier parce que, bon, il y
16 a kilométrage qui a été fait hier, mais quand même,
17 on va quand même revenir sur le témoignage hier de
18 monsieur Coyne. Alors, je viens de passer... et là
19 il faudrait peut-être remettre, surtout aux
20 témoins, là, excusez-moi, c'est parce que... des
21 références que je vais utiliser. Comme ça, on
22 n'aura pas à jouer dans les... Ce sont toutes des
23 pièces au dossier. Ça a été donné donc à monsieur
24 Coyne principalement puis... parce que les
25 questions vont s'adresser principalement à lui.

1 (9 h 03)

2 A. **[1]** So, Mr. Coyne, I just... I put on the one page,
3 it's three pages, in fact, with one document, all
4 of what you have written or said through this
5 hearing, either in the file 3897, or in the current
6 proceedings. So no surprise, and all of the
7 material you have in your hand, we will just refer
8 to it, so you won't have to play in your docket
9 through the documentation, O.K., pour nous
10 permettre à tous de suivre plus aisément.

11 Q. **[2]** Alors, Monsieur Coyne, bonjour. Ça va? Vous
12 avez bien le document?

13 A. Bonjour.

14 Q. **[3]** Bonjour.

15 A. Well, I have the three pages you've just submitted,
16 yes. As much as I appreciate the attempted
17 efficiency, sometimes there's context around quotes
18 too, so I may still look to the primary documents,
19 but I'll try to do so judiciously.

20 Q. **[4]** No problem, Sir, at all. No problem, take your
21 time when you want. Donc, la première question,
22 Monsieur Coyne, nous avons été un peu surpris
23 lorsqu'on regarde la référence 3, donc à la
24 première page, c'était dans la DDR numéro 8, donc
25 c'est la référence 3, B-0198, la DDR numéro 8 de la

1 Régie. Vous commentiez ou critiquiez la position de
2 la FCEI - et je parle lentement à dessein pour que
3 le traducteur traduise bien - et vous avez
4 notamment mentionné que :

5 FCEI's reliance on historic
6 performance of HQD is not an
7 appropriate basis for setting the
8 X Factor on a going forward basis.
9 The method that FCEI has used relies
10 on outdated and project-specific
11 results that are not an accurate
12 portrayal of HQD's historic
13 productivity. The objective should be
14 to establish an industry productivity
15 trend as the target.

16 Cela est dans le dossier actuel. Mais quand on a lu
17 cette dernière phrase, là, :

18 The objective should be to establish
19 an industry productivity trend as the
20 target.

21 Ça nous semblait un peu en contradiction avec ce
22 que vous affirmiez dans la Phase 1, et je vais
23 référence à la référence 1 en haut de la page quand
24 vous disiez que:

25 Recent X Factors derived in other

1 jurisdictions, or by company-specific
2 evidence – we refer to this as
3 informed judgment. The reliance of
4 informed judgment is particularly
5 necessary to both: Address these
6 shortcomings of TFP, and
7 Reflect prior HQD efficiency gains and
8 other relevant HQD-specific
9 circumstances that determine HQD’s
10 ability to achieve efficiency gains
11 over the term of the MRI plan.

12 Alors, hier vous avez quand même donné comme un
13 début d’explication, mais je veux m’assurer que je
14 comprends bien avec vous. Si je vous ai bien suivi,
15 vous dites que les circonstances spécifiques à HQD
16 sont importantes, mais on a compris hier que, vous
17 nous avez dit, elles devraient plutôt être
18 reflétées dans le facteur S et non dans le facteur
19 X. Est-ce que c’est ça qu’on doit comprendre?

20 A. Generally speaking, yes. If there are specific
21 circumstances that would suggest that a company
22 that’s a target of an MRI plan has more or less
23 efficiency vis-à-vis an industry target, that would
24 generally be reflected in a stretch factor.

25 The X Factor is generally derived based on

1 an industry analysis and that's where a fair amount
2 of judgment comes into play as we have discussed,
3 and as used elsewhere in terms of if a stretch
4 factor is required at all, and if so, what its
5 magnitude should be, as well as consideration of
6 the other parameters and the plan is are there
7 earning sharings involved and things of that
8 nature. But I would agree with the general
9 statement you've made.

10 (09 h 08)

11 Q. **[5]** O.K. Merci. Et en suivi des questions de mes
12 confrères et consoeurs hier, notamment maître
13 Sarault, juste pour bien saisir, bien m'assurer que
14 j'ai compris, dans la Phase 1, donc le dossier
15 3897, vous et monsieur Yardley, vous aviez
16 convaincu la Régie que le jugement informé était
17 important, notamment « to reflect prior HQD
18 efficiency gains and other relevant HQD-
19 specific... » qui apparaît, donc, à la citation à
20 la référence 1 qu'on a vue un peu plus haut, n'est-
21 ce pas? Et pourtant, dans cette phrase-là, vous
22 présentez une proposition qui n'a aucune évaluation
23 des circonstances spécifiques de HQD comme vous
24 l'avez affirmé, si je comprends bien. Et hier vous
25 avez dit que vous ne voyez pas de raisons pour

1 lesquelles les circonstances spécifiques de HQD
2 seraient différentes des autres Distributeurs.

3 Alors ma question. Pourquoi était-ce si
4 important de tenir compte des circonstances
5 spécifiques de HQD si ses caractéristiques ne sont
6 pas différentes de celles des autres Distributeurs?

7 A. Well, I believe that it is appropriate for the
8 Régie to consider HQD's specific circumstances in
9 establishing this plan. I think that's very
10 important. So I take nothing away from that
11 statement then versus now. The question is this,
12 from a practical standpoint. How much can the Régie
13 second-guess the magnitude of those potential
14 efficiency gains that are out there?

15 Practically speaking, MRI programmes are a
16 learning process and it's a learning process for
17 the regulator for stakeholders in the company and
18 it's a progressive learning process. And so what
19 I'm suggesting is that setting a stretch factor
20 that's consistent with those that have been set
21 elsewhere is a reasonable starting point for HQD.

22 When you go beyond that, it's been
23 suggested, for example, in your own evidence that
24 one should consider savings from specific
25 programmes. It was suggested yesterday that one

1 should consider the path of amortization on a
2 specific line item basis. When you start to get
3 into considering circumstances like that, that's
4 fine, as long as you can do it across the board.
5 You know, not just look at one line item. But when
6 you do so, you are now beginning to attempt to
7 mimic cost to service in a very imperfect way. If
8 you want to go cost to service in a multi-urate
9 plan then, of course, you would have full
10 disclosure regarding the company's forecast. The
11 company would take great care in presenting that
12 forecast on a line item by line item basis.

13 But that's not the model that has been
14 established here nor do we have the evidence to do
15 that here. So there is, as a result of that, there
16 is a requirement for the Régie to use some fairly
17 broad judgment in determining whether or not a
18 stretch factor is appropriate and what that
19 magnitude should be.

20 So in reaching my recommendation on that,
21 I've looked at where stretch factors have been set
22 elsewhere, looked at industry productivity studies
23 and I consider that to be a relatively neutral
24 place to start this learning process. It's not...
25 it's not... it doesn't preconceive the magnitude of

1 potential savings and as was described by the
2 company yesterday, we shouldn't forget either that
3 the company has had some incentives in the past
4 under its parametric formula. So, it's not
5 beginning from a place where it hasn't had any
6 incentives to pursue operating efficiencies. It has
7 had some.

8 Q. [6] But Mr. Coyne, you have just referred to,
9 you've looked at productivity studies. You just
10 said that.

11 A. Yes.

12 Q. [7] How, I mean, you personally, you've conducted
13 productivity studies right?

14 A. I have.

15 (9 h 12)

16 Q. [8] Okay. And when you referred to, in Phase 1 to
17 specific circumstances then and now, what did you
18 think about... give us some examples, I mean that
19 you thought then about HQ and when you talk about
20 circumstances now.

21 A. As I just mentioned, it's a company that's coming
22 out of a period where it's had a hybrid model of
23 cost of service and parametric formula, so it's
24 coming from a period where it's had some incentive
25 mechanism in place. It's coming from a period where

1 it's made some major investments in its automatic
2 metering programme, for example, and that programme
3 has, that and others, have resulted in substantial
4 savings over the last four or five years. I know in
5 phase 1, when I looked at the company data, the
6 most remarkable thing to me was how much its labour
7 force had decreased over the course of the past
8 five or six years.

9 So, it's evidence to me that substantial
10 productivity... the company has had the ability,
11 and found the ability, to make substantial
12 productivity gains in its operations with the
13 incentives it's had in place in the past. I now
14 believe the incentives it'll have in place in a
15 going forward basis are even stronger, you know,
16 because the envelope that's being covered goes from
17 thirty percent (30%) of covered cost over eighty
18 percent (80%).

19 So, I would like to think that the company
20 will continue to exploit efficiency gains as it has
21 in the past, that's consistent with the objective
22 of this plan, but I wouldn't want... I feel as
23 though I'm not in a position to prejudge the
24 magnitude of those efficiencies vis-à-vis industry
25 productivity. I don't have enough information to be

1 able to do that.

2 Q. **[9]** And in the other studies, previous studies that
3 you've conducted, I'm not talking about Quebec but
4 other companies, have you applied or used specific
5 circumstances to those other utilities?

6 A. Well, in other cases, the last time I submitted a
7 productivity study as a basis for an MRI program
8 was in the case of Enbridge. And in that case it
9 was a five-year MRI programme based on a hybrid
10 model. And so the specific circumstances there, the
11 judgment there was that the company could live
12 under I minus X program for O&M expenses, but it
13 could not tolerate living under an I minus X plan
14 for capital expenditures. So, the judgment and
15 specific circumstances there was that cost of
16 service was the better treatment for capital, and I
17 minus X was the better treatment for O&M. And that
18 was ultimately accepted by the OEB based on those
19 judgments, and based on those circumstances.

20 Q. **[10]** Thank you. And you just referred to hybrid
21 model, you say that Hydro Quebec is a kind of
22 hybrid model and Enbridge was kind of a hybrid
23 model too. How do you compare those two models?

24 A. Yes. Enbridge was a hybrid model because it was a
25 mixture of I minus X for O&M, and cost of service,

1 five-year projected cost of service for capital.
2 Hydro Québec, as contemplated here, is not a hybrid
3 model, it is a straight I minus X plan.

4 Q. [11] Now, in our current file with Hydro-Quebec,
5 could you describe, well, each of the concrete
6 actions that you've taken yourself to evaluate the
7 specific circumstances of HQD point stands. First
8 question, have you questioned HQD on its difference
9 with its counterparts? Have you specifically worked
10 on that, have you conducted a... not an inquiry,
11 but a questionnaire... have you asked specific
12 questions on that aspect?

13 A. I've done two things in that regard. You may recall
14 in phase 1 that we collected... we asked the
15 company for as much data as it had in terms of its
16 historic operations, and we analyzed at a fairly
17 high level the relationship between its operating
18 expenses, its capital expenses, its... we looked at
19 amortization, we looked at capital investments,
20 employee levels, we calculated some basic metrics
21 concerning input and output measures, and things of
22 that nature, to try to create a broad profile of
23 what the company's performance had been over the
24 last decade. And that was formative in terms of our
25 work with the company in Phase 1 in terms of

1 thinking about what models would fit for HQD; how
2 could it comply with the measures of the act given
3 what we understood its operations to be. So that
4 was our first aggregate look at productivity.

5 And then, we asked the company what
6 benchmarking studies it had done, and so we asked
7 the company for those studies, we reviewed them,
8 and they... our takeaways from that were that the
9 company could live under an I minus X programme,
10 that unlike HQT, where we had concerns about the
11 magnitude of its capital spending in projects, that
12 HQT's expenditure path was one that could be
13 accommodated under an I minus X plan, and that it
14 had sufficient control over the broader envelope
15 that ultimately formed the basis for this plan.

16 (9 h 18)

17 In terms of benchmarking studies, there was
18 nothing there that was determinative to me that
19 said that the company wasn't an efficient company.
20 The company has done a variety of studies in that
21 regard that suggests that it is an efficient
22 company, but I didn't take that analysis beyond
23 that it was not within the scope of what we were
24 able to accomplish to do any further benchmarking.
25 We did not do any independent benchmarking, put it

1 that way.

2 Q. **[12]** Okay. Yes. My question was did you, so you
3 said that well you've looked at... have you looked
4 at the historic productivity of HQD per se? Have
5 you looked at numbers but have you conducted a...
6 did you analyze the historical productivity of HQD
7 on its own?

8 A. Well, only the work that we did in Phase 1.

9 Q. **[13]** Yes, okay.

10 A. We looked at, we looked at cost trends over the
11 past ten (10) plus years, yes, that we did. I have
12 not done the independent analysis beyond examining
13 the company's other work that it has done in
14 productivity.

15 Q. **[14]** And you, what was your main observation with
16 respect to this analysis of the history of
17 productivity at HQD?

18 A. Well, as I just said, probably the most remarkable
19 thing to me was what happened to the labour force.
20 I don't know that I have worked with any utility
21 that have seen such a dramatic reduction labour
22 force over the period of time. And the principal
23 driver for that reduction appeared to be the
24 introduction of automatic metre reading. And so
25 that had a... it was clear that in around the last

1 five or six years, there was just a major
2 inflection point in terms of the amount of labour
3 that the company had retained. And I understand
4 there was a substantial programme involved behind
5 that and overall corporate initiative behind that.

6 So, I guess that's my one... probably the
7 highest double takeaway from that work. Like most
8 utilities, it's a steady progression of capital
9 spending over time required to maintain the system
10 and I'd say the characteristic of most North
11 American utilities as well. It's seen a general
12 slowdown in sales growth and customer growth as
13 well, consistent with overall micro-economy and
14 also levels of uses that we see in the industry.

15 Q. **[15]** So and have you compared other US or American
16 utilities productivity history with HQD?

17 A. I have not independently no.

18 Q. **[16]** No.

19 A. This is the basis of the industry study that we are
20 relying on for the X Factor. It is designed to
21 recall that it's the trend you know, and the
22 purpose of establishing an X Factor is to take the
23 industry trend in productivity and apply it to a
24 company from where it stands today, okay? That's an
25 important distinction. And the company could be the

1 most or the least efficient company in the
2 industry, but the idea with the X Factor is to put
3 it on a trend of productivity growth that is
4 aligned with the industry trend.

5 And then if the regulator determines that
6 there is more or less room for growth, vis-à-vis
7 that industry trend, those are the kind of tweaks
8 that get made in the stretch factor. In Ontario,
9 PEG did some work for the Board to examine seventy
10 plus (70+) electric Distributors and compute using
11 some econometric analysis how efficient one was
12 versus the other, and so that was the basis of
13 setting those stretch factors.

14 Most regulators in this regulator in
15 addition doesn't have seventy (70) Distributors to
16 compare to each other. So, generally speaking,
17 you're left to... decisions other regulators have
18 made in terms of fair stretch factors or you're
19 left with benchmarking analysis that would give you
20 a sign as to where this company would stand against
21 the industry peers. It could very well be, if the
22 Régie decides that that's an appropriate piece of
23 information to inform its subsequent use of MRIs,
24 the type of work that could be done, but as we sit
25 here today, we do not have that.

1 Q. [17] Okay and the... you've just referred to the
2 compteur, metre, okay, the replacement of the
3 metres, so that HQD just went through the process
4 that they went through. The fact that HQ you know
5 that as a young, the overall assets are pretty
6 young, right, in their lifespan. The fact that
7 those assets are pretty young, if you compare to
8 the average of the other utilities, could that be
9 considered as specific circumstances?

10 A. Well, that would be one of many considerations. It
11 would be one factor, but the thing is, you're also
12 serving... the breadth of HQD's service area and
13 the weather it's exposed to are unlike any other
14 distributor in North America. So, to look just at
15 the age of the system would not be sufficient to
16 tell you what the big picture is for this utility's
17 operating circumstances. You'd want to look at a
18 bigger picture than just that one variable. But
19 yes, I would consider that variable as one of them.

20 Q. [18] Thank you. Give me one second.

21 A. Yes. If I could make a point of clarification. Your
22 question, as I recall, had two parts and one was a
23 suggestion that HQD's system was younger than
24 others. And did you mean the system in its
25 entirety, or do you mean its automatic metering

1 system?

2 Q. [19] I mean the metering system. The metering, yes.

3 A. Yes, that's true, but it's also true that any
4 automatic metering project is young because this is
5 a brand new technology. The industry has rolled it
6 out over the last decade so, any system, any
7 automatic metering system will be young.

8 Q. [20] Okay, thank you. And if we go back to the
9 reference number 3 that I gave you, first page, in
10 your critique of FCEI's evidence, you said that:

11 The method that FCEI has used
12 relies on outdated and project-
13 specific results that are not an
14 accurate portrayal of HQD's
15 historic productivity.

16 Could you elaborate what you meant by that? What
17 exactly is outdated, and why is that so project-
18 specific?

19 A. Yes. I'm trying to find that reference.

20 Q. [21] Yeah, Sir, that's reference number 3, page 1,
21 in the second paragraph of reference number 3.

22 Me STÉPHANIE CARON:

23 Bien, peut-être une précision. La référence en
24 question se trouve à la page 11 plutôt qu'à la page
25 4 du document de la Régie. Ça peut-être...

1 Me ANDRÉ TURMEL:

2 Q. [22] O.K., page 11? D'accord. Pardon. Sorry, it's
3 my mistake. But you got the reference at the first
4 page of our document in which we were this morning.

5 A. Thank you.

6 Q. [23] So, it's the... I can read again, you wrote
7 that:

8 The method that FCEI has used relies
9 on outdated and project-specific
10 results that are not an accurate
11 portrayal of HQD's historic
12 productivity.

13 I'll just ask you what you meant by that, could you
14 please elaborate with this?

15 A. Sure. Two pieces. As I examined the FCEI evidence,
16 what I understood it to be was an amalgamation of
17 project descriptions and project saving
18 descriptions that the company had indicated in the
19 past. And what I didn't see was any reconciliation
20 between those projected project results and what
21 may have already occurred, so in that sense, they
22 were historic and outdated. That's what I meant by
23 that comment.

24 Insofar as it's insufficiency is concerned,
25 it gets into the concerns that I mentioned

1 yesterday, and that is you're looking at one
2 project, or another project, or another project,
3 but you're not looking at the big picture of
4 overall productivity for the company. And to the
5 extent... to the extent that the company has put
6 itself in a position with those very projects to be
7 a more efficient company today as a result of that,
8 then the trend productivity in the industry is
9 starting the company from an efficient place. It's
10 a good thing. And to the extent it has not put it
11 in an efficient place, it's starting from where it
12 is, it's still rolling along with industry
13 productivity as measured by the X Factor.

14 So, to the extent that all the things in
15 those projections, as project-specific projections
16 came through, then that would mean that the company
17 is starting from a place of efficiency and it's
18 being held to industry productivity on a going-
19 forward basis, which is a fair and reasonable place
20 to start.

21 (9 h 29)

22 And until you have... until you can look at
23 the entirety of the company's productivity, you
24 really don't have a basis to look at one project
25 versus another project and say that we should take

1 that as a deduct off the company's productivity in
2 a going-forward basis. Putting it onto the industry
3 trend is a very fair place to start, given that
4 it's already made those improvements. One could
5 argue that, if the other industry players had not
6 made those same improvements they have more room
7 for efficiency then HQD may. But I'm not in a
8 position to make those judgments, I don't have the
9 data to do so, and I didn't believe that FCEI had a
10 complete picture just by looking at those few
11 projects, and using that as a basis to adjust X as
12 I saw.

13 Q. **[24]** O.K. Merci, thank you. Donc, nous allons
14 utiliser maintenant, je pense, une autre ligne de
15 questions, les références 5 et 6 dans votre
16 document. Dans la référence 5, c'était une demande
17 de renseignements de la FCEI à Concentric, donc
18 c'était la pièce HQD-21, Document 4, page 3, en
19 espérant que la page elle est bonne. La question,
20 on vous demandait :

21 Veuillez justifier la pertinence de
22 facteurs X découlant d'études de
23 productivité utilisant des variables
24 de volumes de ventes et puissance aux
25 fins de l'établissement d'un mécanisme

1 incitatif.

2 Et la réponse de Concentric est la suivante, le
3 deuxième paragraphe :

4 Concentric also notes, confirming the
5 findings in the 2016 AUC Decision,
6 that the choice of output measure
7 remains subject to considerable
8 debate. The Department of Public
9 Utilities wrestled with this issue in
10 its Eversource Decision.

11 Dans la deuxième référence qui appartient au
12 dossier 3897, il y avait des passages de cette
13 décision de l'Alberta Utilities Commission où le
14 débat c'est, évidemment, le choix du volume versus
15 le nombre de clients comme variable, si on veut, et
16 je vous ai cité quelques passages, là. AUC dit,
17 premier paragraphe :

18 When selecting a particular output
19 measure, it must be matched to the
20 type (price cap or revenue-per-
21 customer cap) of a PBR plan.

22 Et paragraphe 394 :

23 Commission agrees with Dr. Lowry that
24 his colleagues at PEG that for
25 revenue-per-customer cap plans, the

1 number of customers, rather than a
2 volumetric output measure, is the
3 correct output measure for a TFP
4 study.

5 Et enfin, dans le dernier paragraphe, 395 :

6 Therefore, the Commission considers
7 that kWh sold output measure used by
8 NERA in its TFP study remains an
9 acceptable output measure to use for
10 the purpose of the price cap PBR plans
11 approved for ATCO Electric, Fortis and
12 EPCOR.

13 Ma première question c'est, Monsieur Coyne,
14 pourquoi ne pas avoir mentionné cette information
15 dans votre réponse à la demande de la FCEI, le fait
16 que AUC avait choisi "the number of customers" à la
17 place des volumes?

18 A. Well, let me just catch up with you from a
19 reference standpoint. You're reading from the AUC
20 decision?

21 Q. [25] Yeah.

22 A. Okay. I have in front of me, from that reference,
23 the quote pertaining to the Massachusetts DPU
24 decision. Maybe I should just bring up what you're
25 reading from because my recollection of what the

1 AUC said, was that it was not determinative, that
2 it looked at output measures, and it looked at
3 volumes, and it also looked at customers.

4 The debate there was that PEG had used
5 customers as the output measure and then argued
6 this was the right way to go. And Brattle, in the
7 most recent proceeding, Brattle and Christensen had
8 used sales as the output measure, and this was the
9 debate that occurred before the AUC. And at the end
10 of the day, the AUC determined that it could not
11 determine that one was more preferable than the
12 other, and that the differences between the studies
13 were not so large if you accounted for other
14 differences.

15 But they did say that in future
16 proceedings, as I recall, that the mix of the peak
17 versus volumetric charges and rates might be a
18 consideration to consider in future studies, but
19 they did not have sufficient evidence on the record
20 at this point in time to make a determination as to
21 one being preferable to the other. So, they did not
22 indicate which weights they placed on which
23 studies, but it was apparent that they included the
24 Brattle, the Christensen, and the PEG studies and
25 their weights, without excluding one or including

1 one because of its measure of output growth.

2 (9 h 34)

3 And that's the very same conclusion in the
4 Massachusetts decision, where they said that they
5 found, in that case, the Christensen use of the
6 output measure of customers was reasonable in this
7 case, but in the future, they invited experts to
8 come forward with analysis showing that one versus
9 the other, and what the DPU is reflecting in their
10 decision, and I agree with this is that the
11 industry cost structure is shifting and it's not
12 just customers it's not just sales growth, but the
13 industry is asked to be responsive to other needs
14 of customers as well. So, a more complex measure of
15 output may be appropriate to consider in the
16 future, but neither of those regulators concluded
17 that one was preferable over the other.

18 Q. [26] Mais entendons-nous bien. En Alberta et au
19 Massachusetts, ils ont choisi la variable par
20 client. Vous dites que c'est pas, et que ce choix
21 n'est pas déterminant et que ça pourrait changer,
22 mais ils ont quand même fait le choix, dans les
23 deux cas, de rejeter le volume. Vous êtes d'accord
24 avec moi?

25 A. No. You're incorrect.

1 Q. [27] Okay.

2 A. That's not the case.

3 Q. [28] Just correct me. Okay.

4 A. That's not the case. In Alberta, two of the three
5 studies they accepted were based on volumes. Two of
6 the three.

7 Q. [29] Okay.

8 A. The only one that was customers, was that presented
9 by PEG. In Massachusetts, they found that the use
10 of customers was acceptable for purposes of the
11 study that was presented for Eversource. But in
12 their final decision, they said that they
13 understand that customers and/or vimes are
14 important but even those two are not adequate to
15 explain output, so they would like to see further
16 analysis around what the appropriate output measure
17 was. Neither of those regulators indicated that
18 customers, neither of those regulators excluded
19 volumes on that basis and the Massachusetts'
20 commission left it open as the AUC commission did
21 for future studies to help them determine which was
22 appropriate.

23 Q. [30] Okay, just to be sure, so there are several
24 studies filed in ... before regulators, some say
25 volume, some say a client, some may say... and both

1 commissions said both methods are agreeable,
2 acceptable, right? We agree on that? And then,
3 sorry, and then in Alberta, the two out of three
4 were volume, but they... am I right to say that
5 they finally decided on the per client variable,
6 right?

7 A. No.

8 Q. [31] Okay.

9 A. No and no. Let me go back, okay. And I'll start
10 with Alberta, three studies.

11 Q. [32] Yeah.

12 A. Two were based on volume, one was based on
13 customers. Tremendous debate before the AUC which
14 was right and at the end of the day, the AUC
15 determined that the differences between the studies
16 were not of such a great magnitude, A; B, the
17 arguments put forth by the experts all had merits.
18 C, they invited the experts in future studies to
19 come forward and consider the peak charge versus
20 the energy charge that went into rates. But they
21 made and they found that they could not, in fact
22 they rejected doctor Lowry's argument. Doctor Lowry
23 argued that it must be customers and they
24 specifically rejected his argument and said no, we
25 cannot reach that finding. So, its quite the

1 opposite of what you are saying.

2 In the case of Massachusetts, it was
3 customers that was put forward by doctor
4 Christensen and they found that that was
5 acceptable, but they did not reject the use of
6 other output measures; in fact, they say that we'll
7 accept, I'll paraphrase here, they said - well
8 we'll accept customers this time, but in the
9 future, we would like experts to show us more
10 information regarding other output measures because
11 we are not convinced that just customers is the
12 only thing that's driving cost for the industry.
13 We'd like to see customers, we'd like to see
14 volumes, we'd like to see consideration of other
15 services the company's provided and I agree with
16 that. Anyone of these is too simple. Customers or
17 volumes. We know that cost drivers for the industry
18 are more complicated than either of those. It's
19 also a matter of analytical ability to create a
20 reasonable output index that would capture a more
21 complex one. I think that's a fair description of
22 the record that we used, suggested in your
23 question.

24 Q. [33] Okay. Juste un instant, s'il vous plaît. Okay
25 I see that where we had a problem on... not, we

1 were on parallel track here. I quote and I referred
2 to the twenty twelve (2012) decision, okay, and
3 those quotes that I gave you from the AUC decision
4 are two AUC decisions, one in twenty twelve (2012)
5 and one in twenty sixteen (2016). Right?

6 A. Yes.

7 Q. **[34]** Okay. In twenty twelve (2012), this is the one
8 that I quote you in twenty twelve (2012) and the
9 passage that I read you twenty twelve (2012) and
10 the passage that I read you...

11 A. Yes. Could you give me the specific reference in
12 our record?

13 Q. **[35]** Yes. It is HQDT-46 and it was part of an
14 annex, it's a long decision you know.

15 A. Ah you're quoting from the decision, not from a
16 quote that I've given you from the decision?

17 Q. **[36]** No.

18 A. It's the entire decision.

19 Q. **[37]** Yeah.

20 A. Okay.

21 (9 h 40)

22 Q. **[38]** So, and in what I gave you this morning, I for
23 three paragraphs and that twenty twelve (2012)
24 decision did... and that piece of evidence is in
25 Phase 1, and that the passage that I just read to

1 you this morning came from twenty twelve (2012) and
2 remained what they are. At the time they had, as it
3 is written, 395,

4 The Commission considers that kWh sold
5 output measure used by NERA remains an
6 acceptable output measure.

7 In twenty sixteen (2016), there was another
8 decision, right?

9 A. Correct.

10 Q. **[39]** Okay.

11 A. Yes.

12 Q. **[40]** And in twenty sixteen (2016), did that
13 decision question that twenty twelve (2012)
14 decision? That's my question to you.

15 A. Yes, everything was questioned in twenty sixteen
16 (2016).

17 Q. **[41]** Okay.

18 A. Everything was relitigated, including the output
19 measure.

20 Q. **[42]** Okay.

21 A. And in twenty twelve (2012), the Commission based
22 its decision on a NERA study, and NERA used sales
23 volumes as its measure of output. It was subject to
24 debate then. The Commission ultimately approved the
25 NERA study as the basis for the twenty twelve

1 (2012) decision using sales volumes.

2 In twenty sixteen (2016), there was a
3 significant debate on that issue. Brattle and
4 Christensen presented evidence based on the NERA
5 model that had been accepted by the Commission
6 using sales.

7 PEG presented a full onslaught argument as
8 to why customers was the more appropriate way to
9 go. The AUC rejected PEG's argument and said, no,
10 we cannot find that customers is the preferred
11 output variable. We accept... there is not enough
12 evidence on this record... and I'm paraphrasing, to
13 make that determination, so we reject Dr. Lowry's
14 argument.

15 And at the end of the day - and I can find
16 that specific quote if you'd like - and at the end
17 of the day, they decided to put weight on each of
18 the three studies, Dr. Lowry's, Brattle's, and
19 Christensen's so you had, I guess you could say,
20 two thirds of the studies were sales, and one third
21 was customers.

22 But then they concluded that, we're
23 troubled by this, we don't have sufficient
24 information on the record to make that
25 determination, but we would invite you and experts

1 in the future, to bring us evidence. They would
2 consider what portion of the electric rate is based
3 on peak demand or a customer measure and what
4 portion is based on a volumetric number or based on
5 sales.

6 So, they were trying to align how they
7 treated rates with the output measure. And not an
8 unreasonable position for them to take, and it's
9 somewhat consistent with how I read the MDPU
10 decision as well.

11 Q. **[43]** Okay. But, you know, in the *passage* that you
12 have in front of you, in twenty twelve (2012), the
13 Commission wrote, it is:

14 Commission agrees with Dr. Lowry and
15 his colleagues at PEG that for
16 revenue-per-customer cap plans, the
17 number of customers, rather than a
18 volumetric output measure, is the
19 correct output measure for a TFP
20 study.

21 Was that finding changed in twenty sixteen (2016)?

22 If so, tell me where in the *passage*.

23 A. Well, I don't know what else to say.

24 Q. **[44]** Okay.

25 A. I have told you, I paraphrased what they've said,

1 but maybe it would be better if I read you exactly
2 what they said. Let me do that because they did not
3 reach that finding in twenty sixteen (2016). In
4 fact, in twenty twelve (2012), the issue there was
5 that they found a lack of transparency with Dr.
6 Lowry's work, and they had significant struggles
7 with accepting it. And that's one of the reasons
8 why they ended up accepting the NERA study, but
9 that didn't have anything to do with the output
10 measure as I understand it.

11 But if we can stop, I would like to read
12 you the specific paragraph where they reached their
13 conclusion, maybe that will clarify this point for
14 the Board.

15 Q. [45] Yes, that is very generous from you. Since you
16 offer, we will not stop, but you could take the
17 undertaking, or just trying to... I take your word
18 from when in twenty sixteen (2016) there's findings
19 that contradict that paragraph 394, or something
20 like that. 394, yeah.

21 A. Well, there are two issues with what you're
22 suggesting to me. One is they did not reach the
23 conclusion in twenty twelve (2012), they did not
24 base their decision on an output measure based on
25 customers, they reached their decision based on

1 sales.

2 Q. [46] On sales.

3 A. So, what you just read me is a paragraph that was
4 not the final decision, they reached it based on
5 sales, okay. And in twenty sixteen (2016),
6 therefore, they did not reject that, because they
7 had based it on sales in twenty twelve (2012),
8 because that was the basis of the NERA study. So,
9 I'm afraid that there's something that's out of
10 context, and it was clearly not what the final
11 decision was.

12 And in twenty sixteen (2016), as I
13 mentioned, they said they could not make a
14 determination that one was preferable over the
15 other, they both had merits, and therefore they
16 placed weight on all three studies, but they said,
17 there's more work to be done here. That's a fair
18 representation of the record, but that final
19 decision in twenty sixteen (2016) on that issue is
20 in the record, and I think I could find it in short
21 order and just read it into the record rather than
22 make it an undertaking.

23 Q. [47] Yeah.

24 A. If you could just give me thirty seconds, I can do
25 that.

1 Q. [48] Okay.

2 A. Okay, I would like to read from paragraphs 129 and
3 130 from the two thousand sixteen (2016) decision.

4 Q. [49] Okay.

5 A. Paragraph 129:

6 The Lowry study uses number of
7 customers as the output measure for a
8 number of reasons, including its
9 applicability with a
10 revenue-per-customer cap. Dr. Lowry
11 also pointed to the use of econometric
12 modeling that shows the number of
13 customers to be a more important
14 driver of the costs of energy
15 distributors than delivery volumes.
16 An additional reason is that the
17 number of customers is much more
18 stable (that is, less variable) than
19 the trend in delivery volumes.

20 The Commission is citing Dr. Lowry's evidence. The
21 Commission goes on to say - I'm now again quoting:

22 The Commission does not find these
23 reasons to be particularly persuasive
24 in terms of attaching higher weight to
25 studies that use the number of

1 customers as the output variable
2 rather than a volumetric measure.
3 And then they go on to describe why, and maybe I'll
4 just get that on the record, too.

5 First, only gas distribution utilities
6 will be under a revenue cap plan in
7 the next generation PBR plans
8 (electric distribution utilities
9 remain under a price cap) and, in any
10 event, as Dr. Carpenter and Dr.
11 Meitzen pointed out...

12 Brattle and Chritensen respectively, I paraphrase..
13 What is more relevant is the type of
14 index that applies to the U.S.
15 electric distribution firms in the
16 sample, an issue on which no evidence
17 has been adduced. Second, the evidence
18 provided was insufficient to explain
19 why finding that the number of
20 customers is a more important driver
21 of the costs of energy distributors
22 than delivery volumes, means that the
23 number of customers is a better
24 measure of output than delivery
25 volumes. Finally, while a lack of

1 variability of an output measure
2 appears to have some advantages in
3 terms of ease of numerical calculation
4 and updating, expert evidence was not
5 provided as to why in and of itself,
6 this characteristic is particularly
7 desirable in terms of deciding which
8 output measure is more relevant.

9 And this is the paragraph that I was paraphrasing
10 in my response to you, paragraph 130:

11 In this context, the Commission
12 acknowledges that with the prevalence
13 of both fixed and variable revenue
14 components for distribution utilities,
15 the number of customers is a relevant
16 output measure along with volume,
17 where the relative weights assigned to
18 these two output measures would
19 ideally reflect the proportion of
20 revenues generated through fixed
21 versus variable (volumetric) charges.
22 In the absence of such information for
23 the firms in the US sample, the
24 Commission is not prepared to discount
25 TFP growth studies developed using

1 either volume or number of customers
2 as the output measure simply because
3 of the particular output measure that
4 was chosen, but in future, we would
5 prefer sensitivity analysis that
6 demonstrates the effect on output
7 growth, and hence TFP growth, of
8 varying the relative weights that are
9 assigned to each of these two output
10 measures.

11 So, that is...

12 Q. [50] The debate remains open? If I'm...

13 A. Oui.

14 Q. [51] Okay. Now, let's go - encore dix (10) minutes,
15 Madame la Présidente, plus ou moins - maybe now to
16 your presentation from yesterday, Mr. Coyne, at
17 page 4.

18 A. And I'm sorry, page 4 of...

19 Q. [52] Page 4 of your PowerPoint presentation.

20 A. Okay.

21 (9 h 51)

22 Q. Just to understand, on that page, you referred to
23 the Christensen study. Could you explain how it can
24 be in that study such a negative productivity
25 there, at minus one point eleven (-1.11)? How could

1 it be explained?

2 A. Well, mathematically, it's explained by input
3 growth, so the cost of inputs to the utility as
4 exceeding its output growth, in the case of
5 Christensen as measured by sales. So the cost of
6 labour, materials, and capital are exceeding sales
7 volumes for the utilities in its samples, and in
8 the case of Christensen...

9 Q. **[53]** Sorry, I referred to Alberta, I wanted to
10 refer to Massachusetts one, because there's two
11 Christensen, sorry.

12 A. Ah, okay.

13 Q. **[54]** Sorry, my mistake.

14 A. Then you were saying a different number.

15 Q. **[55]** Yeah, at minus point forty-four (-0.44). I
16 mean, I understand that, well, I understand...
17 c'est un grand mot, there's mathematic and
18 arithmetic, but I want to understand the cause, the
19 reason that are underneath this negative number.

20 A. I don't recall specifically how Dr. Christensen
21 interpreted his analysis. I'll give you my
22 knowledge based on the cost structures of the
23 industry that he was measuring, and that is that
24 it's an industry that's faced with decline across
25 North America, you know, we think about where we

1 are from an energy perspective.

2 The macroeconomies are not growing as fast
3 in the US or Canada, as they have previously, and
4 there was once a relationship, I used to measure it
5 econometrically, between GDP and sales growth where
6 you can put a rule around one and the correlation,
7 they would almost overlap each other. But after
8 decades of effective public policy, we've really
9 broken the link between how consumers change energy
10 with a more efficient generation of end-use
11 technology.

12 Consumers are using less energy, and also,
13 as a result, it changes in demographics, it changes
14 the macroeconomy. Customer growth is slowing as
15 well. But at the same time, due to the march of
16 technology, we're requiring more of electric
17 distribution systems in terms of their
18 effectiveness, in terms of how smart they are, in
19 terms of how reliable they are, and also in terms
20 of environmental regulations that determine the
21 operations of these companies.

22 So, as a result of that, just because there
23 has been a slowdown in the output of the industry,
24 it doesn't mean they've had a corresponding
25 slowdown in their input costs. So that's why we've

1 seen, and this is my interpretation, but it's not
2 dissimilar from other experts on this issue, that's
3 why we've seen the change in productivity as
4 measured against inflation where it's gone from
5 positive to negative. We're asking the industry to
6 do more with its system, at a time, when its output
7 is growing more slowly.

8 Q. [56] And my colleague just mentioned that what you
9 just mentioned, are the same kind of requests, you
10 said, are being asked to Hydro-Québec, or Hydro-
11 Québec Distribution, facing the same sort of
12 challenge?

13 A. Generally so, yes. If I look at the customer growth
14 projections, the sale growth projections, changes
15 in the Québec economy, and the Canadian economy,
16 those are all parallel to what we're seeing in the
17 United States. Certainly, regulations differ, but a
18 distribution company is subject to the NERC
19 standards of reliability, just as they are in the
20 US.

21 So, the electric industry in the US and
22 Canada move closely enough together that regulators
23 in both countries accept the results of samples
24 drawn from a North American sample as being
25 representative. I see so not just in benchmarking

1 studies, and productivity studies, I see it in the
2 cost of capital in the analysis that we do.

3 We look at North America as being an
4 electric industry, and a natural gas industry that
5 are closely aligned in moving forward together. So
6 the drivers of costs are very similar, but no,
7 they're not exact.

8 Q. [57] And you did refer to in the, this is my
9 reference number 8 that you got from me this
10 morning, that was the answer to the information
11 request at B-0194, you did mention, you did give an
12 example of a distribution company that may make
13 capital expenditures to replace existing assets and
14 the magnitude of capital replacement required and
15 it has little or no correlation with levels of
16 customer growth, so, and we're trying to compare
17 what's true for Hydro-Québec, but how would you
18 compare the age of the assets of HQD, the age of
19 asset, yes. That... l'âge des actifs, with the same
20 at US utilities and especially the one at
21 Christensen. I understand you've not conducted any
22 specific study on those assets?

23 (9 h 56)

24 A. No.

25 Q. [58] Of HQD and generally speaking?

1 A. No, I have not. In as at the outset of our line of
2 our line of questioning, I indicated that if you
3 would look at the age of the assets you'd want to
4 look at much more. You'd want to look at the square
5 miles, the service area served, the impacts of
6 weather on the system and costs. The fact that HQD
7 can only conduct certain services during warming
8 months than it can during colder months. All the
9 things that impact the operations of a northern
10 utility such as Hydro-Québec. You'd want to look at
11 more than just the age of the assets. That would
12 only be one factor.

13 Q. **[59]** Yes. The factor could be also the number of
14 customer growth, and I understand that you have not
15 conducted such study as the one for the assets.

16 A. No, you'd want to look at well, you're looking at
17 both customer growth as well as input cost growth
18 as the basis for that comparison. But remember
19 that, and this is important to remember, that
20 whatever the starting point is, you're attaching
21 that starting point for Hydro-Québec today to that
22 industry productivity trend which is the purpose of
23 the X Factor. So, they don't have to be exactly the
24 same in terms of their operating circumstances or
25 their cost structure for the industry productivity

1 trend to still be appropriate, because what you are
2 doing is assuming that where the company is
3 starting from today with an I minus X programme,
4 for all of its perfections and imperfections, what
5 you're assuming is that the industry trend is the
6 appropriate one. You're making that decision when
7 you go to an I minus X plan in general. It's a
8 specific decision with this type of rate-making
9 programme.

10 Q. [60] And my last question on that is why haven't
11 you investigated or did this kind of investigation
12 within your mandate, shouldn't it have been
13 important for your findings to look at the age of
14 the asset, at the trend of the customers growth. I
15 understand you've not conducted any study. You have
16 a general understanding but shouldn't you have made
17 a much deeper investigation?

18 A. It wouldn't have... when I think of the purpose of
19 what this Phase 3A as we call it was, it wouldn't
20 have been, it wouldn't have allowed me to change
21 what we did. Because in order to do that type of
22 work, if we were to do it, you suggested, and I
23 think what you're suggesting is a benchmarking
24 study. Let's benchmark Hydro-Québec against
25 these... against this group of seventy (70) US

1 utilities. Suppose that we had done that in this
2 Phase 3A suppose we thought that that was important
3 to know. Suppose we determined that Hydro-Québec
4 was twenty-five percent (25 %) more efficient than
5 the average US utility in the sample, and we made
6 that determined based on this benchmarking
7 analysis, we would still be inclined to recommend
8 that the X Factor is still the industry
9 productivity study, but we might have suggested,
10 well maybe the stretch factor should be lower than
11 the average stretch factor, because you're starting
12 from a pretty efficient place. But that would have
13 been an awful lot of effort in cost to ultimately
14 build it into the judgment for the stretch factor.

15 It could very well be that in the next...
16 the Régie has requested that the company provide,
17 over the course of this first generation plan, a
18 productivity analysis and I believe that the
19 company suggested a benchmarking analysis as well,
20 that would inform the Régie as to those
21 determinations in the next phase or the next
22 generation of the MRI plan, and I think that's the
23 appropriate timing. But I think that the Régie has
24 enough information to make the determination that
25 they need to make here. So, we were not asked to

1 undertake a benchmarking study but nor did we think
2 it was required.

3 Q. **[61]** Okay last line of questions, please, we'll go
4 back to your PowerPoint, let's go at page 11 of the
5 PowerPoint presentation. Yeah, this is the capital
6 factor example with using the Toronto Hydro to
7 Hydro's current rate plan example. At the first
8 table, table 2, at the capital related RR, we see
9 from the year twenty fifteen (2015) to the year
10 twenty nineteen (2019), and this is a calculation
11 not made by me, believe me, but my colleague, about
12 a rate, an increase of thirty-five percent (35 %)
13 if we make the increase from four thirty point five
14 (430.5) to five eighty-three point two (583.2),
15 which gives a very high capital factor. Is it true
16 that the... or was it appropriate to say that with
17 a smaller rate of increase, we could have, we could
18 observe a negative capital factor? Can we see a
19 capital factor being a negative territory?

20 (10 h 01)

21 A. Are you asking for Toronto Hydro or are you asking
22 as a general proposition?

23 Q. **[62]** I think a general proposition.

24 A. Well, if you look at the components to the capital
25 factor, their interest costs, if you are in a

1 period of declining interest rates, that could
2 happen, if you're in a period of declining ROE,
3 that could happen, declining depreciation expenses,
4 taxes, any one of those factors obviously would
5 weigh in. It would be unusual from my experience to
6 see a negative capital factor, it's generally the
7 greatest pressure that we see on electric rates
8 across North America and I don't think it's just
9 North America, I think that's worldwide. It's a
10 capital-intensive industry, and if any, I think
11 we're at the bottom of the interest rate cycle. We
12 are already seeing interest rates that are
13 escalating, which means that ROE will follow along
14 behind them.

15 But the nature of the industry is such that
16 it's constantly making capital investments to
17 maintain its system, let alone to account for
18 customer growth, so it would be surprising to see
19 that.

20 Q. **[63]** Okay, now going to page 9 of your PowerPoint
21 presentation. Okay, at page 9, you did refer to PBR
22 plans, but you said that that includes two types of
23 stretch factors, explicit and implicit. You say
24 that, for the I Factor, in the right column,
25 bottom-right column, you say:

1 I Factor is not fully reflective of
2 HQD's input cost trends.

3 On what basis are you doing that, are you making
4 that statement?

5 A. The primary reference I make there is that the
6 Régie rejected the company's proposal initially to
7 include a company input index for labour, and as
8 the company has shown that its labour costs
9 increased more rapidly than the Quebec average
10 labour cost, so that creates a built-in stretch
11 factor, because their labour costs have been
12 increasing more rapidly for that third.

13 I am not prejudging the Régie's ultimate
14 decision on HQD's proposal versus its Phase 1
15 recommendation vis-à-vis inflation components.
16 That's the one piece that I know will not be in
17 there. So that creates an implicit stretch factor.

18 Q. **[64]** Okay, and you have not conducted any specific
19 analysis on that?

20 A. The company provided that evidence, and I believe
21 it was Phase 1. I could check with them on the rate
22 of growth between its index and the CPI index. I
23 know it has done so if it wasn't provided then, so
24 I have not done so in...

25 Q. **[65]** So you rely on their numbers and

1 documentation?

2 A. Well, I have no independent documentation of HQD's
3 labour costs. The Quebec CPI is a public number.
4 But yes, I do rely on their documentation for their
5 labour costs.

6 Q. [66] Okay. Merci. Attendez-moi un instant, je pense
7 que j'ai terminé. Merci. Thank you.

8 (10 h 06)

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Merci Maître Turmel.

11 LA GREFFIÈRE:

12 Maître Turmel, excusez-moi, voulez-vous déposer
13 cette pièce? On va la coter alors.

14 Me ANDRÉ TURMEL:

15 D'accord. Nous sommes rendus à...

16 LA GREFFIÈRE:

17 Au numéro 35.

18 Me ANDRÉ TURMEL:

19 Alors, ce sera donc instrument pour contre-
20 interroger, c'est-à-dire document pour contre-
21 interroger les témoins d'HQD, les références.

22

23 C-FCEI-0035: Document pour contre-interroger les
24 témoins d'HQD

25

1 LA PRÉSIDENTE:

2 Merci. Avant qu'on passe à maître David, parce
3 qu'on va passer avant la pause, à moins que maître
4 David me dise qu'il préfère prendre la pause avant
5 de passer. Mais j'aimerais vous rappeler, on vous
6 demande des heures pour qu'on puisse planifier les
7 audiences. C'est pas inhabituel qu'on les dépasse,
8 particulièrement quand c'est le panel d'Hydro-
9 Québec, là, c'est pas quelque chose d'inhabituel.
10 Mais là, j'ai une contrainte. Le mercredi a été
11 pris pour qu'on puisse y aller, mais j'ai une
12 contrainte, parce que docteur Lowry, je ne sais pas
13 s'il est disponible la semaine prochaine, et on
14 commence à vouloir glisser dangereusement.

15 Alors, si vous croyez que vous allez
16 dépasser les heures que vous avez déjà indiquées,
17 j'aimerais beaucoup que vous le signaliez à madame
18 la greffière pour qu'on puisse réviser le
19 calendrier en conséquence, parce que là, j'ai
20 l'expert de l'AQCIE-CIFQ à prendre en compte dans
21 le calendrier. Alors, je vous remercie beaucoup,
22 Maître Turmel, et on va passer à maître David tout
23 de suite.

24 Me ANDRÉ TURMEL:

25 Évidemment, je ne me sens pas personnellement visé

1 parce que nous avons tous...

2 LA PRÉSIDENTE:

3 Exactement.

4 Me ANDRÉ TURMEL:

5 ... doublé notre temps. Merci. D'accord.

6 LA PRÉSIDENTE:

7 Non, non, ce n'est pas vous personnellement, c'est
8 l'ensemble de l'oeuvre, mais si on pense qu'on va
9 tous doubler le temps, il va falloir que j'en
10 tienne compte dans le calendrier, et surtout avec
11 la présence de monsieur Lowry. Alors Maître David.

12 Me SIMON TURMEL:

13 Simplement vous aviser que l'engagement numéro 1 a
14 été déposé au SDÉ.

15 LA PRÉSIDENTE:

16 Merci beaucoup, Maître Turmel.

17 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DAVID :

18 Bonjour, mesdames et monsieur les régisseurs, Éric
19 David pour Option consommateurs. J'avais annoncé
20 une demi-heure pour mon contre-interrogatoire, je
21 ne dépasserai pas le temps. Bien, j'espère.

22 LA PRÉSIDENTE:

23 Je vous remercie.

24 Me ÉRIC DAVID:

25 Je sais pas si ça visait moi avant que j'arrive,

1 mais bon.

2 LA PRÉSIDENTE:

3 Ça vise tout le monde.

4 (10 h 09)

5 Me ÉRIC DAVID:

6 Q. **[67]** Bonjour au panel. Good morning, Dr Coyne. Ma
7 ligne de questions va porter essentiellement sur
8 les choix, les propositions d'Hydro-Québec sur les
9 coûts devant être traités sous le Facteur Y. I'll
10 start with you, Mr. Coyne, and there's really just
11 two exhibits that I intend to explore. So, if you
12 could have them with you, it would be more
13 expedient. So the first would be B-0176, which is
14 Hydro-Québec 15, Document 1.5, which is your answer
15 to Hydro-Québec to the fifth information request of
16 the Régie, and the second document is B-0198, which
17 is Hydro-Québec 21, Document 1.2, your response to
18 the Régie's IR number 8.

19 So, I'll start with the first...

20 A. It will take me a moment to get there, if you...

21 Q. **[68]** Yes, sure.

22 A. Thank you. And when you say "your" do you mean the
23 company's or my responses to the ...

24 Q. **[69]** Well, it's your responses that I'll be
25 exploring with you.

1 A. Okay.

2 Q. **[70]** So, in both cases.

3 Mme STÉPHANIE CARON:

4 Maître David, mes interventions habituelles,
5 pardon. HQD-21, Document 1.1?

6 Me ÉRIC DAVID:

7 Q. **[71]** 1.2.

8 ME STÉPHANIE CARON:

9 1.2. Et l'autre c'était HQD-15?

10 ME ÉRIC DAVID:

11 **[72]** Document 1.5.

12 Me STÉPHANIE CARON:

13 O.K. Merci.

14 Me ÉRIC DAVID:

15 Q. **[73]** J'aurai effectivement des questions pour les
16 représentants d'Hydro-Québec après le contre-
17 interrogatoire.

18 A. I'm sorry, I'm still getting there. Can you give
19 me...

20 Q. **[74]** Oh, sure.

21 A. ... just one more moment.

22 Q. **[75]** Tell me when you're ready.

23 LA PRÉSIDENTE:

24 Alors, je profite du moment, là, c'est parce que la
25 traduction n'a été prévue que pour cette semaine.

1 Alors, si on doit retenir des services de
2 traduction pour lundi, faire changer les billets
3 d'avion de monsieur Lowry, il faut le prendre en
4 considération maintenant.

5 Me ÉRIC DAVID:

6 D'accord.

7 LA PRÉSIDENTE:

8 Alors, c'est pour ça.

9 Me ÉRIC DAVID:

10 Alors, vous allez avoir ma collaboration.

11 A. I believe I've caught up, thank you.

12 Q. [76] Okay, good. So, basically, if we start with
13 the fifth IR that the Régie addressed, what the
14 Régie was asking, basically, I'll say it in French,
15 and then I'll translate it, but c'est:

16 Vous avez déposé une étude de balisage
17 et/ou un témoignage de votre expert
18 sur le traitement des facteurs Y par
19 les autres organismes de
20 réglementation canadiens et/ou
21 américains. Veuillez considérer chacun
22 des éléments précités à la référence
23 1.

24 La référence 1 étant la proposition d'Hydro-Québec
25 pour le traitement sous le facteur Y. So,

1 basically, what the Régie was asking is with
2 respect to those costs that Hydro-Québec is
3 proposing be treated as Y Factors, could you please
4 provide your survey of how these costs are treated
5 in other North American jurisdictions, just to
6 situate you.

7 So, the whole document, basically, talks
8 about that. But essentially, the summary is to be
9 found on page 21, which is your Table 1.

10 A. I see it, thanks.

11 Q. [77] Okay. So, I just wanted to clarify some of the
12 information contained in this Table 1. I'll start
13 with your analysis of pension costs, which is the
14 first column. We learn in your response that
15 pension costs can be tested or qualified as a Z
16 Factor in Alberta. So, my first question is: can
17 you tell us a bit more on how it works, and what
18 kinds of events could trigger a Z Factor for
19 pension costs in Alberta.

20 A. I can speak to it generally because it's a Z
21 Factor, it would need to satisfy the materiality
22 threshold in order for it to receive coverage.
23 Once it would satisfy, in Alberta, once you satisfy
24 the threshold, then the full cost would be
25 recovered for that variance.

1 So, for example, my understanding would be
2 let's just presume that ATCO is projecting a fifty
3 million dollar (\$50 M) pension cost in base rates,
4 and it should have a twenty-five million dollar
5 (\$25 M) variance. The actual projected should be
6 seventy-five (75). It would apply for a Z Factor
7 exception on that basis, and then it would true or
8 through it up at the end of the year for the actual
9 difference, the full actual difference would be the
10 twenty-five million (25 M), the difference between
11 the fifty (50), and the seventy-five (75). That
12 would be my understanding of how that would work.

13 If it would fall short of the threshold
14 then the company would absorb the difference. If
15 it... if the increment should fall short, the
16 company would absorb it. If instead of projecting
17 fifty (50), the actual should be twenty-five (25),
18 the company would take that entire twenty-five
19 million (25M) to earnings because there was no
20 earning sharing mechanism in Alberta.

21 So, you can say that if it's better than in
22 base rates, then that difference goes to earnings.
23 If it's worse than in base rates, then the company
24 absorbs the difference, until it meets the
25 threshold, then after that, they would have full

1 recovery for the difference between the base rate
2 amount and the actual amount.

3 Q. [78] So, basically you're confirming that there is
4 a materiality threshold in Alberta to qualify
5 pension costs as Z Factor treatment, under Z Factor
6 treatment? Are you confirming it or you don't know?

7 A. I should confirm that in undertaking as to whether
8 or not the threshold would still apply for pension
9 or not because it's worth checking.

10 Q. [79] Alright, if you could undertake to verify that
11 and obviously, if so, provide us with the level of
12 the threshold.

13 A. I will do so. I was speaking to the general
14 mechanism for how a Z Factor works, but I should
15 make sure that that also applies to pensions, so I
16 will do that.

17 Q. [80] Fine. So the undertaking is to verify whether
18 there is a materiality threshold approved by the
19 Alberta Utilities Commission with respect to - and
20 you can help me on this if my undertaking is not
21 clear, Dr. Coyne - with respect to the way pensions
22 costs can be Z Factored in Alberta. Is that a clear
23 way of stating the undertaking?

24 A. I understand it.

25 Q. [81] And then, the follow-up to that is, if there

1 is a materiality threshold, to obviously provide us
2 with the amount.

3 A. Understood.

4

5 U-3: To verify whether there is a materiality
6 threshold approved by the Alberta Utilities
7 Commission with respect to the way pensions
8 costs can be Z Factored in Alberta, and if
9 so, to provide the amount of said
10 threshold, and details of how the Z Factor
11 works for pension in Alberta (OC)

12

13 Q. **[82]** So, but my question was more with respect to
14 the kinds of events that could trigger a Z Factor,
15 because what I understand from your summary, and
16 correct me if I'm wrong, is that, essentially
17 pension costs are under the formula in Alberta,
18 except under certain circumstances, certain costs
19 can be Z factored, am I correct or am I
20 misunderstanding what you're putting in this table?

21 A. So, I take it you're on Table 2 then, the Z Factor
22 table?

23 Q. **[83]** No, I was still on Table 1, but if Table 2 is
24 pertinent, then I'm all ears.

25 A. Well, in Table Y, you're referring to... yes,

1 okay, I see. You're looking at the Z in the Alberta
2 row. I'm with you. And your question is... I'm
3 sorry.

4 Q. **[84]** The kinds of events that could trigger a Z
5 Factor for pension costs in Alberta. Am I correct
6 to assume that, in a general manner, pension costs
7 in Alberta are under the formula?

8 A. Unless they are Z, yes.

9 Q. **[85]** Okay. So my question goes to what can trigger
10 a Z Factor in Alberta?

11 A. And the answer would be... Well, why don't I take
12 that into the undertaking. My answer should be that
13 you would just meet the economic threshold, but I
14 will see if there's anything else that's specific
15 to pension beyond that. So, why don't I just
16 include that in the response to your undertaking.
17 Because I see them as one and the same question.
18 Do you agree?

19 Q. **[86]** Yes. I had perhaps... I'm just thinking if the
20 undertaking should be broader; if you give me a
21 moment.

22 A. Could I take your undertaking as: tell me
23 everything you can about how the Z Factor works for
24 pension in Alberta?

25 Q. **[87]** That works for me. That works for me.

1 And I guess my final question, and I don't know if
2 you want to deal with this in the undertaking or
3 not, is do you know why the Alberta Utility
4 Commission decided not to treat pension costs as a
5 Y Factor?

6 A. I don't, but let me add that to the undertaking as
7 well. And I can probably go to either this decision
8 or the prior decision when they rendered that
9 opinion.

10 Q. **[88]** Alright, so let's move on now to how pension
11 costs are treated in Alberta. In Table 1, I read
12 that it's a partial treatment, and then in...

13 A. Are you in Ontario? Because I say partial in
14 Ontario.

15 (10 h 20)

16 Q. **[89]** That's what I'm asking about, Ontario. So, you
17 essentially summarize it as being a partial
18 treatment. And now I refer you to the answer to the
19 other IR, which is HQD-21, document 1.2. Because
20 you provide clarification to this table in your
21 other answer, so I'm... In B-198, which is HQD-21,
22 document 1.2, page 19.

23 A. And is that in response to the Régie? This is an IR
24 response to the Régie.

25 Q. **[90]** To their eight IR.

1 A. And which question?

2 Q. [91] Question 7.1. So the question was:

3 Veuillez expliquer de façon détaillée
4 le traitement partiel relatif au coût
5 de retraite autorisé par Ontario
6 Energy Board.

7 So, please explain in a detailed manner the partial
8 treatment relative to the pension costs authorized
9 by the OAB and your answer is as follows:

10 Concentric noted the OAB's treatment
11 for pension expenses as partial
12 because the AOB authorized the
13 continuance of a deferral account to
14 capture ongoing differences in other
15 post employment benefits arising from
16 Toronto Hydro's transition to US gap
17 accounting.

18 So, my question is in the case concerning Toronto
19 Hydro, can you confirm that other than costs
20 changes caused by the transition to US gap, all
21 other pension costs are covered by the formula?

22 A. I think I should take that as the second
23 undertaking because I would like to be certain of
24 my response, and I can see the other half of the
25 equation, what is covered in the deferral, but

1 you're asking the other side of the equation and
2 does that mean that anything that is not a deferral
3 is still capture in the formula and I would like to
4 take that as an undertaking so I can be sure.

5 Q. **[92]** Okay, but the question more precisely was...
6 for the moment was that is it the case that other
7 than cost changes cause by the transition US gap,
8 all of their pension costs are covered by the
9 formula?

10 A. I understand.

11 Q. **[93]** Alright. My second question is do you know
12 what the situation is for other Ontario utilities
13 apart from Toronto Hydro? For example, do you know
14 what the situation is for Hydro One which is the
15 biggest utility?

16 A. Well, Hydro One has a proposed rate filing before
17 the Régie for this generation custom IR plan. A
18 decision on it has not been reached. So, they are
19 moving to a multi-year custom IR program right now
20 and if you'd like, I can look to see what they have
21 proposed by way of pension costs, but I can't tell
22 you what's been decided because it has not.

23 Q. **[94]** Yes. I mean you can provide that, if you wish,
24 in terms of an undertaking, but do you know, apart
25 from Hydro One, what about other Ontario utilities?

1 I mean, if you haven't analyzed this, just say so
2 it doesn't...

3 A. Well we may have in the survey. And I have to say
4 that pension was one of the more complicated
5 aspects of the survey and its also the case that
6 sometimes the decisions are not as clear as you
7 would like to be in some of these details. So,
8 sometimes we have to follow-up and actually call
9 the companies to get the types of answers that
10 you're asking here. So, I will...

11 Q. [95] I mean, I don't want to ask an unreasonable
12 undertaking, so basically, I guess the question
13 would be in your survey, did you analyze the
14 situation with other Ontario utilities and if so,
15 which ones? Because to my knowledge, I think
16 there's seventy-six (76) electricity utilities in
17 Ontario. I'm not asking you to write an undertaking
18 analyzing pension costs under all those...

19 A. Yes, and that is if its squarely the head on the
20 problem with Ontario. And they're going from a
21 third generation to a fourth generation IR in
22 Ontario and the larger utilities are proposing
23 custom IR plans and under those custom IR plans,
24 they're, of course, free to propose whatever could
25 or might be included on the formula or those that

1 could be considered exceptions. Let me see again, I
2 will see what I can learn. See what we've already
3 learned for the other Ontario utilities by way of
4 an undertaking and we'll see if that's satisfactory
5 for your question. I know we took the research as
6 far as we could with what is in the OEB's fourth
7 generation decision, but then you have to go
8 company specific to learn if there are variances in
9 their proposal, but if we can accept it, we'll do
10 what's reasonable tonight.

11 Q. **[96]** Okay. I'll clarify the undertaking before my
12 colleague gets up. So, basically, the undertaking
13 with be, the scope, in order to answer the fifth IR
14 of the Régie, which requested you to do a survey of
15 North American utilities with respect to pension
16 costs and with respect to their treatment in
17 Ontario, did your survey cover utilities other than
18 Toronto Hydro and if so, which ones?

19
20 U-4: The scope, in order to answer the fifth IR
21 of the Régie, which requested you to do a
22 survey of North American utilities with
23 respect to pension costs and with respect
24 to their treatment in Ontario, did your
25 survey cover utilities other than Toronto

1 Hydro and if so, which ones (OC)

2

3 A. Understood.

4 LA PRÉSIDENTE :

5 C'est le quatrième. Moi ce que je comprends, c'est
6 que l'engagement 3, c'est tout ce qu'il peut savoir
7 sur le Z Factor puis les costs pension sur
8 l'Alberta et puis l'engagement 4, c'est sur
9 l'Ontario, à savoir, comme maître David vient de
10 l'exprimer, là, à savoir si le balisage qu'il a
11 fait couvre d'autres que Toronto Hydro et si oui,
12 lesquels?

13 (10 h 26)

14 ME ERIC DAVID:

15 Q. **[97]** Okay. Moving back to Table 1, I now I'm
16 looking at the column dealing with "Bad Debts",
17 "Mauvaises Créances", and I note that there are no
18 jurisdictions that treat bad debts as a Y Factor.

19 A. Yes.

20 Q. **[98]** Could you explain why this is so?

21 A. We do analysis on this issue and for many
22 utilities, there's not a lot of variability in bad
23 debt. What we see is bad debt fluctuates with the
24 economic cycle. So, during a recession we see bad
25 debt go up, when times are good, we tend to see it

1 go down. So, I think these regulators have reached
2 the decision that, although it's not under the
3 company's direct control for many utilities, it's
4 an important issue, but they haven't determined
5 that it was so significant that it needed to be
6 outside the I minus X.

7 I would note that one of the things that's
8 different in Quebec, from the average US utility,
9 is the magnitude of electric heating for a Quebec
10 customer that's different for a US customer. And as
11 a result of that, the consumer bill for an average
12 customer, specifically residential customers, are
13 going to be much larger than they would for an
14 average US utility. And therefore, as we see for
15 oil customers and gas customers, those bad debt
16 costs, a) can be greater and they can fluctuate
17 more depending upon both weather and economic
18 cycles.

19 So, the reasons that apply in other
20 jurisdictions, why, as we've said, is very much
21 utility-specific, and jurisdictional-specific. So,
22 it's not, in this case, I think, an unreasonable
23 request to suggest that bad debt is an important
24 issue, and it may be different than it is for a
25 typical utility.

1 Q. [99] Alright. I'd like to look now at vegetation
2 management. I know that for Massachusetts, you list
3 Y Factoring as being partial, and on page 15 of the
4 same document, you explain the situation in
5 Massachusetts, I'm still in HQD-15, Document 1.5,
6 on page 15, as of line 14, you explain,

7 Additionally, the Department of public
8 utilities determined that Eversource's
9 Vegetation Management Resiliency Tree
10 Work Pilot program costs be recovered
11 through an annual reconcilable factor
12 (outside of base rates). This
13 reconciling factor is to recover
14 actual costs incremental to those
15 recovered in base rates that are
16 directly associated with the pilot
17 programme. Generally, vegetation
18 management expenses are to be
19 annualized and included in base rates.

20 I understand this to mean that vegetation
21 management costs are subjected to the formula in
22 Massachusetts except for this pilot project, which
23 is being Y Factored, am I correct?

24 A. Yes, you're correct.

25 Q. [100] Okay. In general, are you of the view that

1 using a reconcilable factor, as in Massachusetts,
2 for a vegetation management pilot project is a good
3 practice?

4 A. Well, I think pilot projects in general are a good
5 practice if you're exploring something new. My
6 presumption is I don't know the details of what
7 this work is, but I know that Massachusetts storms
8 have been a significant issue and outages caused by
9 storms. So, what I think is going on here is that
10 the pilot programme - and I am surmising - is
11 designed to look at new ways of controlling
12 vegetation that would ultimately have a beneficial
13 impact from an outage standpoint.

14 So, it's a departure from normal in that
15 respect, and that's true for... and I'd say that's
16 probably true across North America, but
17 particularly in the northeast where the severity of
18 storms and the frequency of storms have caused more
19 frequency outages. Utilities have learned that
20 business as usual when it comes to vegetation
21 management may not be adequate for the current
22 weather regime that we're experiencing.

23 Q. [101] I understand the need for pilot projects and
24 to put more attention into vegetation management,
25 but the question was with respect to the use of a

1 reconcilable factor, is this a good practice...

2 That was the question.

3 A. In this case I believe it's appropriate, yes,
4 without knowing more about the details. It's
5 reconciling, there's no risk for customers and
6 there's no risk for the company. The parties have
7 determined it's in the best interest to go forward,
8 and experiment, and reconcile for actual cost
9 because the benefits are deemed to be greater than
10 the value of having it in the formula.

11 Q. [102] Okay. I'd like to look at Maine now, and I
12 see that for Maine, in Table 1, you also list
13 vegetation management as being partial. On page 18,
14 you explain more about the situation in Maine. So,
15 I'm on page 18, as of line 19, and you explain
16 that:

17 Vegetation management was given
18 special consideration by the parties
19 as part of a "Reliability Improvement
20 Program" whereby Central Maine Power
21 could include vegetation management
22 costs in the price index, but then
23 defer and recover the difference
24 between the actual amount of
25 maintenance trim expenses and the

1 amount that is included in Central
2 Maine Power's revenue requirement
3 following the award of the RFP
4 I presume that's the Reliability Improvement
5 Programme,
6 as a one-time adjustment.

7 The stipulation agreement also established
8 provisions to help CMP transition to five-year
9 cycle term programme, and implemented in trees and
10 contact programme whereby a certain level of
11 spending could be passed back to rate-payers.

12 My first question is, is this treatment
13 similar to the Massachusetts treatment, which is
14 termed "Reconciling Factor"... and if not, what is
15 the difference?

16 A. Well, your... I'm inclined to use a joke that a
17 consulting friend used to say to me, and that is
18 I've already told you more than I know. I'm
19 reluctant to use that on the stand, but I'm afraid
20 that would be the case here. I don't know the
21 details of what's in these two programmes, other
22 than what was cited here. But from what I've read,
23 and what I can surmise, with that caveat I've told
24 you more than I know, I think it's the same type of
25 programme. They're addressing reliability issues

1 associated with storm outages. It's been a big
2 issue for utilities throughout the Northeast, and
3 they have decided here that it's appropriate to
4 have a true-up for what's in base rates to account
5 for the fact that they're a new terrain when it
6 comes to vegetation management.

7 Q. **[103]** Okay. As you may be aware in the current
8 case, which is under advisement, Hydro-Québec is
9 asking for an increase in funding for its
10 vegetation management programme in order to shorten
11 its return cycle. Should a partial approach,
12 similar to the ones in Massachusetts and Maine, be
13 retained by the Régie regarding Hydro Québec's
14 additional funding request?

15 A. I think, in essence, you're asking me is the
16 company's proposal a reasonable one and that is to
17 have it Y Factored... is that in essence what
18 you're asking?

19 Q. **[104]** Yes.

20 A. Can I take just a moment?

21 Q. **[105]** Yes.

22 A. Okay. I just wanted to ask the company more about
23 the vegetation management programme than I know,
24 and could I ask them to speak to the general nature
25 of their vegetation programme, and then I could

1 conclude my answer to you?

2 Q. [106] I don't know that that's necessary. I mean,
3 my question, it's not, first of all, regarding...
4 you know, it's not a complex pilot project where
5 they just simply asked for increasing funding
6 because they want to reduce the return cycle. My
7 question really goes to the treatment of the
8 increase in funding being requested by Hydro-Québec
9 and whether or not a partial approach similar to
10 the ones in Massachusetts and Maine is pertinent in
11 this case. So, the details of what Hydro-Québec is
12 asking is not really pertinent.

13 A. Yes. I'm not sure that Maine and Massachusetts are
14 the same in terms of coverage. In the case of
15 Massachusetts, just to parse your question a little
16 bit, I understand that there was a specific pilot
17 project there that was carved out. I think it's
18 broader in Maine. It looks to me like their
19 vegetation management programme was considered part
20 of the reliability improvement programme. So, I
21 think that's the full, my understanding is that's
22 the full vegetation management, not a pilot
23 project.

24 So, the treatment may be the same and that
25 is that it's a cost passthrough, but given what I

1 see here, I'm inclined to think that it's broad for
2 CMP, the entire vegetation management programme,
3 and that it's programme-specific in Massachusetts,
4 although the purposes of those programmes may be
5 the same in terms of improving reliability and
6 experiment with different type of tree work.

7 My understanding from the company is that
8 they're also... it's not business as usual for the
9 company in terms of vegetation management because
10 they face some of the same issues in Quebec, not
11 surprisingly, in terms of responding to reliability
12 issues, and how they control vegetation to improve
13 the overall... to reduce the vulnerability of the
14 system to outages.

15 So, I think the circumstances are similar,
16 but I don't know that they're exactly the same.
17 But I don't see Y Factor for vegetation management
18 as being a risk in this programme for rate payers
19 because if the company is spending more in
20 vegetation management it needs to be able to defend
21 that programme under its Y Factor, that it's doing
22 so prudently, and it's in the best interest of
23 customers in terms of reliability of the system.
24 So, I don't have any qualms with including it as a
25 Y Factor for that reason.

1 (10 h 37)

2 M. JEAN LAPOINTE :

3 R. Peut-être en complément d'information faut
4 comprendre ici que chez-nous c'est pas un projet
5 pilote, c'est un plan de rehaussement pour
6 s'assurer de la qualité de service, puis par
7 simplicité c'est très difficile pour nous de
8 'splitter' le coût de dire, par exemple, on va en
9 mettre une portion dans l'enveloppe, puis une autre
10 portion à facteur Y. C'est très difficile de dire à
11 un gars qui va couper des arbres, bien ce matin, tu
12 vas travailler dans l'enveloppe, puis l'après-midi,
13 tu vas travailler en facteur Y. Donc, ce qu'on
14 veut, dans le fond, c'est le mettre en Facteur Y,
15 puis ça va permettre, dans le fond, à chaque année,
16 quand on va revenir ici, on va venir parler
17 spécifiquement de tous les coûts de végétation et
18 non pas un coût 'splitté' en deux dans le fond,
19 parce que dans le fond le Facteur Y, à chaque
20 année, on va revenir en parler.

21 Q. **[107]** D'accord, ça clarifie. My last line of
22 questions for doctor Coyne is with respect to
23 deferral accounts and I refer you to B-198 which is
24 your answers to the eighth IR, so HQD-21, document
25 1.2, and in particular your answer to question

1 10.5, which is on page 30. I realize this document
2 was revised just I think Monday it was, but I
3 checked and what I'm concerned with wasn't changed.

4 A. Is this the response pertaining to the treatment of
5 Y and Z thresholds that we submitted just Tuesday
6 night I want to say...

7 Q. **[108]** No. I'm going to get back to table 1, so but
8 there's just really a brief passage, you don't
9 really need to have it in front you, that I wanted
10 to read to you. The question that the Board was
11 asking was, they were asking to complete your
12 survey regarding the link between deferral accounts
13 and the treatment of a cost as a Y or Z factor.
14 That was the question and at the end of your
15 answer, which is on page 30, you state:

16 The jurisdictions and utilities
17 examined utilised the various
18 mechanisms for recovering expenses
19 that can be considered a Y or
20 Z factor. Often this is through a
21 variance account or other
22 adjustment mechanism that
23 separately accounts were actual
24 costs of elements that are
25 unforeseen or out of management's

1 control.

2 Now, I'd like to get back to Table 1 and what I'd
3 like to know first with respect to pensions, so the
4 first column, is for those jurisdictions where
5 pensions are a Y factor, do you know whether
6 deferral accounts exist. I'm looking at Table 1.

7 A. Yeah.

8 Q. [109] So, basically, Ontario, BC, Massachusetts.

9 A. And is your question specific for pension or is
10 it...

11 Q. [110] Yes.

12 A. Yes.

13 Q. [111] Well, actually, I'm going to go through, I'm
14 going to ask you the same question with respect to
15 the columns then with energy efficiency with low
16 income programmes, vegetation management and
17 finally power purchase and final costs. What I'd
18 like to know is in this table, you list several
19 jurisdictions that have a Y Factored some of these
20 costs. All I want to know is for each of those
21 jurisdictions, that are Y Factored, are there
22 deferral accounts or not, that's all and that's
23 everything.

24 A. It's a simple question with a very complex answer,
25 you know. The reason the language is written the

1 way it is in that paragraph you just quoted is for
2 a reason. We struggled with this issue because your
3 question is not an unreasonable one.

4 Q. [112] Thank you.

5 A. But the answer is foreboding and here's why. It's
6 not always specified in the decision. When we look
7 at these PBR decision as we have, there are
8 compliance filings associated with them and
9 sometimes those details aren't worked out until you
10 get to the second or third level of compliance
11 filing. It maybe not even be clear then.

12 And what we've learned is that in some
13 cases that there are deferral accounts, in some
14 cases there are rate writers and that's typically
15 how it works in Ontario. That's the general nature
16 of how they work from what we've learned. Either
17 they are through deferral accounts or they are
18 through rate writers. That's why it's expressed the
19 way it is.

20 Now, if you're asking me what is the
21 precise rate mechanism for each of those Y Factors
22 and each of those jurisdictions, I can't give you
23 that answer because our research just didn't allow
24 us to do so. Because where we follow-up, in order
25 to understand your question, what I really need to

1 do is call the companies involved, I look at the
2 decision, I look at their compliance filings, and
3 then, typically, I still need to call the company
4 and say help me sort this out, how is this really
5 working? So, now you're asking that question across
6 a broader set of Y Factors and the specific
7 mechanism for each. So, that would be a challenge
8 to do overnight.

9 Q. [113] Alright.

10 A. And, in fact, it probably would require calling
11 companies in each of those jurisdictions to learn
12 the answer to that question.

13 So, I can give you the general answer from
14 what we've learned in that, in order for it to be Y
15 Factored there needs to be an accounting mechanism.
16 What we did learn, for example, and I did follow up
17 with companies in Alberta and BC on this issue.
18 And what I did learn there is that the general way
19 they're working is that if it is Y Factored there's
20 a forecast. And then, there is a true-up based on
21 that forecast for the actual, at the end of that
22 rate year as part of the compliance mechanism. To
23 me, that's a deferral account.

24 It could also be done on a rate rider, and
25 the difference between a rate rider and a deferral

1 account can be nuanced, but what it can mean is
2 that it's adjusting more often than that, through a
3 direct rate rider. It's actually on the bill that
4 the customer is paying.

5 So, I want to give you an accurate answer,
6 but that's about as much as I can tell you based on
7 where the research took us.

8 (10 h 44)

9 Me ÉRIC DAVID:

10 Okay, that's fine.

11 Q. **[114]** Ma dernière ligne de questions parce que je
12 vais me faire taxer d'être un homme qui n'est pas
13 de parole. Ça concerne justement les coûts de
14 retraite et quelque chose qu'Hydro-Québec a répondu
15 cette fois-ci. Toujours dans la pièce B-198, donc
16 HQD-21, Document 1.2, je suis à la page 22 et c'est
17 la réponse à la question 8.1. Donc, je vais lire le
18 passage qui m'intéresse puis c'est vraiment en bas
19 de la page 22. Donc, le paragraphe qui débute
20 « D'autre part ». Donc, on lit :

21 D'autre part, les propositions des
22 intervenants de créer un facteur Y qui
23 neutraliserait une portion du coût de
24 retraite, soit en fonction des taux de
25 marché ou d'un seuil de matérialité,

1 tout en intégrant une autre portion
2 dans l'enveloppe de la formule
3 d'indexation, apparaissent
4 difficilement applicables. En effet,
5 cela nécessiterait un suivi en
6 parallèle de la partie du coût de
7 retraite intégrée dans la formule et
8 de la partie du coût de retraite
9 intégrée spécifiquement en facteur Y,
10 ce type de double traitement allant à
11 l'encontre du principe d'allégement
12 réglementaire. De plus, le
13 Distributeur rappelle qu'à compter du
14 moment où un élément de coût est
15 inclus dans une formule d'indexation,
16 il n'est plus possible de le suivre,
17 puisque l'élément de coût en question
18 ne sera plus présenté ni suivi de
19 façon spécifique dans les revenus
20 requis des années 2, 3 et 4 du MRI.

21 Ça fait que j'aimerais clarifier cette réponse-là.
22 Et ma première question, c'est : est-ce que, quand
23 vous dites « ça ne sera plus possible de le
24 suivre », est-ce que vous êtes en train de dire que
25 ce n'est plus possible de le suivre pour les

1 intervenants, pour la Régie ou même pour Hydro-
2 Québec?

3 M. LUC DUBÉ :

4 R. En fait, le principe même qui sous-tend la formule
5 d'indexation, c'est d'arriver avec une enveloppe
6 qui va couvrir les coûts, dont la retraite ou pas
7 dépendamment de la décision de la Régie.

8 À partir du moment où un coût est intégré
9 ou est considéré dans l'enveloppe, à l'année 2, à
10 l'année 3, à l'année 4, tout simplement ce qu'on va
11 faire annuellement auprès de la Régie, c'est de
12 considérer la mise à jour des indexes d'inflation.
13 Le X sera déterminé, donc il n'y aura pas de mise à
14 jour à faire. Mais, on va toujours bâtir notre...
15 notre enveloppe, je dirais ça comme ça, basée sur
16 le revenu requis comme on l'a fait dans l'année
17 deux mille dix-huit (2018) comme étant notre base,
18 notre point de départ pour déterminer l'année deux
19 mille dix-neuf (2019), deux mille vingt (2020) et
20 deux mille vingt et un (2021).

21 À partir de ce moment-là, tous les coûts
22 qui sont couverts par la formule, il n'y aura pas
23 de prévision, il n'y aura pas de prévision ligne
24 par ligne qui sera soumise auprès de la Régie dans
25 les années 2, 3 et 4. Donc, c'est à niveau-là qu'on

1 veut... qu'on le soulignait. C'est-à-dire que,
2 auprès effectivement de la Régie et des
3 intervenants, ces éléments-là de retraite, plus
4 spécifiquement selon votre question, on n'en fera
5 pas une prévision auprès du dossier si jamais elle
6 est incluse dans la formule.

7 Le fait de vouloir intégrer une partie du
8 coût de retraite dans la formule et d'exclure en
9 fonction des variations de taux de marché ou autres
10 variations hors de notre contrôle, fait en sorte
11 que, pour établir cette variation-là, ça nécessite
12 d'avoir soumis, à l'année 2 ou à l'année 3 ou à
13 l'année 4, si une portion du coût de retraite
14 serait à même la formule d'indexation, serait qu'on
15 aurait soumis une prévision avec toutes les
16 composantes, tous les taux d'intérêts qui sous-
17 tendent cette prévision-là, ce qui ne sera pas fait
18 dans un contexte où le coût de retraite serait
19 soumis à même la formule d'indexation.

20 Je ne sais pas si je suis clair dans mon
21 explication. Donc, c'est ça qui sous-tendait la
22 phrase ici, c'est-à-dire du moment où le coût de
23 retraite sera soumis à une formule d'indexation ou
24 le serait, à ce moment-là bien de suivre les
25 variations de taux deviendra impossible parce que

1 le chiffre n'aura pas été fourni auprès de la Régie
2 et des intervenants.

3 Q. [115] Donc, est-ce que je peux prendre pour acquis
4 qu'advenant une circonstance particulière, il sera
5 possible pour la Régie et les intervenants de
6 déterminer le niveau de charges associé au coût de
7 retraite pendant le MRI?

8 R. En mode prévisionnel, il ne sera pas présenté aux
9 années 2, 3 et 4. Il sera connu en mode réel lors
10 du rapport annuel, effectivement. On publiera un
11 revenu requis détaillé ligne par ligne. Et de là on
12 justifiera les écarts par rapport à l'enveloppe
13 globale qui aura été autorisée versus les coûts
14 réels qui auront été encourus. Et à ce moment-là on
15 sera en mesure de faire la démonstration ou
16 l'explication des variations qui auront été
17 encourues.

18 (10 h 49)

19 Puis à contrario, en fonction de ce que, nous, on
20 propose, c'est-à-dire d'avoir l'ensemble du coût de
21 retraite en facteur Y, bien à ce moment-là, à
22 chaque année, le Distributeur présentera, aux
23 années 2, 3 et 4, sa prévision avec toutes les
24 composantes de taux, tous les... toutes les
25 hypothèses actuarielles dont nécessaires pour que

1 la Régie puisse évaluer la nature ou, en tout cas,
2 le niveau du coût de retraite puis on en fera un
3 suivi par parallèlement à ça en mode rapport annuel
4 pour voir comment le coût de retraite s'est
5 comporté. Et ce qu'on propose, effectivement, c'est
6 qu'ultimement, avec un compte d'écart qui sera
7 adjoint au coût de retraite, que le coût réel,
8 ultimement, c'est ce que la clientèle assumera et
9 non pas un coût projeté, comme c'était le cas
10 actuellement.

11 Q. [116] D'accord. Ce sont mes questions. Merci.

12 LA PRÉSIDENTE :

13 Merci beaucoup, Maître David. Et, effectivement,
14 vous avez respecté votre temps en ajoutant les
15 minutes qu'ils vous ont volées au début. Vous avez
16 respecté votre temps.

17 Alors, on va prendre la pause, il est déjà
18 onze heures moins dix (10 h 50), on va revenir à
19 onze heures et cinq (11 h 05). Et on va revenir
20 avec SÉ-AQLPA, qui, j'espère, va parvenir au même
21 résultat que maître David et respecter son temps.
22 Merci.

23 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

24 REPRISE DE L'AUDIENCE

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Les gens vont finir par me connaître, ils savent
3 que j'aime beaucoup mes horaires. Maître Neuman.

4 Me DOMINIQUE NEUMAN :

5 Bonjour, Madame la Présidente, enfin Mesdames les
6 Présidentes. Bonjour, Monsieur le régisseur.

7 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN :

8 Q. **[117]** Bonjour, Messieurs, Dames. Dominique Neuman
9 pour Stratégies énergétiques. Et en ce qui concerne
10 la prévision horaire, je suis en contrôle de la
11 durée de mes questions mais je ne suis pas en
12 contrôle de la durée des réponses. Donc, j'ai
13 annoncé trente (30) minutes, je ne sais pas si ce
14 sera plus longtemps. Si les témoins sont volubiles
15 des fois c'est une très bonne chose, des fois ça
16 l'est moins. En tout cas, ça dépendra. Donc,
17 bonjour aux témoins.

18 Pour les utilités publiques électriques, on
19 sait que les mécanismes de réglementation
20 incitative de type I-X sont très généralisés à la
21 fois en Amérique du Nord et dans le monde. Comme
22 question préalable, est-ce que vous avez une
23 approximation quant au nombre d'utilités publiques
24 électriques qui ont adopté ce genre... ce type de
25 mécanisme de réglementation auprès de leurs

1 organismes de réglementation, donc en Amérique du
2 Nord et dans le monde, si vous avez aussi ce genre
3 d'approximation? Juste à des fins préliminaires.

4 (11 h 07)

5 A. When you say forecast method, do you mean an I
6 minus X PBR framework?

7 Q. **[118]** Oui. C'était ma question en français. Peut-
8 être que ça... Ma question, c'est des mécanismes de
9 réglementation incitatif de type I moins X pour les
10 utilités électriques.

11 A. Well, I don't know the answer worldwide. Let me
12 give your North America, Alberta, BC and Ontario
13 have adopted this framework and Massachusetts
14 recently adopted this framework and from a
15 comprehensive standpoint those are the ones that
16 immediately come to my mind. There are others that
17 have multi-year rate plans but those are different
18 than I minus X plans and other countries around the
19 world the UK has gone away from a pure I minus X
20 programme to what they call the RIO program, so
21 it's a variant of that. In Australia, they've gone
22 to more of a building block's process which is a
23 variant of that.

24 So, I would say that the I minus X style
25 regulation came, evolved out of telecommunications,

1 it evolved out of the UK and there are next
2 generations of regulations that are superceding I
3 minus X in terms of a form of incentive regulation
4 is my general experience in North America. So there
5 are handful of jurisdictions that still rely on I
6 minus X exclusively.

7 Q. **[119]** O.K. Donc, ce n'est pas plus généralisé que
8 ça. C'est assez rare et surtout dans le contexte
9 que vous venez de mentionner, où il y a un autre
10 type de réglementation de type RIO qui a émergé?

11 A. In the case of Britain, that's true. In the case of
12 other, you know, I would say all regulators
13 experiment with incentive regulation of one form or
14 the other. I would say the cost to service in some
15 form is still the most broadly applied form of
16 public utility regulation. But incentive regulation
17 programs continue to be experimented with worldwide
18 as well.

19 Q. **[120]** Je vais passer d'abord à quelques questions
20 préliminaires à la page 7 de la présentation de
21 monsieur Coyne. D'abord, corrigez-moi si je me
22 trompe, mais j'ai bien compris que la première
23 (1re) utilité publique en Alberta en première (1re)
24 génération, c'est la même utilité publique que
25 celle qui est en deuxième (2e) génération dans la

1 quatrième (4e) colonne? C'est bien ça?

2 A. Do you mean the same utilities are governed by...

3 Q. **[121]** Non, non, ma question c'est numéro 1 et
4 numéro 4, est-ce que c'est la même utilité
5 publique?

6 A. It impacts the same public utilities, yes.

7 Q. **[122]** Est-ce que vous avez les années qui sont
8 concernées par l'utilité, par la colonne 1 et la
9 colonne 2?

10 A. I will give you, I'll go by memory and I'll correct
11 it if I'm wrong. For the first generation Alberta
12 plan, it was a five-year term and I believe that
13 was implemented in two thousand twelve (2012),
14 ultimately extended through two thousand seventeen
15 (2017) is my recollection. So, that was a five-year
16 term, approximately covering two thousand twelve
17 (2012) through seventeen (2017).

18 The Ontario fourth generation is still
19 being implemented. Hydro One for example currently
20 has this proposal before the board. The decision,
21 the first programmes approved under the fourth
22 generation, actually the first, I recall was
23 Toronto Hydro which was December twenty-ninth
24 (29th) twenty fifteen (2015) and that is for a
25 five-year term and it included fifteen (15),

1 sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18) and
2 nineteen (19), is my recollection. Even though the
3 decision was rendered until December twenty-ninth
4 (29th) of twenty fifteen (2015), I don't recall if
5 twenty fifteen (2015) was a rebasing year. I think
6 the first year on the MRI it would have been twenty
7 sixteen (2016) for five years. And I think I'm
8 right within a year in either direction of both of
9 those.

10 (11 h 12)

11 Q. **[123]** Est-ce que les quatre entreprises qui sont
12 visées par ce tableau sont toutes des utilités
13 publiques exclusivement électriques?

14 A. Well, none of the utilities are involved in
15 electric generation in either Alberta or Ontario
16 that are covered under these plans. Both of these
17 are restructured, so there's a separation of the
18 generation function from the distribution function.

19 In Ontario, there's some maintenance of, my
20 recollection is Hydro One maintains a little bit of
21 generation, but these utilities are primarily
22 distribution companies, or in the case of Alberta,
23 they're also gas distributors.

24 (11 h 13)

25 Q. **[124]** Ma question peut-être a été mal traduite, je

1 ne posais pas de question sur la génération, je
2 posais une question si c'était des utilités
3 électriques.

4 A. No, they're not. In both cases, they cover... Well,
5 in the case of Alberta, it covers both electric and
6 gas utilities. In the case of Ontario, the fourth
7 generation plan covers electric utilities, but the
8 gas utilities are applying those same standards in
9 their applications before the OAB, even though they
10 are not specifically covered by the fourth
11 generation Ontario plan.

12 Q. **[125]** And BC and Massachusetts?

13 A. BC has PBR for both gas, and electric utilities.
14 This is specific, well, specific to Fortis. This is
15 citing the decision for the electric distributor in
16 this case, but I don't recall that the X Factor
17 was, well, this is for the electric distributor,
18 put it that way. But they also have a PBR plan
19 that's very similar to this for the gas distributor
20 Fortis BC gas distribution.

21 In the case of Eversource, this is for the
22 electric distribution function, the electric
23 utility portion of Eversource.

24 Q. **[126]** O.K. Donc, je précise ma question. Pour ce
25 qui est de Fortis et Ontario, le X est uniquement

1 calculé pour l'industrie électrique, c'est bien ça?

2 A. In Ontario, yes. In the case of Fortis, I believe
3 that the X Factor was the same on the gas
4 distribution side, but I am not positive. I was
5 more concerned here with what the decision was on
6 the electric distributor. I can confirm if you'd
7 like, if your question is: is it exactly the same
8 for the gas distributor? But I can...

9 Q. **[127]** Non, ce n'est pas ma question.

10 A. ... say with certainty that it is the case for the
11 electric distributor.

12 Q. **[128]** Non, ce n'est pas ma question. Je ne veux pas
13 savoir qu'est-ce que c'est pour le gaz. Je veux
14 savoir si le chiffre qu'on voit sur le tableau,
15 c'est le chiffre uniquement pour l'industrie
16 électrique.

17 A. Let me answer this way: in every case, it is for
18 the electric distributors. In some cases, it's also
19 for the gas distributors. The cases where it's also
20 for the gas distributors is in Alberta, period.

21 Q. **[129]** O.K. Donc, le chiffre qu'on voit ici, c'est
22 le chiffre qui est sur ce tableau pour l'Alberta,
23 c'est le chiffre pour l'industrie du gaz, c'est
24 bien ça? Non, ce n'est pas ça.

25 A. Electric and gas. The Commission decided that the X

1 Factor would be appropriate for both.

2 Q. [130] Est-ce que vous savez si dans tous les quatre
3 cas qui sont illustrés sur ce graphique, est-ce que
4 l'on a tenu compte non seulement des dépenses
5 d'opérations, mais également des coûts
6 d'amortissement et de rendement pour déterminer,
7 pour mesurer le X.

8 A. Yes, in every case this analysis would have
9 included the amortization expense. Well, when you
10 measure productivity, you're not looking at the
11 amortization expense as the measure of capital
12 cost. This gets into the three different ways of
13 measuring the capital cost expense we've been
14 discussing.

15 And those measures are different than the
16 cost of service method, unless you're using the
17 cost of service method, and there you might be
18 estimating amortization as a way to get there. But
19 you're not trying to mimic measuring amortization
20 expense as the method of determining capital cost
21 in these studies. But from a general standpoint,
22 yes, you are trying to measure the total capital
23 cost of the company, which would include its use of
24 capital, they're just different ways of measuring
25 it. But you're not trying to measure amortization

1 specifically in these studies.

2 Q. **[131]** Mais le X, le calcul du X reflète cela ou
3 c'est à l'extérieur du calcul du X?

4 A. It's inside the computation when you're measuring
5 capital cost, and all these studies measure capital
6 cost plus labour, plus rather expenses. And as I
7 said, you're just not using amortization as we
8 measure it from a rate making standpoint.

9 (11 h 18)

10 Q. **[132]** Je comprends que les mesures des quatre,
11 enfin les X qui ont été déterminés pour ces quatre
12 entreprises à des dates différentes visent à
13 refléter le X de l'ensemble de l'industrie. Donc,
14 présumément, c'est cinq décisions qui sont
15 reflétées sur le graphique sont censées mesurer la
16 même chose bien qu'à des années différentes, mais
17 la même chose, c'est-à-dire l'ensemble de
18 l'industrie, puisqu'on n'a pas encore appliqué le
19 facteur stretch pour la compagnie spécifique qui
20 était visée. Est-ce que je comprends correctement?

21 A. I'll repeat your question to make sure I'm
22 answering correctly and that is, you're asking if
23 these are prior to the application of any stretch
24 factor. These are just the X factor and the answer
25 is yes. These are just the X factors without any

1 stretch.

2 Q. **[133]** Donc, ces décisions, à des dates
3 différentes...

4 A. And just to be clear, these aren't the results of
5 the studies. These are the decisions that the
6 regulators made on those X factors prior to
7 application of any stretch factor.

8 Q. **[134]** Oui.

9 A. And the caveat in this is an Alberta second
10 generation. The commission did not express its
11 stretch factor explicitly, so I used the stretch
12 factor it used in two thousand twelve (2012) and
13 deducted it from the total of point three (0.3) to
14 get to the point one (0.1).

15 Q. **[135]** Donc, l'ensemble des décisions qui sont
16 mentionnées à cette page qu'on voit sur l'écran et
17 l'ensemble des études auxquelles vous faites
18 référence à la page 4 de votre présentation,
19 étaient censées mesurer la même chose, c'est-à-dire
20 la réalité de l'industrie. Est-ce que les
21 différences qu'on voit entre les études et les
22 différences qu'on voit entre ces décisions peuvent
23 s'expliquer du fait qu'il n'ont pas eu la même
24 définition de l'industrie, qu'ils n'ont pas inclus
25 les mêmes choses dans la définition de l'industrie?

1 A. No. I don't think so. That's not the primary
2 difference in these studies. The primary difference
3 is a result from different sample periods, well,
4 let me exclude Ontario, for example. These other
5 studies other than Ontario, are using a large
6 sample of US regulated utilities as their bases and
7 so the difference is for those in Ontario, it's
8 Ontario's specific data on seventy-two (72), as I
9 recall, electric Distributors. That's the source of
10 that data. And as a result of limitations on that
11 data in Ontario, it doesn't go as far back. The
12 Ontario studies go as far back as two thousand two
13 (2002). The US samples go back as far as nineteen
14 seventy-three (1973). In some cases, and I cover
15 data up to and including twenty-sixteen (2016).
16 Some studies only had data through twenty-fourteen
17 (2014). Some studies begin with data starting in
18 two thousand (2001) or two (2002) depending upon
19 where the analyst chose as we discussed yesterday
20 was the most reasonable modern period to identify
21 productivity trends in their estimation. So, that's
22 one, the sample sizes are different. In Ontario
23 they're using a different data set. And also, what
24 we've discussed, the use different measures of,
25 they had to make different choices in terms of the

1 data they used, how they treated capital
2 depreciation, the output measures they have chosen
3 et cetera. So, there are a number of differences
4 between how they've approached it and it helps to
5 explain and also the sample period that helps to
6 explain the differences between the studies that we
7 see.

8 (11 h 24)

9 Q. **[136]** Donc, je reviens à ma question précédente,
10 les différences peuvent s'expliquer du fait qu'il
11 n'y a pas eu de normalisation entre ces différentes
12 études et ces différentes décisions quant à la
13 période de référence quant à l'échantillonnage et
14 quant à certains autres aspects méthodologiques qui
15 ont amené au calcul de ces facteurs X.

16 A. No, you have separate experts. The communality is
17 that the NERA model, or the NERA framework that was
18 used, and adopted by the AUC. NERA served as the
19 consultant for the Alberta Utility Commission in
20 two thousand twelve (2012).

21 Brattle and Christensen took the NERA
22 model, and updated it, and presented it in twenty
23 sixteen (2016), and NERA continues to rely on that
24 model, as does Christensen. When the individual
25 analysts apply that model, they may make some

1 different choices, but there's a common thread to
2 the NERA route that came from that AUC decision in
3 two thousand twelve (2012).

4 PEG has an independent model, they approach
5 it differently, and that helps to explain some of
6 the differences we see between PEG's results, and
7 those we see from these other analysts. But they
8 all make their own assumption, they all have to
9 make judgments.

10 When you put in together one of these
11 studies, it's a tremendous amount of data, and you
12 have to make decisions about how you're going to
13 treat missing observations, how you're going to
14 treat companies that have merged, what data you
15 will include, and exclude. So, there's a lot that
16 goes into making one of these studies up by the
17 time you're done.

18 So, even though it does rely on the same
19 model framework, you could have differences by the
20 time they're done with their analysis. So, there is
21 no one common approach that each of these experts
22 is using, although they're more similar than not, I
23 guess you could say.

24 Q. [137] À la page 12 de votre présentation, vous
25 indiquez qu'il y a une interrelation entre la

1 manière de calculer le facteur I et la manière de
2 calculer le facteur X. Est-ce que vous savez s'il y
3 a eu lieu des différences quant à la manière de
4 calculer le facteur I entre les études et les
5 décisions dont on a parlé tout à l'heure, qui
6 peuvent expliquer en partie leur différence dans la
7 détermination du facteur X.

8 A. Well, let me clarify that the I Factor is not a
9 part of the study. The I Factor is the choice that
10 the expert would recommend, and the regulator will
11 decide: is the forward-looking inflation measure to
12 be used in the I minus X formula. That I Factor in
13 general is not the same inflation index that's used
14 to express the prior years historic data.
15 Generally, deflators are developed for each of the
16 labour materials, and capital costs that are
17 different than those who are usually going forward
18 basis.

19 And the reason for that is that the
20 deflators you have access to historically, you
21 don't have access to on a forward-looking basis,
22 and it would become very complex to use all those
23 deflators in a I Factor on a going forward basis.
24 So, the I Factors are those that have been
25 recommended by the experts and/or decided by the

1 regulator as being reasonable on a going forward
2 basis, but they're not the same as had been used
3 historically to create the X Factor. There's a
4 difference.

5 Q. [138] O.K. Merci. Pour ma prochaine question, je
6 vais référer à la présentation d'Hydro-Québec
7 Distribution à la pièce B-207, page 6, le premier
8 boulet. Donc, à cet endroit, vous citez un extrait
9 d'une décision de la Régie de l'énergie pour
10 indiquer que les facteurs X et Y sont ajoutés au
11 mécanisme aux motifs qu'ils ne peuvent ni
12 participer à l'atteinte de l'objectif d'efficience
13 recherché par celui-ci ni permettre la
14 détermination de tarifs justes et raisonnables.

15 (11 h 28)

16 Et plus loin, à la page 10 de cette même
17 présentation, tout en haut, vous utilisez
18 l'expression l'incompatibilité avec la trajectoire
19 I - X et/ou l'insuffisance de contrôle. Ma question
20 s'adresse à l'ensemble du panel, y compris monsieur
21 Coyne. Êtes-vous d'accord par conséquent que la
22 liste de ce que l'on exclut en tant que facteurs Y
23 et Z variera selon la trajectoire I - X que l'on
24 aura par ailleurs préalablement déterminée dans le
25 mécanisme ou, à l'inverse, que si l'on sélectionne

1 d'abord les postes exclus en tant que facteurs Y et
2 Z, que cela facilitera l'atteinte d'une meilleure
3 trajectoire I - X sur les postes budgétaires
4 restants, ce qui permettra donc une meilleure
5 productivité quant à ces postes restants et une
6 plus grande possibilité de réaliser de
7 l'efficience.

8 Mme STÉPHANIE CARON :

9 R. Je vais peut-être commencer par un premier élément
10 de réponse. L'idée derrière le paragraphe 305 que
11 la Régie a introduit dans sa décision, est que...
12 s'appuyait, en fait, sur une affirmation qui
13 émanait du rapport Elenchus, selon mon souvenir,
14 qui était qu'il n'y a pas de formule qui peut
15 intégrer toutes les pressions de coût à laquelle
16 une utilité est soumise et qu'il convient, pour
17 bien calibrer la formule, d'en extraire certains
18 éléments, la formule globale.

19 M. LUC DUBÉ :

20 R. Et moi, je veux juste compléter sur l'acétate 10.
21 En fait, ce qu'on sous-tend ici, c'est que peu
22 importe le... en fait, pas « peu importe », c'est-
23 à-dire que le I, la façon que la Régie le dit dans
24 sa décision d'avril deux mille dix-sept (2017),
25 c'est que c'est des I qui sont... c'est des indices

1 qui vont être établis selon les facteurs
2 d'indexation réels connus du Québec. Donc, c'est
3 des I qui sont selon un marché concurrentiel au
4 Québec. Et le X, notre expert en a parlé
5 longuement.

6 Ce qu'on dit, les éléments Y qu'on
7 identifie, c'est des éléments qui, de par leur
8 nature, ne varieront pas en fonction de ces
9 indices-là. Donc, j'essayais juste de corriger
10 peut-être la façon que vous interprétez.

11 Indépendamment le I ou le X va atterrir
12 rouge, je ne pense pas que ça change nos
13 conclusions sur les Y qui devraient être proposés
14 ou intégrés dans notre programme de réglementation
15 incitative, à l'effet qu'ils ne varieront pas selon
16 des indices de marché.

17 Q. **[139]** O.K. Mais, je fais référence, par exemple,
18 aux propos que monsieur Dubé a tenus, c'était hier,
19 le sept (7) février deux mille dix-huit (2018).
20 Comme je n'ai pas la transcription, c'était à peu
21 près à onze heures trente (11 h 30) du matin.
22 C'était en réponse à AHQ-ARQ où vous avez qualifié
23 le taux de croissance de un point quatre (1,4 %)
24 par an des dépenses d'investissement et de
25 rendement qui avaient été fournies en réponse

1 complémentaire, et je vous donne la référence, 6.2
2 à AHQ-ARQ, à la pièce B-192, HQD-21, Document 2,
3 page 14. Donc, vous avez affirmé que ce taux était
4 fourni sous toute réserve et à titre purement
5 illustratif étant donné qu'on n'avait pas
6 préalablement déterminé ce qui devrait être exclus
7 ou non à titre de facteurs Y ou Z. Donc, permettez-
8 moi de...

9 R. Non, en fait, ce que...

10 Q. **[140]** ... de comprendre le sens de ce que vous avez
11 dit.

12 R. Ce que j'ai voulu dire sur la notion du un point
13 quatre pour cent (1,4 %). C'est que là on faisait
14 l'analyse historique de la dépense d'amortissements
15 et de l'impact du rendement, en tout cas,
16 l'équivalent en rendement que ça pourrait donner.
17 Et ça faisait référence aux analyses que la Régie
18 avait faites avec l'analyse d'un biais favorable
19 peut-être à l'intérieur d'une formule paramétrique
20 de point vingt-quatre (0,24 %).

21 (11 h 33)

22 Nous, tout simplement ce qu'on voulait dire, c'est
23 que si on voulait ajuster de façon, je dirais
24 pleine ou, en tout cas, complète, il faudrait faire
25 beaucoup plus d'analyses que seulement l'ajustement

1 qu'on faisait pour l'amortissement du logiciel SIC.
2 Et quand je disais « l'analyse », c'est pas
3 seulement... pas pour les éléments inclus ou non
4 dans la formule, c'était plus pour... concernant
5 l'impact amortissement-rendement, là, l'analyse qui
6 devrait être faite pour déterminer si le un point
7 quatre (1,4 %) ou la tendance de l'amortissement et
8 du rendement était juste. L'analyse qui devait être
9 faite est beaucoup plus complexe que seulement
10 retirer l'amortissement ou la fin de
11 l'amortissement du logiciel SIC. C'est à ça que je
12 faisais référence et non pas nécessairement
13 l'inclusion ou non des différents facteurs Y au
14 niveau de la formule.

15 Q. **[141]** Mais, pour élaborer davantage là-dessus, et
16 ma question s'adresse à l'ensemble du panel, y
17 compris à monsieur Coyne, n'est-il pas exact que
18 pour... que l'on doit d'abord déterminer quels sont
19 les facteurs Y et Z que l'on exclut avant de
20 déterminer quel est le X applicable sur les postes
21 restants, c'est-à-dire les postes non exclus. Et
22 présumément, les postes non exclus sont justement
23 ceux qui ouvrent la voie à une plus grande
24 productivité et une plus grande efficience.

25 (11 h 34)

1 A. What you are suggesting is not unreasonable but as a
2 practical matter, there's established as part of the
3 same proceedings, but there isn't an attempt, the
4 very nature of Y and Z are such that Y are known but
5 the costs are not predictable, Z are unknown and the
6 costs are unpredictable. So it's not possible to
7 really calibrate X for past Y and Z for that reason
8 so it's regulators are mindful of the scope of Y and
9 Z when they set the X factor, but generally, that's
10 done in a judgmental way and there's no attempt to
11 do it empirically because it would be very difficult
12 to do so. You'd have to try to unwind the Y and Z
13 for the sixty-nine (69) companies in your sample and
14 you can imagine how difficult that would be. You
15 just don't have the data that would allow you to do
16 so and you'd have to determine what could have been
17 known and what might have been known and what wasn't
18 so they're established with consideration of the X,
19 but there isn't any direct empirical linking that I
20 have seen.

21 Q. **[142]** Mais vous serez d'accord avec moi qu'étant
22 donné que les Y et les Z varient d'une compagnie à
23 l'autre, dans l'échantillon de soixante-neuf (69)
24 compagnies que vous avez mentionnées, ces variations
25 peuvent en partie expliquer les variations quand aux

1 résultats que vous montré aux pages 4 et 7 de votre
2 présentation, c'est-à-dire les différentes études
3 qui sont censées mesurer le X pour l'ensemble de
4 l'industrie et les différentes décisions qui sont
5 censées mesurer le X pour l'ensemble de l'industrie
6 aussi que ces variations peuvent être en partie dues
7 au fait que dans l'échantillon ou les périodes
8 considérées qu'on n'avait pas les mêmes exclusions,
9 quoique c'était pas les mêmes postes budgétaires qui
10 étaient comparés.

11 A. Even more than that, you have to consider that in
12 this broad sample, you have some companies that were
13 cost to service, some that might have been under PBR
14 programmes for some portion of this period and gone
15 back to cost for service, so you have different
16 rate-making styles, but I would say that for the
17 marjority of the sample size, you probably have a
18 majority of them that have been under cost service
19 under this period of time. So, they wouldn't have
20 wired Z Factors if they would have been living under
21 the cost service rate regulation for the most part,
22 but not exclusively. And that is one of the things
23 you live with when you decide to measure
24 productivity in this way, that you hope that the
25 sample is broad enough so that you have a fair

1 reflection of what industry productivity is, not
2 that you can't fully account for all the differences
3 across your sample, but you're looking to derive a
4 fair sense of what the industry productivity trend
5 was, and you're applying that to the cost structure
6 as it exists today. That you know with more
7 precision because it's starting off of the cost of
8 service study, to start its PBR programme.

9 Q. **[143]** Je vous amène aux pages 13 et 14 de votre
10 présentation, Monsieur Coyne, s'il vous plaît. On
11 peut rester sur ce tableau 13, donc on voit qu'il y
12 certaines cases dans ce tableau où c'est écrit :
13 yes. Il y a une autre case où c'est écrit : no.
14 Quelques autres case où c'est écrit : partial.
15 Quelques cas où c'est écrit : non applicable. Et une
16 case où c'est écrit : Z. Qu'est-ce qu'il faut lire
17 dans les cases où il n'y a rien d'écrit si ce n'est
18 aucune de ces cinq options.

19 A. You should assume that it's not covered by a Y
20 Factor.

21 Q. **[144]** Quand c'est blanc, quand c'est vide, c'est No,
22 c'est bien ça?

23 A. Yes. I think we can accept that.

24 Q. **[145]** Tout à l'heure, en réponse à mon collègue
25 d'Option consommateurs, vous avez fourni certaines

1 précisions et pris un engagement quant au sens du
2 mot 'partial' concernant Ontario pour les pensions
3 et l'efficacité énergétique, c'est bien ça pour les
4 deux. Je n'ai pas remarqué, mais peut-être que vous
5 l'avez fait, est-ce que vous avez pris l'engagement
6 de préciser également le sens du mot 'partial' pour
7 le contrôle de la végétation au Massachusetts. Est-
8 ce que vous avez pris l'engagement de préciser ce
9 que cela voulait dire également?

10 (11 h 40)

11 A. No, I believe we were able to clear that up because
12 the partial refers to the pilot programme that we
13 described.

14 Q. **[146]** O.K. Bon, je passe maintenant au facteur qui
15 est peut-être le plus important parce que c'est
16 celui où il y a le plus d'éléments de jugement qui
17 vont déterminer le résultat final, qui est le
18 facteur S à la page 9.

19 Je constate que dans les sources du facteur
20 S vous avez mentionné seulement deux des décisions,
21 c'est-à-dire la décision Eversource et la décision
22 Alberta deux mille douze (2012) pour justifier le
23 facteur S de zéro point vingt-cinq (0,25) que vous
24 proposez. Pourquoi vous n'avez pas référé aux autres
25 décisions que vous aviez déjà citées en page 7 et

1 dans votre rapport?

2 A. In the case of Ontario, as we have cited in our
3 evidence, there is a range which is from zero to
4 point six percent (0.6%), and the range is based on
5 the productivity of the company. So, we don't have
6 that same point of comparison, but we did cite that
7 as the range in Ontario. And in the case of Fortis
8 BC, I know I have that on the record, and I'm trying
9 to remember where, if and what that stretch factor
10 was. Maybe for the sake of time, I can take that as
11 an undertaking to let you know if there was, and
12 what that stretch factor was. I know I have it on
13 the record, I just can't put my hands on it right
14 this second. Would you like that as an undertaking?

15 Q. [147] Oui, s'il vous plaît.

16 A. Yes.

17 Q. [148] Est-ce que monsieur Coyne pourrait formuler
18 exactement ce qu'il est en mesure de produire?

19 A. Yes. In Ontario, the stretch factor ranges from zero
20 to point six percent (0.6%) depending upon the
21 productivity... the efficiency of the company
22 measured against the other Ontario utilities, one.
23 And two, I will check Fortis BC to see if there was
24 a stretch factor, and if so, what it was in that
25 decision.

1 Q. [149] O.K.

2 A. And I know I have that on the record, maybe even we
3 can find it right now if you'll give me one moment.

4 Q. [150] Attendez, on l'aura peut-être tout de suite.

5 A. I have it right away. So, in the case of... I want
6 to make sure I give you the stretch factor for the
7 electric utility, not the gas utility. So, for
8 Fortis BC, the X Factor is point nine three (0.93),
9 the stretch factor was point one (0.1), for a total
10 of one point o'three (1.03). And for the Ontario
11 utilities, I indicated it's a range from zero to
12 point six (0.6)...

13 Q. [151] O.K.

14 A. ... depending upon the efficiency of the
15 distributor.

16 Q. [152] O.K.

17 A. So, maybe we don't need to do an undertaking.
18 (11 h 44)

19 Q. [153] O.K. Je vous remercie. Non, il n'y aura pas
20 d'engagement demandé. Ma dernière ligne de questions
21 est adressée aux témoins internes d'Hydro-Québec
22 concernant... enfin qui vise à demander des
23 précisions quant à ce qui a été fourni en réponse
24 aux RNCREQ lors du contre-interrogatoire, et je n'ai
25 malheureusement pas les notes sténographiques,

1 concernant le rôle respectif de ce qui est décidé en
2 cause tarifaire, ce qui est décidé dans le rapport
3 annuel. Donc, je vais un peu subdiviser, subdiviser
4 ce thème pour être sûr de bien comprendre chacune
5 des réponses, enfin chacun des aspects de ce qu'HQD
6 propose. Ce n'est pas nécessairement ce qui sera les
7 règles à l'issue du dossier, mais ce qu'Hydro-Québec
8 propose.

9 Q. **[154]** Donc, si un poste budgétaire remplit, lors de
10 la cause tarifaire, remplit les critères, tous les
11 critères Y ou Z, et le seuil, et dépasse le seuil
12 prescrit, est-ce que vous proposez qu'il soit
13 toujours obligatoire pour la Régie de l'exclure, de
14 l'exclure à titre... ou est-ce que la Régie aurait
15 une discrétion à savoir que, même si les critères
16 sont remplis, même si le seuil est dépassé, que la
17 Régie pourrait décider de ne pas exclure un Y ou un
18 Z? Dans la cause tarifaire toujours. C'est juste à
19 cette étape-là que porte cette question.

20 MME STÉPHANIE CARON :

21 R. Notre compréhension, notre position, c'est qu'on
22 présentera à la Régie des éléments à traiter soit en
23 facteur Y ou facteur Z. On aura la responsabilité de
24 démontrer qu'il rencontre les critères établis par
25 la Régie. Et ça fera l'objet de détermination par la

1 Régie. Elle sera en mesure d'appliquer son jugement
2 sur si, oui ou non, les éléments en question
3 rencontrent les critères à sa satisfaction.

4 Q. **[155]** D'accord. Selon votre proposition, si un poste
5 budgétaire qui a été exclu par la Régie lors de la
6 cause tarifaire, s'il advient qu'au rapport annuel,
7 on constate que son coût réel durant l'année a été
8 inférieur au seuil, qu'est-ce que vous proposez que
9 la Régie puisse faire ou fasse?

10 R. Bien, la Régie a prévu un mécanisme de vérification
11 du seuil pour ce qui est des facteurs Y. Évidemment,
12 pour éviter de faire des allers-retours continuels
13 entre enveloppe et facteur Y, ce qu'on a proposé à
14 la Régie, c'est de ne pas nécessairement reclasser
15 un élément à l'intérieur de la formule parce que, de
16 façon exceptionnelle, il s'est avéré inférieur au
17 seuil donné. On a proposé que cet examen se fasse en
18 considérant un minimum de deux années historiques
19 pour vérifier que le seuil est toujours vérifié,
20 maintenu. Et même au-delà de cette simple
21 vérification de chiffres, il y aura aussi une
22 question de jugement de la Régie. Il se peut qu'on
23 détermine qu'un facteur par essence demeure un Y...

24 Q. **[156]** Hum, hum.

25 R. ... mais que, bon, pour deux années, il y a eu un

1 glissement sous le seuil.

2 Q. **[157]** O.K. Et à l'inverse, si un poste budgétaire
3 n'est pas exclu lors de la cause tarifaire, comme
4 étant un Y ou un Z, en raison de son coût inférieur
5 au seuil, mais que lors du rapport annuel, on
6 constate que son coût réel est plus élevé que le
7 seuil, est-ce que vous proposez quelque chose à cet
8 égard?

9 R. Bien, dans ce cas-là, ça donnerait lieu à une
10 présentation de demandes probablement au cours de la
11 demande tarifaire qui suit si c'est justifié, si ça
12 apparaît quelque chose de soutenable de traiter cet
13 élément en Y ou Z.

14 Q. **[158]** C'est-à-dire pour la partie...

15 R. De façon projetée.

16 Q. **[159]** Et pour la partie déjà, de l'année déjà
17 écoulée, ce serait perdu?

18 R. Ce serait assumé à même la formule d'indexation. Et
19 puis les éventuels écarts seraient traités par voie
20 du MTÉR.

21 (11 h 50)

22 Q. **[160]** O.K. Et, finalement, si un poste remplit les
23 critères de Y ou Z mais non pas le seuil, si j'ai
24 bien compris, et corrigez-moi si j'ai mal compris,
25 vous proposez que la Régie ait, malgré tout, la

1 discrétion de l'exclure soit dans sa décision
2 initiale en cause tarifaire soit après examen du
3 rapport annuel. C'est bien cela que vous proposez ou
4 est-ce que j'ai mal compris?

5 R. Pouvez-vous répéter votre question, s'il vous plaît.

6 Q. **[161]** Si un poste budgétaire remplit les critères
7 mais pas le seuil, je parle des critères de Y ou Z,
8 est-ce que vous proposez que donc, malgré ce non-
9 dépassement du seuil, que la Régie ait quand même
10 discrétion de l'exclure, que ce soit initialement
11 lors de la cause tarifaire ou ultérieurement, après
12 examen du rapport annuel?

13 R. De façon générale, les Y et les Z doivent rencontrer
14 les critères définis par la Régie. S'ils ne
15 rencontrent pas ces critères, ils sont traités à
16 même l'enveloppe.

17 Q. **[162]** O.K. Mais dans vos réponses au RNCREQ, avez-
18 vous laissé ouverture à ce que, selon votre
19 proposition, que la Régie puisse avoir la
20 discrétion, et j'inclus là-dedans, notamment, le cas
21 que vous venez de mentionner il y a quelques
22 secondes, où il se peut que certains postes par leur
23 nature soient des Y et Z. Donc, même si une année
24 donnée ils ne dépassent pas le seuil, qu'on puisse
25 considérer les exclure quand même comme Y ou Z?

1 Donc, est-ce que vous voyez... en fait, qu'est-ce
2 que... pouvez-vous pouvez définir dans quelle mesure
3 la Régie pourrait exercer une discrétion pour
4 exclure comme Y et Z des postes qui remplissent les
5 critères mais pas le seuil?

6 LA PRÉSIDENTE :

7 Maître Neuman, je pense que le sujet a été très
8 amplement couvert hier par le RNCREQ sur les
9 hypothétiques traitements qu'il pourrait y avoir
10 dans le futur si peut-être qu'il neige en juillet on
11 pourrait y arriver. La question du traitement
12 réglementaire a été traitée en phase 1. Ce n'est pas
13 le sujet de l'audience là. Si vous avez des
14 questions de façon générale, je vous en prie,
15 discutez-en dans le corridor, mais peut-on passer à
16 des sujets qui sont présentement l'enjeu. J'ai
17 mentionné le temps, il est... vous avez amplement
18 dépassé votre temps. Je comprends que les
19 réponses... mais les questions doivent être
20 pertinentes. Alors, je vous demande de continuer.

21 Me DOMINIQUE NEUMAN :

22 C'était ma dernière ligne de questions et ma
23 dernière question, que j'avais gardée
24 stratégiquement pour la fin.

25

1 LA PRÉSIDENTE :

2 Merci beaucoup, Maître Neuman.

3 Me DOMINIQUE NEUMAN :

4 Merci bien. Simplement... en tout cas, j'étais là
5 lorsque RNCREQ était là mais il y avait quand même
6 certaines questions qu'il restait. Mais on verra à
7 un autre moment.

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Merci. Maître Rousseau. Vous êtes celle qui tient
10 les gens... vous êtes celle entre les gens et leur
11 dîner. Et il est midi moins cinq (11 h 55), vous
12 avez annoncé vingt (20) minutes. Si vous me dites
13 que vous en avez pour vingt (20) minutes, on va vous
14 passer tout de suite.

15 Me CATHERINE ROUSSEAU :

16 Ce n'est pas le cas, je n'ai qu'une seule question.
17 Je n'ai qu'une seule question.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Parfait. Allez-y.

20 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me CATHERINE ROUSSEAU :

21 Q. **[163]** Catherine Rousseau pour l'Union des
22 Municipalités du Québec. Alors, je vais référer
23 monsieur Coyne à la présentation. Je vous amène à la
24 page 9. Ah! Bien, on est déjà à la page 9. Parfait.
25 Ma question vise le facteur S. Alors, tout à

1 l'heure, maître Turmel vous a posé des questions par
2 rapport à ça. Si j'ai bien compris de votre réponse,
3 là, que, bon, la détermination du facteur S est à
4 zéro point vingt-cinq pour cent (0.25 %) pour les
5 raisons qui sont indiquées dans l'encadré à gauche.
6 Mais également on tient compte également de la
7 présence d'un facteur S implicite. Et on a discuté
8 du troisième boulet dans l'encadré en bas, à droite.
9 Dans le fond, de ce que j'ai compris de votre
10 réponse c'est que le facteur I que la Régie, disons,
11 est d'opinion qu'il devrait être retenu,
12 l'application de l'IPC Québec implique un facteur S
13 implicite. Est-ce que j'ai bien compris votre
14 réponse?

15 (11 h 55)

16 A. yes you did by selection an index that is that
17 doesn't track Hydro-Québec's historic labour costs
18 that creates an implicit stretch factor that's an
19 addition to the X or the S that's makes it, it sets
20 a greater challenge.

21 Q. **[164]** Très bien, alors ma question, je me demandais
22 dans l'hypothèse où l'indice composé qui est proposé
23 par le Distributeur était, disons, retenu par la
24 Régie, est-ce qu'on doit prendre pour acquis ou
25 considérer qu'effectivement on se retrouve dans la

1 même situation. Autrement dit, est-ce qu'il y a
2 encore un facteur S implicite qui découle de
3 l'application de cet indice-là?

4 A. I would not suggest at that point and time. If the
5 Régie were to accept HQD's proposal for the index, I
6 think that's coming closer to what their true input
7 costs are for utility in the region. So I would
8 probably take that out of the box and would be left
9 with the growth factor and the capital factor as
10 being the primary implicit S. One moment please,
11 before... I'm reminded that even with the companies'
12 current proposal, there's still the difference
13 between the companies' labour costs and the labour
14 costs index that is in the companies' proposal
15 because the Régie has previously rejected the
16 companies' internal labour costs. So you're left
17 with that portion, but you at least include the
18 index portion that covers materials which is
19 different than the Régie's proposal coming out of
20 Phase 1. So it reduces that magnitude of the
21 implicit S associated with the I.

22 Q. **[165]** Mais il y en aurait quand même un qui serait
23 présent?

24 A. In the I factor?

25 Q. **[166]** Oui.

1 A. Yes.

2 Q. [167] Très bien. Je vous remercie. C'est la seule
3 question.

4 (11 h 57)

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Merci Maître Rousseau. Alors, avant d'aller à la
7 pause lunch, Maître Sarault, quand je regarde le
8 calendrier, il reste, évidemment, la Régie et, nous
9 aussi, on va essayer de se tenir à notre... à nos
10 propres estimations. On va quand même prendre une
11 heure trente de lunch pour être sûr de faire le tour
12 parce qu'on est en dernier et on va pouvoir faire
13 le... voir s'il n'y a pas des réponses qui ont déjà
14 été données. Je ne vois pas monsieur Lowry mais si
15 on s'en tient...

16 Me GUY SARAULT :

17 Il est disponible.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Il est disponible cet après-midi, on pourrait...

20 Me GUY SARAULT :

21 Absolument.

22 LA PRÉSIDENTE :

23 Alors, on reviendra... il est midi (12 h), on
24 reviendra à une heure trente (1 h 30) et puis on
25 fera les questions de la Régie puis on passera, à ce

1 moment-là, ensuite à PEG. À moins que vous nous
2 annonciez un réinterrogatoire. C'est à discuter ce
3 midi.

4 Me JEAN-OLIVIER TREMBLAY :

5 C'est ça, on va vous revenir avec ça mais ça ne
6 devrait pas être un enjeu au niveau du déroulement
7 horaire de la journée, là. S'il y en a un, ce sera
8 très ciblé.

9 LA PRÉSIDENTE :

10 Je vous remercie beaucoup. Alors, je vais vous
11 souhaiter un bon lunch.

12 SUSPENSION DE L'AUDIENCE

13 REPRISE DE L'AUDIENCE

14

15 _____
(13 h 31)

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Alors, rebonjour à tous. C'est maintenant le tour à
18 la Régie, au contre-interrogatoire de la Régie.

19 Alors, maître Gariépy.

20 INTERROGÉS PAR Me ANNIE GARIÉPY :

21 Q. **[168]** Merci, Madame la Présidente. Alors, bonjour
22 aux Membres du panel. Good afternoon Mr. Coyne.
23 J'arrive en fin de processus, c'est toujours le
24 privilège des procureurs de la Régie. Donc, vous
25 verrez que je vais couvrir large, avec des fois des

1 questions un peu englobantes pour essayer de ramener
2 un peu tout ce qu'on a pu entendre puis essayer de
3 discriminer ce qui a été... ou hiérarchiser au
4 niveau des positions.

5 Tout d'abord, j'aimerais aborder la question
6 du facteur I relativement à la portion « Indice des
7 dépenses salariales ». Je veux vous amener, dans un
8 premier temps, à la décision D-2017-043, bien à la
9 page 35, au paragraphe 127. Je peux vous en faire la
10 lecture, on va faire un suivi là-dessus. Donc, la
11 Régie, en conséquence :

12 En conséquence, en ce qui a trait au
13 facteur d'indexation des salaires, la
14 Régie ne retient pas la proposition du
15 Distributeur. À ce stade, elle propose
16 plutôt comme indice la croissance
17 moyenne historique calculée à partir de
18 l'EERH68 pour le Québec de Statistique
19 Canada. Afin d'atténuer les effets dus
20 à la volatilité, la Régie considère
21 qu'il serait raisonnable d'utiliser à
22 cet effet la moyenne mobile des trois
23 dernières années se terminant le 31
24 mars [...]

25 et elle se :

1 [...] réserve sa décision sur le choix
2 de cet indice lors de la phase 3.

3 À cela, dans le complément de preuve du
4 Distributeur, à la pièce B-0177, HQD-20, Document 1,
5 le Distributeur précise, à la section 2.2, c'est à
6 la page... très exactement aux pages 8 et 9 que,
7 dans le fond, elle reprend ce que je viens de vous
8 lire dans la décision D-2017-043. Et le Distributeur
9 dit qu'il arrive à la même conclusion que la Régie
10 avec certaines nuances sur le choix des variables à
11 considérer pour le facteur d'indexation.

12 Et plus loin, à la page 9, nous explique que
13 - attendez-moi, là - que pour pallier aux biais du
14 facteur retenu, que Statistique Canada suggère
15 d'utiliser plutôt l'indice de pondération fixe qu'on
16 appelle le IPF sur la rémunération horaire moyenne.

17 Ainsi, on voit, dans le guide de Statistique
18 Canada pour observer la rémunération au fil du temps
19 une fois l'effet des variations des heures
20 travaillées de l'emploi neutralisé, Statistique
21 Canada produit l'IPF. Cet indice se rapproche du
22 concept d'indice des coûts d'emploi et de main-
23 d'oeuvre utilisé dans d'autres pays.

24 D'autre part, en audience, je crois me
25 souvenir que monsieur Aucoin nous a affirmé que

1 l'IPF... ça allait dans le sens où il disait l'IPF
2 est plus stable et plus représentatif de la réalité
3 de l'évolution des dépenses salariales.

4 À partir de ces trois constats-là, Mr.
5 Coyne, j'aimerais savoir si, à votre connaissance,
6 d'autres juridictions utilisent, dans le cadre d'un
7 MRI, un indice à pondération fixe pour les dépenses
8 salariales tel que proposé par le Distributeur ici.
9 (13 h 35)

10 A. I don't recall the answer to your question by
11 memory, I wanted to make sure I understood your
12 question. I know we have a response in one of the
13 interrogatories that shows the indices used in other
14 jurisdictions. Let me just refer to that, and see if
15 it has the answer to your question, and if not,
16 perhaps we might take it as an undertaking. But let
17 me see if I can answer just based on that
18 interrogatory if you can give me just one moment.

19 Q. **[169]** Yes, sure.

20 A. Yes, I'm referring to the response to OC 1.2, and
21 that's HQD-21, Document 5, page 5 of 19, which shows
22 the composition of the indices used in Alberta,
23 Ontario, BC, and Eversource.

24 Q. **[170]** La cote Régie c'est B-0195 pour ceux qui
25 cherchent.

1 A. I'm looking at that response, trying to determine if
2 it was exactly the same index, or a parallel index,
3 or not, and I can't determine based on what's here,
4 if it's exactly the same, or not.

5 Q. [171] O.K. Mais selon votre connaissance, pouvez-
6 vous nous dire si d'autres juridictions utilisent
7 des indices à pondération fixe lorsque pondérés pour
8 les salaires.

9 A. If I understand your question properly, it is common
10 to fix the weights at the beginning of an MRI
11 programme, and to leave them fixed for the duration
12 of the programme, if that is your question. Is that
13 your question?

14 Q. [172] Non, pas vraiment. Ce que la Régie cherche à
15 déterminer, c'est de savoir si lorsqu'il y a un
16 indice pondéré qui est fixé pour les salaires, comme
17 le Distributeur le propose actuellement, à votre
18 connaissance, est-ce qu'il y a d'autres
19 juridictions, d'autres régulateurs qui ont fixé un
20 indice pondéré de cette nature basé sur un indice de
21 pondération fixe, un IPF, pour les salaires.

22 A. I would have to say that I don't know the answer to
23 your question, yeah. I don't know if other
24 regulators have used a fixed weight to the salary
25 index.

1 (13 h 41)

2 Q. [173] Merci. Une question plus générale qui
3 s'adresse au Distributeur. Je voulais revenir sur ce
4 que monsieur Aucoin disait hier dans son témoignage
5 à l'effet que le Distributeur considérait que l'IPF
6 était plus stable et plus représentatif de la
7 réalité de l'évolution des dépenses salariales. Puis
8 je voulais voir si ça modulait la position du
9 Distributeur à l'effet de retenir... par rapport à
10 la pertinence de maintenir la moyenne mobile sur
11 trois ans lorsque c'est un indice à pondération
12 fixe?

13 M. FREDERIK AUCOIN :

14 R. En effet, hier, j'ai quand même expliqué que ça
15 amenait une certaine stabilité par rapport à un
16 indice où on a des changements de conjoncture
17 économique ou des changements structurels dans le
18 marché de l'emploi. Par contre, je pense que la
19 moyenne mobile se voulait aussi un moyen, dans le
20 fond, d'amener une stabilité dans le temps dans le
21 cadre d'un MRI. Le Distributeur pense que cette
22 moyenne-là quand même joue un rôle d'atténuer les
23 effets qu'on pourrait provoquer année après année,
24 surtout dans le fait que ça peut avoir des impacts
25 tarifaires, dans le fond, différents à chaque année.

1 Ça fait que c'était dans un optique d'amener de la
2 stabilité dans le signal.

3 M. LUC DUBÉ :

4 R. Je rajouterais peut-être, comme le graphique, en
5 fait, démontrait qu'on a... Là, j'ai oublié la page
6 de la présentation d'ouverture d'HQD. Mais le
7 graphique montrait justement qu'en prenant une
8 moyenne, une moyenne mobile trois ans permettait une
9 meilleure stabilité au niveau des indices. On me dit
10 page 15 de la présentation du Distributeur.

11 Q. **[174]** Merci. Je vais maintenant parler plutôt du
12 sous-indice qui est relié, par rapport aux coûts
13 reliés aux actifs, liés aux actifs. Mr. Coyne, je
14 vous invite à prendre les réponses de l'AQCIE-CIFQ à
15 la demande de renseignements numéro 2 de la Régie,
16 qui est la pièce C-AQCIE-CIFQ-0037. Est-ce que vous
17 avez la pièce?

18 A. (13 h 45)

19 I believe I do. These are responses from AQCIE to
20 the Régie.

21 Q. **[175]** To the Régie?

22 A. Oui.

23 Q. **[176]** O.K. et ça concerne, c'est à la page, entre
24 les pages 3 et 5, et ça concerne toujours le facteur
25 d'inflation. Dans un premier temps, je voulais

1 prices utilities have confronted when
2 acquiring capital under many past
3 years. The trend in this capital price
4 reflex the trends in the prices of
5 contracted and acquired assets which
6 are one year, two years, three years or
7 even 40 years.

8 And the passage qui m'intéresse particulièrement:

9 The average trend in these prices can
10 be fairly different from the trend in
11 moving average of recent growth in the
12 capital asset price index.

13 Ils adressent également des préoccupations quant à
14 la pertinence d'utiliser ce type d'indice en
15 relation avec le type d'activités du Distributeur
16 qui est un Distributeur d'électricité. Et vous
17 retrouvez le passage au troisième paragraphe de la
18 page 4 où on nous dit que l'indice:

19
20 as the advantage of being more
21 geographically relevant to HQD but less
22 relevant with respect to power
23 Distributor operation.

24 Et finalement, à la fin de la page 4, on nous parle
25 de préoccupations au niveau des comparaisons

1 EUCPI for the distribution. The
2 implicit price index for Québec
3 business growth fixed capital formation
4 did not.

5 J'aimerais entendre vos commentaires sur ces
6 préoccupations de PEG relativement à ces trois
7 sujets. Soit la méthode de comptabilisation des
8 actifs qui a été utilisée historiquement chez le
9 Distributeur. Les activités inhérentes du
10 Distributeur et sur la base d'une comparaison
11 historique, notamment entre mil neuf cent quatre-
12 vingt-dix (1990) à deux mille quatorze (2014).

13 (13 h 50)

14 A. Well, let me see if I can respond to your question
15 as I understand it in pieces, and you can tell me if
16 I've left anything out. The paragraph beginning with
17 the attachment Régie AQCIE-CIFQ 12A, it looks to me
18 as though PEG is comparing an index for electric
19 utility construction price indices for power
20 distribution lines in substations that was
21 discontinued in twenty fourteen (2014).

22 So, I can't speak to why that index would
23 defer from the one that Hydro-Québec has chosen. In
24 this case, I would have to look at the individual
25 components of that index that was discontinued

1 versus the one that they're using. And if AQCIE has
2 looked at them, and said they're different, I think
3 I have to take that at face value.

4 I'll jump to the bottom, and then see if
5 I've left anything out. And there, it's also
6 suggested that IPC Quebec, and GDP-IPI, FTD have
7 also been discussed in this proceeding, they would
8 apply to capital cost. The concerns I would have
9 there is now we're starting to get towards output
10 based indicators as opposed to input based
11 indicators.

12 And in the discussion yesterday - you recall
13 that the component of the I Factor is ideally an
14 input cost index in order to correspond to the X
15 Factor they were using - and if you go to an output
16 based index such as these, then you'd have to
17 consider whether or not an input price differential
18 would be required.

19 And that calculation is itself with some
20 controversy in terms of because you have a sample of
21 US utilities, you'd have to look at the economic
22 productivity of the US economy versus the industry,
23 and then consider whether or not that same
24 difference exists in Canada. And then, you'd have to
25 do the same in terms of input price differentials.

1 I haven't seen that done in adapting a US
2 sample to a Canadian utility today so, to the extent
3 you can avoid the use of economy-wide inflation
4 indices, and you focus more on utility-specific cost
5 indices, you avoid that problem.

6 So, those are two considerations insofar as
7 the comparison that is being made here between the
8 historic index, and the one that the company is
9 using, which is Quebec-specific in terms of
10 business...

11 Mr. FRÉDÉRIK AUCOIN:

12 A. Capital cost.

13 Mr. JAMES M. COYNE:

14 A. Yes. You know, my view on that is it is a reasonable
15 accounting for the costs that a business operating
16 in Quebec would face. It represents an input cost
17 which is appropriate. How well it would track
18 historic costs for Hydro-Québec is difficult to say
19 because those historic costs are measured on a rate-
20 making basis, and not measured in exactly the same
21 way as these indices were tracked.

22 (13 h 56)

23 M. FRÉDÉRIK AUCOIN :

24 R. Est-ce que je pourrais peut-être juste rajouter un
25 élément. Nous, on a utilisé l'indice au niveau des

1 investissements, là, dans notre proposition. Qu'est-
2 ce que je veux juste apporter comme précision, c'est
3 vraiment au niveau des entreprises privées. Dans
4 cette même catégorie d'indices là, on a un indice
5 qui est spécifique pour les entreprises publiques.
6 Dans le fond, nous, on n'a pas utilisé cet indice-
7 là, on ne voulait pas se coller trop, dans le fond,
8 à une réalité publique. On voulait avoir, dans le
9 fond, un indice qui représente les entreprises dans
10 un marché concurrentiel au Québec. Ça fait que, dans
11 le fond, on a choisi un indice qui était vraiment
12 axé sur le marché privé et on ne s'est pas collé à
13 une réalité, là, de compagnies publiques comme... ou
14 des coûts, là, relatifs à une utilité telle qu'on en
15 fait référence dans le texte de PEG.

16 Q. **[180]** Merci beaucoup. Je vous réfère maintenant à la
17 pièce HQD-21, document 3, qui se trouve à être les
18 réponses du Distributeur aux questions de l'AQCIE-
19 CIFQ. Et vous prendrez les réponses à la question 16
20 f), soit aux pages 31, 32. La pièce B-0193. C'est
21 bon, vous l'avez?

22 Mr. JIM COYNE :

23 A. I do. Thank you.

24 Q. **[181]** Parfait. Merci. Donc, en réponse à la question
25 16 f) de l'AQCIE-CIFQ, vous avez fourni les indices

1 d'inflation retenue dans le cadre des trois MRI de
2 ENMAX devant la AUC. Ce que la Régie remarquait
3 c'est que, dans la première génération du MRI de
4 ENMAX, l'indice des investissements c'est l'Electric
5 Utility Construction Price Index qui avait été
6 retenu, le EUCPI. Et, dans la deuxième génération du
7 MRI, la génération suivante, ils ont plutôt
8 retenu... fait le choix de retenir l'IPC de
9 l'Alberta.

10 Donc, première génération de MRI, l'index
11 était très précis alors qu'ils ont eu recours à un
12 index plus général dans le cas de la deuxième
13 génération. Êtes-vous en mesure d'éclairer la Régie
14 sur les raisons qui ont mené le Régulateur à faire
15 ces choix?

16 (13 h 59)

17 A. Based on our prior discussion, I believe it was the
18 same index that was cited that PEG actually
19 indicated was discontinued in twenty fourteen
20 (2014). So if that is the exact same index, I would
21 imagine that was part of that decision because it
22 was no longer available after that period of time.
23 But I don't have the basis for that decision in
24 front of me that would give me any more information
25 than that. We would have to look at the... decision

1 in the subsequent period to see if that was the case
2 or not. But that would seem to be a logical outcome.

3 Q. **[182]** O.K. Selon vous, est-ce qu'il y aurait
4 d'autres raisons qui pourraient justifier ce, oh
5 pardon.

6 A. It may also have been the case that with
7 consideration of the adoption of a K factor plan
8 that there may have been less weight placed on that
9 portion of the I minus X index because capital was
10 being treated or at least portion of the capital was
11 being treated to the K factor.

12 Q. **[183]** Merci. Monsieur Coyne, dans votre présentation
13 d'hier, vous nous avez présentés à l'acétate, à la
14 planche 5, vous discutiez de la possibilité d'un
15 facteur X négatif et vous nous avez présenté une
16 citation du département de Public Utility le MPUC
17 non le DPU de Massachusetts qui nous disait que:

18 Even though the attorney general notes
19 that no other jurisdiction in North
20 America has approved a negative X
21 Factor to date, this fact does not,
22 however, preclude the possibility of an
23 X Factor that is negative. In fact,
24 other jurisdiction has acknowledge that
25 X Factor maybe positive or negative.

1 For these reasons the department cannot
2 find that proposed X unreasonable
3 merely because it's negative or lower
4 than any productivity of set approved
5 to date.

6 La Régie est allée voir la décision du MDPU,
7 l'acronyme m'échappe à chaque fois, pour comprendre
8 la décision de la Régie et elle a noté qu'il y avait
9 un passage qui avait été extrait de la citation où
10 le régulateur nous dit:

11 Whether an X is positive or negative is
12 determined solely by the relationship
13 between outputs and inputs in a given
14 industry and there's no reason to
15 dismiss the possibility that the
16 electric distribution industry may be
17 in a period exhibiting changes that
18 result in a decreasing output giving a
19 similar or increasing level of inputs.
20 For these reasons the department cannot
21 find.

22 Ma question va porter que je viens de vous lire.
23 Pouvez-vous nous donner votre opinion sur les motifs
24 exprimés par MDPU quant au caractère raisonnable
25 d'un facteur X négatif en lien avec le contexte qui

1 peut amener ce caractère raisonnable. Le caractère
2 raisonnable du facteur négatif. Le lien qui doit
3 fait entre la raisonnabilité du facteur négatif et
4 le contexte qui l'amène?

5 (14 h 04)

6 A. I'll do my best. As I interpreted the Department's
7 thinking, it was acknowledging that these trends can
8 be cyclical, and that an industry can enter a period
9 of time where productivity will have a trend, it
10 will be different than other periods of time based
11 on factors that are impacting both inputs, and
12 outputs.

13 But they could not deny that based on the
14 trends that they were faced, whether the result in
15 that case was indeed negative. But they were holding
16 open the possibility that it may not always be
17 negative, or it could become more negative. They
18 were just acknowledging that, given the measurement
19 period that they were faced with, that was an
20 appropriate conclusion to reach. And I would agree
21 with that.

22 If you look over very long periods of time,
23 and we're seeing these studies that date back to the
24 seventies (70s), and you've seen it in the
25 information that we showed on the following page, on

1 page 6 in the testimony, that we are in a long-term
2 cycle that has seen industry productivity plateau,
3 and then decline, and that decline has accelerated
4 over the course of the past five years.

5 And so, the Department was holding open the
6 possibility that maybe customer, and volume growth
7 will turn around, although I don't think that's the
8 likely outcome here, but cost trends are driven by
9 factors that may change over time.

10 We've seen an attempt by the electric
11 utility industry to introduce a lot of new
12 technology over the last ten (10) years: automatic
13 metre reading, smart grids, for example, grid
14 modernization, increased prudence and liability,
15 those are all costly, and that might not always be
16 the case. It may be that the industry faces a new
17 set of challenges five years from now. It may be
18 that there is a shift in...

19 Technology is usually the single most
20 difficult to predict. Trend and productivity in any
21 industry is the impact of technology, and the
22 adoption of technology in the electric utility
23 industry comes at a cost, and we don't know what new
24 technologies are around the horizon that could
25 affect the operating of both the cost structure, and

1 the operating efficiency of the industry.

2 So, I see the Department taking the long
3 view in that regard, and indicating that you may
4 come back in five years, and there might be a
5 different story for us to look at. So, I see them
6 staying open-minded in that regard, and I think
7 that's only prudent.

8 Q. **[184]** Pouvez-vous nous préciser si vous les
9 connaissez les changements de contextes qui avaient
10 été invoqués et mis en preuve dans le dossier
11 d'Eversource auxquels le MDPU réfère dans sa
12 décision pour catégoriser le facteur X négatif de
13 raisonnable.

14 A. I'm not sure if I entirely understand your question.
15 Could you rephrase that, or repeat it, please?

16 Q. **[185]** Certainement. Le MDPU constate qu'il n'y a pas
17 de raisons de ne pas retenir la possibilité que la
18 productivité soit négative compte tenu des
19 circonstances ou du contexte de l'industrie de
20 distribution d'électricité.

21 À votre connaissance, est-ce que vous avez
22 une connaissance fine des éléments qui avaient été
23 invoqués dans le dossier qui ont amené le régulateur
24 à prendre cette décision, à retenir cette décision.

25 A. My recollection is, and Dr. Christensen's testimony,

1 he refers to those macro trends as an explanation
2 behind the negative trend, and productivity, but I
3 have no knowledge, or record evidence beyond that. I
4 primarily rely on the MDPU's decision in that
5 regard, and the specific paragraph you're reading
6 from was the formative one for me in that regard,
7 but I'm not aware of the full record that led them
8 to that conclusion.

9 (14 h 09)

10 Q. **[186]** Merci. La question de conclusion sur ce
11 passage, j'aimerais entendre le Distributeur. Si
12 vous avez une... une opinion à fournir ou une
13 position à fournir pour éclairer la Régie dans son
14 jugement de la détermination du facteur X, là
15 monsieur Coyne n'a pas été en mesure, là, de nous
16 pointer des éléments contextuels précis, là, qui
17 étaient retenus. Donc je ne vous demanderai pas de
18 faire une comparaison entre le Massachusetts et le
19 contexte du Distributeur, mais ce qu'on comprend de
20 la décision du MDPU c'est que le... ils ont fait un
21 lien entre le contexte de l'industrie de
22 distribution électrique et la possibilité d'avoir un
23 facteur de productivité négatif. Puis je voulais
24 vous entendre sur... sur les éléments qui viennent
25 soutenir la demande de facteur de productivité

1 négatif dans le cas du Distributeur au niveau de ce
2 contexte-là.

3 M. JEAN LAPOINTE :

4 R. Donc bonjour. Donc ce qu'il faut comprendre c'est
5 que HQD depuis deux mille huit (2008), si on regarde
6 nos ventes, nos ventes, on est resté stable depuis
7 deux mille huit (2008) à cent soixante-dix
8 térawattheures (170 TWh) par année. Donc si on
9 regarde, on a vraiment une stagnation de nos ventes.
10 Par contre, quand on regarde au niveau des coûts,
11 bien comme vous pouvez le constater, nos coûts
12 augmentent année après année. Donc si on regarde
13 notre... nos ventes et nos coûts, on a vraiment une
14 pression très grande coûts versus nos ventes.

15 LE PRÉSIDENT :

16 Q. [187] Maître Gariépy, je vais vous interrompre
17 quinze (15) secondes. Les coûts qui augmentent pour
18 le Distributeur c'est principalement des coûts
19 d'approvisionnement, si je ne me trompe pas. Et ces
20 coûts-là vont être en Y avec un compte d'écart, etc.
21 Mais vos coûts de distribution, il me semble
22 qu'ils sont plus vers la baisse ou corrigez-moi si
23 je me trompe.

24 R. En effet depuis deux mille huit (2008), on l'a vu
25 aussi, là, on a réussi à faire de l'efficacité, donc

1 on a réduit, vous le savez, nos ETC de... en deux
2 mille huit (2008) on était à peu près sept mille
3 cinq cents (7500), là on est rendu cinq mille cinq
4 cents (5500) employés, donc on a réduit. Mais si on
5 regarde vers l'avenir, comme on a dit quelques fois
6 dans le dossier tarifaire puis comme on a dit hier
7 aussi, ces gains-là sont plus difficiles à aller
8 rechercher comme tel.

9 Q. **[188]** Je vous remercie. Je m'excuse de vous avoir
10 interrompue, Maître Gariépy.

11 Me ANNIE GARIÉPY :

12 Q. **[189]** Il n'y a pas de problème, ça m'a permis de
13 réaliser que j'avais échappé une question, donc...
14 Je vais.. C'est parfait, merci beaucoup. Je vais
15 juste revenir, reculer un petit peu puis revenir sur
16 le facteur I. Pour exprimer l'évolution des coûts
17 des autres biens et services, le Distributeur juge
18 approprié d'utiliser les variations annuelles de
19 l'IPC Service du Québec conformément à la
20 recommandation de la Régie. Vous... vous nous dites
21 que les services représentent plus de la moitié du
22 panier biens et services de l'IPC. Cet indice couvre
23 un éventail de services suffisamment large pour
24 représenter l'évolution du coût des services au
25 Québec. Question un peu générale, la Régie note

1 également que Statistique Canada a aussi un indice
2 IPC biens et services du Québec. C'est ça la
3 nomenclature, IPC biens et services Québec. Pouvez-
4 vous nous dire si vous l'avez examiné puis le cas
5 échéant, pourquoi est-ce que la Régie ne
6 privilégierait pas cet indice-là plutôt que...
7 plutôt que l'autre?

8 M. LUC DUBÉ :

9 R. Excusez, juste au début de votre question vous
10 parliez que c'est un IPC... que l'IPC était un
11 panier à cinquante pour cent (50 %) composé de
12 services, donc cet IPC-là, à ma compréhension, n'est
13 pas l'IPC services, mais l'IPC global. C'est juste
14 peut-être clarifier la question parce que ma
15 compréhension était que si c'est celui qui est
16 composé à cinquante pour cent (50 %) de services,
17 c'est bien l'IPC Québec et non pas l'IPC services
18 qu'on propose.

19 (14 h 15)

20 Q. **[190]** Tout simplement, vous proposez, non mais c'est
21 parce qu'on va arrêter de faire des préambules, vous
22 proposez IPC Services. La Régie vous demande, il
23 existe IPC Biens et Services, l'avez-vous regardé,
24 le cas échéant, pourquoi ne l'avez-vous pas retenu?

25 R. Bon, pour être honnête avec vous, moi je ne l'ai pas

1 regardé personnellement, mais une chose est sûre,
2 c'est que nous on a choisi l'IPC Services parce que
3 comme on expliquait hier, dans le fond, si on exclut
4 la rémunération puis les coûts relatifs aux actifs,
5 dans le fond, il nous reste une portion d'environ
6 vingt-six pour cent (26 %) et de ce vingt-six pour
7 cent-là (26 %), quatre-vingt-dix pour cent (90 %)
8 sont des services dans nos coûts chez le
9 Distributeur, ça fait qu'on a jugé un meilleur
10 reflet, dans le fond, de la réalité d'un
11 Distributeur d'utiliser seulement l'indice services.

12 Si on avait ajouté les biens dans cette
13 répartition-là, bien là, on se serait retrouvé à
14 avoir une grosse pondération sur des biens non
15 durables qui sont l'alimentation et autres choses,
16 choses qu'on a discutées hier. Ça fait qu'en prenant
17 seulement Services, dans le fond, ça faisait en
18 sorte qu'on couvrait un peu mieux nos activités.

19 Q. [191] Merci. Je vais maintenant...

20 Mr. JIM COYNE :

21 A. If possible, I would like to offer an expanded
22 answer to the question you asked pertaining to
23 Massachusetts record cause now I have the decision
24 in front of me. And it was your question, if I can
25 paraphrase was what evidence did the commission have

1 that allowed it to consider that productivity might
2 be negative, and I think they clue us in the very
3 next sentence in that paragraph that neither one of
4 us had before, or at least, I didn't, and they go on
5 to say for these reasons the department cannot find
6 that the proposed X factor is unreasonable merely
7 because of his negative or lower than any
8 productivity offset approved to date.

9 Rather in the sections below, the department
10 reviews the company's TFP study to determine whether
11 it was conducted in a reasonable manner using
12 appropriate assumptions. So, my take on that is
13 they're saying: " We have no record evidence that
14 precludes us from believing that industry
15 productivity could be negative. Therefore, we are
16 going to look to the reasonableness of the TFP study
17 to guide us and determining whether or not it is
18 negative or not. So that was the... I think that's
19 probably the better answer to your question. That's
20 the record, at least, we're relying on.

21 (14 h 18)

22 Q. **[192]** Merci beaucoup. Je vais maintenant passer au
23 facteur X, facteur de productivité, mais surtout
24 également en lien avec stretch factor, vous allez
25 voir j'ai besoin de vous entendre sur l'ensemble de

1 la question. C'est un peu en suivi du contre-
2 interrogatoire de l'AHQ-ARQ, hier, où vous vous êtes
3 entretenu avec eux des réponses à la question 6.2 de
4 leur demande de renseignements, et je vous situe,
5 là, tout de suite, qui avait un lien avec le taux de
6 progression de l'amortissement et de la révision
7 avec le SIC et tout ça, là, c'est dans ce contexte-
8 là de déterminer quel était le taux de la moyenne,
9 là, de la hausse annualisée moyenne, quelle devait
10 être la valeur. Et vous avez produit l'engagement
11 numéro 1 suite à ce contre-interrogatoire là. La
12 Régie a regardé la réponse à l'engagement numéro 1.
13 Elle constate également, si on prend...

14 Bon, tout d'abord, on va prendre la pièce
15 HQD-21, Document 1.1, le tableau R-1.1-A, qui est à
16 la page 5. La pièce Régie était B-0186. Et ce sont
17 les réponses aux demandes de renseignements numéro 7
18 de la Régie. Dans le tableau, si on regarde la
19 valeur de l'amortissement, indépendamment des
20 réponses qu'il y a eu, là, sur SIC, là, on regarde
21 plus au niveau macro, là. Si on regarde la valeur
22 des coûts d'amortissement et du rendement, on peut
23 constater que ça représente plus ou moins cinquante-
24 cinq pour cent (55 %) des charges qui sont incluses
25 dans la formule d'indexation.

1 Évidemment, je ne vous parlerai pas... on
2 n'établira pas un taux, là, ici de l'amortissement
3 ou quoi que ce soit, on voit que... on comprend très
4 bien qu'élément par élément, il pourrait y avoir des
5 modifications à apporter sur les approximations qui
6 peuvent être faites.

7 Par contre, la Régie a également regardé, au
8 complément de preuve du Distributeur, qui est la
9 pièce B-0177, HQD-20, Document 1, dans le tableau 4
10 de la page 17, vous le connaissez, c'est le
11 chiffre... c'est juste le taux pondéré des trois
12 indices d'inflation. On peut y voir que, sous la
13 colonne des actifs, « Coûts liés aux actifs », on
14 voit un cinquante-six virgule huit pour cent
15 (56,8 %). Puis je vous amène les deux pour vous
16 montrer que la Régie est confortée là-dedans de voir
17 que la proportion des coûts liés aux actifs qui
18 seraient inclus dans la base... dans la formule
19 d'indexation tourne autour de cinquante-cinq (55),
20 cinquante-six (56), soixante pour cent (60 %),
21 cinquante pour cent (50 %), là, quelque chose de cet
22 ordre-là.

23 Donc ce matin, vous avez déposé l'engagement
24 1, qui est la pièce HQD-23, Document 1, et on y
25 constate que la hausse annualisée moyenne, pour

1 l'amortissement et le rendement, sur la base de
2 tarification, a été calculée, là, en fonction de ce
3 qu'on vous avait demandé, autour d'un virgule
4 trente-cinq pour cent (1,35 %). Ce qui voudrait
5 dire, grosso modo, que cinquante-cinq (55), soixante
6 pour cent (60 %) des coûts qui sont soumis à la
7 formule d'indexation présenteraient une hausse
8 annualisée moyenne d'un virgule trente-cinq pour
9 cent (1,35 %) selon les calculs que vous nous avez
10 présentés à l'engagement 1. Est-ce que je comprends
11 bien? Est-ce que fais le bon exercice mathématique?

12 M. LUC DUBÉ :

13 R. L'exercice mathématique est bon. La seule chose que
14 j'aimerais réitérer, puis je vous l'avais donnée
15 dans ma réponse hier, c'est qu'il faut faire
16 attention que oui, on est venu corriger l'effet du
17 SIC, mais c'est qu'on n'est pas en mesure de
18 conclure que cet effet-là est encore le bon effet.
19 C'est-à-dire que...

20 Q. **[193]** On...

21 R. C'est bon.

22 (14 h 23)

23 Q. **[194]** On vous suit là-dessus. Je comprends bien
24 votre précision. Par ailleurs, si on se fie au
25 tableau, si on retourne au tableau... au tableau

1 R1.1A de la pièce HQD-21, Document 1.1 qui sont les
2 réponses aux DDR-7 de la Régie, on peut voir que la
3 formule d'indexation telle qu'elle est proposée
4 actuellement par le Distributeur correspondrait
5 approximativement à un taux de trois point trois
6 pour cent (3.3 %), hein, si on fait fonctionner la
7 formule telle qu'elle est proposée pour le moment.

8 Évidemment, la Régie est aussi consciente
9 que Mr. Coyne nous a précisé régulièrement qu'il
10 était important de considérer l'interaction de
11 plusieurs composantes et non item par item, chaque
12 ligne une à la fois. Mais, dans le contexte où la
13 croissance annuelle moyenne de l'amortissement et du
14 rendement combiné pourrait ressembler à quelque
15 chose comme un virgule trente-cinq pour cent
16 (1,35 %) et que c'est largement inférieur au taux
17 qui découlerait de la formule d'indexation qui
18 ressemblerait pour le moment à trois virgule trois
19 pour cent (3,3 %), est-ce qu'il serait approprié
20 d'ajuster le « stretch factor » ou de prendre en
21 considération d'une autre façon si ce n'est pas le
22 « stretch factor » afin de réduire l'écart entre la
23 croissance estimée de ces items et l'indexation qui
24 leur est accordée?

25 M. LUC DUBÉ :

1 R. Bien, je ferais deux, peut-être deux affirmations
2 puis je suis peut-être moins un expert au niveau du
3 « stretch factor », mais je vais vous parler peut-
4 être plus au niveau du I puis... À défaut de me
5 répéter, à chaque fois que j'entends le un point
6 quatre (1,4) ou le point vingt-quatre (0,24), j'ai
7 un profond malaise.

8 Puis même, je pense que Jim, notre expert,
9 en a fait mention au niveau des « capital
10 expenses », s'il y a une chose qui est incertaine au
11 cours des futures années, c'est bien cela. Et donc
12 de déduire une tendance ou de ce que pourrait
13 ressembler l'amortissement et le rendement, c'est un
14 jeu qui est, selon nous, dangereux et c'est pour
15 cette raison-là qu'on dit que le point vingt-quatre
16 (0,24) ou même le un point trente-cinq
17 exactement(1,35) qu'on a fourni en engagement numéro
18 1, il faut le prendre avec précaution pour être
19 capable de comparer.

20 Puis là ça vient de m'arriver, j'ai un blanc
21 sur mon deuxième point. Ah! Oui. Ça m'est revenu,
22 c'est bon.

23 L'autre chose aussi, il faut faire
24 attention, je le répète encore, les taux deux point
25 deux (2,2) ou le taux combiné à trois point trois

1 pour cent (3,3 %) auquel vous faites référence,
2 c'est une illustration. Même dans les tableaux qu'on
3 a présentés auprès de... je ne me souviens plus si
4 c'est en preuve ou en DDR...

5 M. FREDERIK AUCOIN :

6 R. C'est en preuve, le tableau 2.

7 M. LUC DUBÉ :

8 R. ... on voit même que, oui effectivement, ce qui
9 porte à la hausse les taux qu'on a pris, c'est que
10 le taux de deux mille... juste pour pas me tromper,
11 c'est deux mille quatorze (2014)?

12 M. FREDERIK AUCOIN :

13 R. Deux mille quatorze (2014).

14 M. LUC DUBÉ :

15 R. Deux mille quatorze (2014) est plus élevé que les
16 taux qu'on observe en quinze (15) et seize (16).
17 Donc, on voit une tendance de ces taux-là vers la
18 baisse. Et on s'entend que quand on va arriver en
19 deux mille dix-neuf (2019) et deux mille vingt
20 (2020), bien la moyenne mobile va suivre l'année à
21 laquelle on va publier nos indices. Et donc, cette
22 hauteur-là à trois point trois (3,3), il n'y a rien
23 qui nous garantit aujourd'hui que ce sera le taux
24 qui sera en vigueur en deux mille dix-neuf (2019),
25 deux mille vingt (2020) et deux mille vingt et un

1 (2021).

2 C'est pour ça que je répète que c'est
3 important qu'on s'entende aujourd'hui sur les
4 principes qui vont sous-tendre les facteurs I, à
5 savoir est-ce que les intrants qu'on a identifiés,
6 c'est les bons? C'est-à-dire est-ce qu'on a
7 effectivement des coûts en capital important? Est-ce
8 qu'on a des salaires et est-ce qu'on a d'autres
9 dépenses qu'on veut couvrir avec des indices qui
10 vont refléter leur évolution dans le temps?

11 Je pense qu'on propose, en lien avec ces
12 intrants-là, les indices qui sont collés sur leur
13 réalité en tout cas qu'on observe au cours... qu'on
14 va observer au cours des prochaines années.

15 (14 h 28)

16 Q. **[195]** J'attendais juste voir si vous aviez un ajout?

17 R. Pour ma part, pour le « stretch », non, je n'ai pas
18 d'ajout. Je ne sais pas si notre expert...

19 Q. **[196]** Bien, je vais continuer avec mes questions. Je
20 vais sûrement solliciter d'autres commentaires. Si
21 on pousse au niveau des principes. Vous venez de me
22 dire, Monsieur Dubé, ah, il faut faire attention au
23 niveau des croissances annuelles moyennes qu'on a
24 déterminées, on peut difficilement tirer des
25 conclusions. Mais reste qu'au niveau des principes,

1 advenant le cas où... dans l'hypothèse où on
2 constate que la croissance annuelle moyenne pour
3 l'ensemble des charges ou pour une portion
4 importante des charges, comme on voit ici, plus de
5 la moitié des charges qui sont mises dans la formule
6 d'indexation, si on constate que cette croissance
7 annuelle moyenne est significativement inférieure au
8 taux de la formule, quelle est l'opinion du
9 Distributeur?

10 Est-ce qu'on ne devrait pas tenter de
11 réduire l'écart qu'il y a entre la croissance
12 estimée de ces... entre la croissance estimée des
13 coûts qu'il y a à l'intérieur de la formule et
14 l'indexation totale qui leur est accordée? Après ça,
15 j'aimerais entendre monsieur Coyne là-dessus.

16 R. C'est correct, là, j'attends après... Mais on est
17 correct, on... J'attendais que vous regardiez. Comme
18 nous, tantôt, on était moins attentifs. Donc on est
19 quitte. Mais juste pour... En fait, tout simplement,
20 notre proposition, puis je pense, la Régie l'a fait
21 mention dans sa décision D-2017-043, c'est important
22 de déterminer les bons intrants. Et dans ce cas-ci,
23 on considère que les coûts liés aux actifs, c'est un
24 intrant qu'on doit considérer.

25 Et ensuite de ça, la Régie décide aussi

1 d'avoir des indices d'inflation qui sont propres au
2 Québec. Et c'est ce qu'on propose également dans
3 notre indice au niveau des investissements au
4 Québec. Est-ce qu'il existe des meilleurs indices
5 que celui-là? Selon ce qu'on a fait comme recherche,
6 on pense que c'est ces indices-là qui reflètent le
7 mieux la réalité dans laquelle le Distributeur
8 opérera au cours des prochaines années au niveau de
9 ses investissements.

10 Est-ce qu'il y a un biais? Je ne suis pas en
11 mesure de vous le dire. Est-ce qu'il y a un indice
12 meilleur qui viendrait représenter nos budgets
13 d'investissement? Une chose est certaine, cet
14 intrant-là est là, il est important, près de
15 cinquante-cinq pour cent (55 %) de notre couverture.
16 Donc de là notre suggestion ou notre proposition
17 d'avoir un indice qui est directement lié à un
18 indice lié aux investissements d'une entreprise au
19 Québec.

20 M. FREDERIK AUCOIN :

21 R. Puis tantôt on a fait référence au tableau 2, là,
22 qu'il y avait une décroissance au niveau de l'indice
23 des investissements. Mais c'est même le cas aussi
24 pour les services, puis c'est le cas pour la
25 rémunération à pondération fixe qu'on suggère. Ça

1 fait qu'il y a quand même un danger à vouloir
2 corriger d'une certaine façon les indices parce
3 qu'on observe l'historique peut-être plus haut que
4 d'autres indicateurs. Parce que, avec notre
5 proposition de moyenne mobile, là, juste à regarder
6 les chiffres comme ça, on peut même voir qu'on tend
7 à une réduction dans les prochaines années.

8 Q. [197] Mr. Coyne, est-ce que vous avez une position?
9 Je sais que vous nous avez... vous avez affirmé que
10 le « stretch factor » ne pouvait pas être utilisé
11 pour ajuster le taux de la formule d'indexation pour
12 atténuer cet écart-là. Mais dans le contexte où la
13 Régie constaterait un écart significatif entre les
14 taux de croissance de la formule d'indexation et des
15 postes de coûts ou d'une partie des coûts qui sont
16 mis dans la formule d'indexation, est-ce que vous
17 maintenez votre confirmation que le stretch factor
18 ne doit pas être utilisé le cas échéant, comment la
19 Régie doit adresser cette problématique?

20 A. There's a lot in your question. To the first part of
21 your question, as I understood it, it's appropriate
22 to address, and typical to address in the stretch
23 factor the relationship between the target company
24 and the industry trend, right. So, that's the
25 overall situation of the utility, and that's

1 typically done based on considerations such as is it
2 a first-generation MRI or not, or have I actually
3 done benchmarking work that shows me it's an
4 efficient versus inefficient utility versus its
5 peers. What I have not seen is a stretch factor used
6 as judgment mechanism for a line item, and that's
7 what's being suggested here.

8 So, that would be an unusual way to use a
9 stretch factor, to say I've got a line item, and I
10 think this line item is going to be escalating at a
11 slower rate than my inflation rate, and therefore
12 I'm going to adjust for it in my stretch factor.
13 That would not be a typical use of a stretch factor.

14 The more typical treatment and remedy for
15 that would be to have a capital factor, to say,
16 look, it's just not behaving like I minus X, let's
17 acknowledge that and have a capital factor to
18 acknowledge that's the case. It would be a very
19 inefficient tool to try to use a stretch factor in
20 that way, in my estimation.

21 The other problem with using it that way is
22 that, if we're going to do that for one line item,
23 then we need to consider all the other line items as
24 well. We can't just choose the one that we think may
25 be escalating at a slower rate than inflation

1 without considering ones that may be escalating at a
2 higher rate than inflation. And so, that would be
3 the two problems that I would see would be trying to
4 use the stretch factor in that way.

5 But to abstract from that detail to the
6 bigger picture with this programme, I think the
7 thing that's also worth considering is that, let's
8 imagine the scenario you've suggested. I want to
9 understand the numbers, first of all, and the one
10 point three five (1.35) is the company projection
11 based on what they know that's currently in the
12 capital budget through twenty twenty (2020). And,
13 but what's not in there, of course, are what's not
14 in the capital budget yet, new projects that will
15 come up that the company will be at risk for. And
16 generally speaking, those numbers only go up,
17 capital budgets... your knowledge of them follow up
18 like this, and every year, you typically add new
19 projects you're not aware of this year. I don't know
20 what those are, and I don't think the company does
21 either.

22 And the other issue is that three point
23 three percent (3.3%) is a backward look at
24 inflation, and this is a forward look, so...
25 forgetting that for a moment, but let's just imagine

1 the scenario you've created it just right, that
2 we've now looked forward with perfect knowledge,
3 and, in fact, inflation was three point three
4 percent (3.3%), or X plus I is three point three
5 percent (3.3%), and the company's capital cost
6 component, everything in it is only increasing by
7 one point three five percent (1.35%). So we had a
8 two percent (2%) gain in there, on that portion of
9 the formula, as a net result of that.

10 If that were the case, and everything else
11 was... behaved perfectly, it was right at I minus X,
12 nothing exceeded it, let's just create that as a
13 scenario, we have a two percent (2%) gain; the first
14 fifty percent (50%) of that gain will be returned to
15 customers. Anything over that first... anything over
16 that first fifty (50) basis point deadband, seventy-
17 five percent (75%) will be returned to customers.

18 So, if that is the case, this is a programme
19 that has belts and suspenders, because so much of
20 that over-earning that would be created with that
21 scenario would be returned to customers, so there's
22 a lot of protection that's built in there for the
23 scenario that you've described. More so than in any
24 of these other programmes, this programme has a far
25 greater proportion; in Alberta, zero percent (0%) is

1 returned to customers.

2 In other cases, in BC, it's a fifty-fifty
3 (50/50) deadband, so the company retains fifty
4 percent (50%) of everything from dollar one going
5 forward, and so there is no other programme that
6 has... and in that Massachusetts program, there's a
7 two hundred (200) basis point deadband. So, there's
8 no other program that has so much of that savings
9 that would be returned to customers if that were to
10 occur.

11 (14 h 40)

12 So, that's the reason why I... I think there
13 are two good reasons not to... It has so much of
14 that savings that would be returned to customers if
15 that were to occur. So, that's the reason why, I
16 think there are two good reasons not to try to line
17 item your stretch factor that I mentioned. But in
18 addition to that, there's protection there if that
19 scenario would unfold as suggested by your question.

20 Q. **[198]** Merci. Je vais maintenant vouloir aborder la
21 question du facteur YCC et de son compte d'écart
22 associé. Dans la preuve complémentaire du
23 Distributeur, puis je pense que vous n'avez pas
24 vraiment besoin de prendre la preuve, je vous lis le
25 passage à la page 23 :

1 Le Distributeur est d'avis que le
2 facteur YCC proposé devrait également
3 être assorti d'un compte d'écart pour
4 ce qui est du coût de la dette
5 seulement.

6 Pour bien comprendre la distinction que vous faites
7 entre le facteur YCC et le CER qui lui est associé,
8 est-ce qu'on peut affirmer que le facteur YCC
9 viendrait neutraliser tous les écarts entre le CMPC
10 qui est utilisé dans la formule et le CMPC autorisé
11 annuellement suite à la mise à jour du taux de
12 rendement en début décembre. Est-ce que c'est ça
13 qu'on peut comprendre?

14 M. LUC DUBÉ :

15 R. C'est notre compréhension, c'est notre proposition,
16 c'est-à-dire on s'entend, étant donné que le
17 rendement se trouve à être fixé ou, en tout cas,
18 déterminé à l'année deux mille dix-huit (2018) et
19 que par la suite va être inflationné avec la formule
20 I-X, effectivement, le taux de CMPC se trouve à être
21 gelé à l'année d'autorisation deux mille dix-huit
22 (2018), dans ce cas-ci. Ça fait qu'effectivement, le
23 YCC permet de venir ajuster la mise à jour de
24 décembre dans un premier temps, effectivement.

25 (14 h 42)

1 Q. **[199]** Du côté du compte d'écart, il viendrait capter
2 tout l'écart qu'il y a entre le taux d'intérêt
3 constaté au rapport annuel et les taux prévus lors
4 de la mise à jour de décembre?

5 R. Exact.

6 Q. **[200]** Bon. À ce moment-là, est-ce qu'on peut dire
7 que le compte d'écart servirait à neutraliser tout
8 écart entre le réel et le prévu au niveau des taux
9 d'intérêt puis des taux de rendement?

10 R. Effectivement, seulement la portion, effectivement,
11 variation de taux, effectivement.

12 Q. **[201]** O.K. Au niveau du risque, est-ce qu'on peut
13 comprendre que, pour le Distributeur, le compte
14 d'écart viendrait éliminer tout le risque qui est
15 lié aux taux d'intérêt?

16 R. Non, parce que la portion volume va demeurer au
17 risque auprès du Distributeur. Donc, dépendamment du
18 volume de la base de tarification qui va être
19 réellement encouru, ce risque-là de volume versus le
20 taux va rester être assumé par le Distributeur, en
21 tout cas va être partagé ou en tout cas considéré
22 dans le MTÉR à la fin au niveau du rapport annuel.

23 Q. **[202]** Puis pour faire un parallèle avec la méthode
24 du coût de service, est-ce qu'il y a un mécanisme
25 actuellement qui a le même effet que le compte

1 d'écart dont on parle, de récupérer cet écart entre
2 le taux prévu puis réel?

3 R. Actuellement non, dans la réglementation il ne l'a
4 pas. Par contre, on a associé à ce facteur YCC la
5 même proposition qu'on a pour les autres facteurs Y,
6 c'est-à-dire d'avoir un compte d'écart pour être en
7 mesure que le client paie le coût réel ultimement
8 dans ses tarifs.

9 Q. **[203]** C'est bon. Merci. Enfin, dernière question à
10 propos du facteur Y, coût de retraite. Dans la
11 présentation du Distributeur à la planche 11, on
12 voit la volatilité des facteurs Y dont à la ligne
13 « coût de retraite » on voit un écart minimal de
14 moins cinq cent quatorze pour cent (514 %) et un
15 écart maximal de plus treize pour cent (13 %) entre
16 deux mille quinze (2015) et deux mille dix-huit
17 (2018).

18 En faisant des vérifications pour essayer de
19 concilier ça, si on prend le tableau... le tableau 6
20 de la pièce HQD-5, Document 2, qui est la pièce
21 B-0021, à la page 9, l'évolution du coût de retraite
22 de deux mille seize (2016) à deux mille dix-huit
23 (2018), la Régie constate une hausse de dix virgule
24 huit millions (10,8 M\$), ce qui voudrait dire plus
25 cinq cent quatorze pour cent (514 %) entre l'année

1 deux mille dix-sept (2017), qui est à moins deux
2 point un millions (2,1 M\$) puis l'année témoin deux
3 mille dix-huit (2018) à plus huit point sept
4 millions (8,7 M\$).

5 Puis de la même façon... Attendez! Donc, là,
6 dans un premier temps, bien, la Régie constate,
7 elle, un écart de plus cinq cent quatorze pour cent
8 (514 %) entre l'année deux mille dix-sept (2017)
9 puis l'année témoin deux mille dix-huit (2018).
10 Pouvez-vous expliquer l'écart minimal de moins cinq
11 cent quatorze pour cent (514 %) qui est présenté à
12 la planche 11?

13 R. En fait, oui. Je ne sais pas si ces données-là...
14 Mais, là, vous m'avez cité des données de deux mille
15 dix-sept (2017) à moins deux point un millions
16 (2,1 M\$) et deux mille dix-huit (2018) à huit point
17 sept millions (8,7 M\$).

18 Q. **[204]** Dix point huit (10,8 M\$). Huit point sept
19 (8,7 M\$), oui, vous avez raison.

20 R. La différence est dix point huit (10,8 M\$).

21 Q. **[205]** Oui, c'est ça. Exactement.

22 R. En fait c'est tout... Puis, là, bien, c'est que, en
23 fait, je pense, dans la réponse 2.1 que vous citiez,
24 il y avait un préambule où on voyait l'évolution du
25 coût de retraite jusqu'à deux mille seize (2016) si

1 je ne me trompe pas. Tout simplement, c'est la
2 mathématique de variation année sur année entre dix-
3 sept (17) et dix-huit (18) qui donne cinq cent
4 quatorze (514 %). Ce qu'on a voulu représenter
5 ici... Je comprends que l'écart est de dix millions
6 (10 M\$). Ce qu'on voulait représenter en
7 pourcentage, c'est...

8 LA PRÉSIDENTE :

9 Q. [206] Je vais vous arrêter.

10 R. Oui, allez-y!

11 Q. [207] La question, c'est que, dans votre tableau,
12 c'est moins cinq cent quatorze (514 %) alors que
13 notre calcul nous donne plus cinq cent quatorze
14 (514 %).

15 R. Ah!

16 Q. [208] On ne conteste pas le cinq cent quatorze
17 (514 %). C'est le...

18 (14 h 47)

19 R. Effectivement, si je le regarde, probablement
20 qu'effectivement, ça a augmenté, là. Oui, en plus,
21 cinq cent quatorze (514). Donc, l'effet minimum
22 serait à moins cent huit pour cent (-108 %), si on
23 corrigeait le tableau. Puis l'effet maximum serait à
24 plus cinq cent quatorze (+514). Désolé de la petite
25 erreur.

1 Q. **[209]** Moins cent huit pour cent (-108 %). Pour
2 permettre à la Régie de compléter la conciliation
3 entre vos valeurs d'écart minimaux maximales, est-
4 ce que ça serait possible de prendre le tableau 12.3
5 de la pièce B-0080, ça, ça se trouve à être HQD-15,
6 document 1.3, qui sont les écarts des quotes-parts
7 réelles entre deux mille quatre (2004), deux mille
8 onze (2011), puis le théorique jusqu'à deux mille
9 quinze (2015), là, pour le coût de retraite, et de
10 le prolonger... de rajouter les données de deux
11 mille seize (2016) à deux mille dix-huit (2018),
12 juste pour permettre à la Régie de concilier vos
13 chiffres de volatilité?

14 R. Juste pour... j'ai mal saisi le tableau que vous
15 faisiez référence, HQD-15, document?

16 Q. **[210]** Je vous redonne ça. C'est la pièce HQD-15,
17 Document 1.3 à la page 28, il y a le tableau R-12.3
18 où vous nous fournissiez les écarts annuels des
19 quotes-parts des coûts de retraite.

20 R. O.K.

21 Q. **[211]** Le tableau s'arrête en deux mille quinze
22 (2015). Pour permettre à la Régie de concilier les
23 chiffres de la présentation sur les coûts de
24 retraite, notamment, on aurait besoin... s'il
25 pouvait être complété par engagement, là, des années

1 deux mille seize (2016) à deux mille dix-huit
2 (2018).

3 R. Je ne vois pas de problème, on va vous le compléter.

4 Me ANNÉE GARIÉPY :

5 Donc, on est rendu à l'engagement?

6 LA GREFFIÈRE :

7 5.

8 Me ANNÉE GARIÉPY :

9 Q. **[212]** Donc, l'engagement numéro 5, compléter le
10 tableau R-12.3 de la pièce B-0080 en fournissant les
11 données manquantes des années deux mille seize
12 (2016) à deux mille dix-huit (2018).

13

14 E-5 : Compléter le tableau R-12.3 de la pièce
15 B-0080 en fournissant les données manquantes
16 des années 2016 à 2018 (Demandé par la
17 Régie)

18

19 Q. **[213]** Merci beaucoup, ça complète mes questions.

20 LA PRÉSIDENTE :

21 Merci beaucoup, Maître Gariépy.

22 INTERROGÉS PAR LA FORMATION

23 LE PRÉSIDENT :

24 Q. **[214]** Alors, je vais avoir le bonheur de commencer
25 les questions. Je vais commencer avec des questions

1 d'intendance. Je les appelle comme ça mais, vous
2 allez voir, c'est des petites questions quiz
3 presque. Alors, la première. C'est parce qu'on n'en
4 a pas du tout discuté dans la phase 1 et puis là on
5 revient avec le CER pré-MRI. Ils ne sont nulle part
6 dans la formule. Enfin, ils n'ont pas de petite
7 case, ils se cherchent une maison. Alors, ils ne
8 rentrent pas dans la formule d'indexation, ils ne
9 rentrent pas dans les Y et on ne demande pas non
10 plus les mêmes critères que pour un Y. Est-ce qu'on
11 devrait leur trouver une petite case, comment on les
12 rentre dans la formule?

13 M. LUC DUBÉ :

14 R. En fait, il faut se souvenir que notre proposition
15 initiale était d'éliminer... ça fait que c'est pour
16 ça qu'on les avait nommés pré-MRI, en ce disant que
17 par la suite il n'y en aurait plus. Étant que
18 certains, dans notre proposition amendée, on les
19 maintient, c'est-à-dire retenir entre autres, j'y
20 vais rapidement, là, mais quelques-uns qu'on
21 maintient, on peut les considérer, en fait, comme
22 des... bien, en tout cas, comme les... comptes
23 d'écart. Pour la plupart, les comptes d'écart
24 associés à des Y. Pour ceux qui ne seraient pas
25 associés à des Y, je pense à maintien de la charge

1 ou autres, le but des pré-MRI, c'était vraiment de
2 finaliser leur disposition et de...

3 Q. **[215]** Je comprends ça, ils devraient s'éteindre par
4 eux-mêmes en deux mille dix-neuf (2019), je pense,
5 si j'ai bien calculé. Mais c'était juste pour voir,
6 est-ce que ça vaut la peine de leur créer une petite
7 lettre? On les crée comme des Y parce que ça rentre
8 dans les Y.

9 R. Oui, moi, je pense qu'ils pourraient être considérés
10 comme des Y.

11 Q. **[216]** Merci. Alors, vous voyez, c'est des questions
12 d'intendance, si on peut appeler ça comme ça. Et
13 autre question d'intendance, le fameux maintien de
14 la pondération. Dans votre proposition, vous
15 proposez de geler la pondération pour les trois
16 années où il y aurait la formule d'indexation en
17 vigueur. Ce gel-là de la pondération, il serait
18 suite, j'imagine, au recalcul de la décision
19 tarifaire et de la décision MRI phase 3A, comme vous
20 l'avez appelée. Donc, après la décision MRI qui
21 viendrait par la suite, on gèlerait et vous nous...
22 on le calcule, vous le recalculez comme dans une
23 grille tarifaire...

24 R. J'imagine qu'il pourrait y avoir un suivi de
25 décision, comme on le fait dans le dossier

1 tarifaire, pour être en mesure de republier, en
2 fonction des deux décisions, la pondération.

3 Q. **[217]** O.K. C'est la fin de mes questions
4 d'intendance et le début des autres questions. Pas
5 nécessairement plus difficiles mais j'aurais juste
6 besoin d'éclaircissements. La première, c'est sur
7 les fameuses charges des interventions en efficacité
8 énergétique.

9 (14 h 52)

10 Puis c'est plus une question de
11 compréhension, là, que j'essaye d'avoir de votre
12 part. Quand je... quand la Régie regarde les charges
13 d'exploitation liées aux interventions en efficacité
14 énergétique, ce qu'on peut constater depuis deux
15 mille quatorze-deux mille quinze (2014-2015), de
16 mémoire, c'est une descente. C'est passé de vingt-
17 neuf millions (29 M) à vingt-quatre millions (24 M),
18 vingt (20 M), seize (16 M). Alors ce qu'on peut
19 comprendre c'est que s'il devait... si ces charges-
20 là devaient être dans la formule d'indexation, bien
21 elles repartiraient à la hausse à partir des sommes
22 de deux mille dix-huit (2018). Mais vous demandez ça
23 en Y. Alors il y a une chance que si la tendance se
24 maintient, le passé n'est pas garant de l'avenir,
25 mais que si la tendance se maintient, que vous ayez

1 moins d'argent en Y pour cette... cette ligne-là de
2 coûts que si on la mettait dans la formule
3 d'indexation. Mais vous insistez quand même pour
4 l'avoir en Y, alors je voulais comprendre le
5 raisonnement derrière ça.

6 R. Bien premier point, il est certain que pour le... en
7 tout cas pour l'intervention en efficacité
8 énergétique il est certain que c'est pas en raison
9 de la tendance de l'évolution des coûts futurs ou
10 autres que cet élément-là a été identifié comme un
11 facteur Y, mais vraiment dans un principe de
12 cohérence avec, comme je l'expliquais d'entrée de
13 jeu dans ma présentation, c'est-à-dire que c'est...
14 On considère que l'intervention, que les coûts
15 soient aux investissements ou aux charges, c'est
16 l'intervention qui doit être qualifiée, c'est
17 l'intervention qui doit être jugée pertinente ou
18 non. Et que là, à ce moment-là, ça devient... le
19 budget charge et invests devient indissociable.
20 C'est pour cette raison-là qu'on propose, comme la
21 Régie nous a accordé au niveau des investissements
22 de le traiter en facteur Y, d'avoir la même... le
23 même traitement pour les charges, la portion
24 charges. De cette façon-là, bien le budget sera
25 présenté annuellement et sera débattu auprès de la

1 Régie pour voir si les montants sont raisonnables ou
2 non.

3 Q. **[218]** Merci. Je vais embarquer maintenant sur une
4 ligne de questions sur le coût de la main-d'oeuvre
5 et puis évidemment les coûts de pension, le fait que
6 la pension... les coûts de pension seraient...
7 excusez, les coûts de retraite. À force d'entendre
8 « pension cost », je suis en train de faire du
9 franglisme. Alors les coûts de la main-d'oeuvre sont
10 composés, a) de la rémunération; et b) des régimes
11 de retraite. C'est ma compréhension. C'est la bonne?
12 On devrait s'entendre là-dessus?

13 R. Oui, c'est certain que les régimes de pension font
14 partie de... de ce qu'on peut considérer comme un
15 salaire d'un point de vue employé, c'est certain.

16 Q. **[219]** O.K. Dans le scénario que vous proposez, donc
17 de mettre la rémunération... bien en fait c'est
18 peut-être pas... vous constatez que la rémunération
19 est dans la formule d'indexation. Vous proposez que
20 les régimes de retraites soient en Y, donc dans un
21 type coûts de services avec un compte d'écart.
22 Comment cette proposition peut influencer la gestion
23 des coûts de main-d'oeuvre et notamment la gestion
24 des négociations des conventions de travail? Le fait
25 qu'il y en a un qui soit dans la formule et l'autre

1 en Y avec compte d'écarts.

2 R. En fait, on l'a démontré en preuve. Je crois que
3 c'est la preuve initiale de HQD-3, Document 4, où on
4 expliquait les raisons pourquoi on considérait que
5 le coût de retraite devrait être considéré en
6 facteur Y. C'est qu'on voit que... en fait, on a
7 analysé et on constate que les écarts, on constate
8 année sur année. Puis je l'ai représenté dans ma
9 présentation. Quatre-vingt-dix-huit (98 %), quatre-
10 vingt-dix-neuf pour cent (99 %) des variations année
11 sur année sont dépendantes des fluctuations de taux
12 d'intérêt sur les marchés. Et dans...

13 Q. **[220]** Mais je vous arrête tout de suite.

14 R. Non, mais je vais continuer, je vais aller sur
15 les...

16 Q. **[221]** Allez-y.

17 R. ... les négociations. Et on voyait que, mettons, une
18 variation du nombre d'employés ou une variation des
19 taux salariaux qui ont un impact ultimement sur la
20 retraite, avaient un impact minime à peu près de un
21 (1 %) ou deux pour cent (2 %) qui expliquait les
22 variations année sur année. On ne dit pas que... que
23 les négociations salariales n'ont pas d'impact sur
24 le coût de retraite, c'est pas ça qu'on dit. Mais
25 ont un impact mineur sur l'évolution des coûts année

1 sur année. Puis on pense que c'est important de
2 venir capter cette variabilité-là ou volatilité-là
3 qu'on a utilisé comme terme, beaucoup plus... qui a
4 beaucoup plus d'impact sur le coût de retraite, donc
5 la volatilité des taux que la volatilité
6 relativement aux salaires ou aux négociations qui
7 pourraient avoir lieu.

8 (14 h 57)

9 Mme DIANE JEAN :

10 Q. **[222]** En complémentaire, est-ce que ça pourrait
11 influencer des choix en ce qui concerne les options,
12 par exemple par rapport à un mandat de négociation
13 puisque l'impact, pour l'entreprise, n'est pas le
14 même si c'est inclus dans la formule de négociation
15 ou si c'est en coût de service?

16 R. Écoutez, je ne suis pas dans les négociations des
17 salaires, j'en confirme, avec les différents
18 syndicats, mais ici, là, toujours le but est le
19 même, je dirais, c'est de venir capter les
20 variabilités. Est-ce que ça peut influencer? Je ne
21 suis pas en mesure de répondre à cette question-là,
22 mais assurément, nous, d'un point de vue revenus
23 requis, ce qui est important de capter, c'était de
24 dire si quatre-vingt-dix-huit (98), quatre-vingt-
25 dix-neuf pour cent (99 %) de la variabilité année

1 sur année résulte de la variation des taux
2 d'intérêts, dont on n'a pas le contrôle, on trouvait
3 ça très important qu'ils soient considérés en
4 facteur Y.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Q. [223] Je vais continuer, et là, peut-être que la
7 question est peut-être plus pour monsieur Lapointe,
8 je ne sais pas, on verra, mais il y a un an ou deux,
9 Hydro-Québec a produit un balisage sur sa
10 rémunération globale et j'aimerais connaître votre
11 opinion si la Régie devait accéder à votre demande
12 et donner le coût de retraite en Y, mais qu'attachée
13 à ça, la Régie devait exiger un balisage sur les
14 coûts de retraite à la fin de la quatrième année du
15 MRI afin de pouvoir constater si le fait de séparer
16 les éléments de coûts de main-d'oeuvre ont pu
17 modifier cette gestion globale là. Qu'est-ce que
18 vous en pensez?

19 M. JEAN LAPOINTE :

20 R. Je pense qu'on a eu des discussions, l'année passée,
21 justement là-dessus puis on avait présenté un
22 balisage à ce moment-là puis ce que la Régie avait
23 demandé, c'est de revenir dans quatre, cinq ans avec
24 une... avec une autre revue actualisée de ça. Puis
25 je pense que le Distributeur est d'accord avec cette

1 position-là d'additionner le coût de retraite avec
2 les salaires puis de voir c'est quoi le... Et
3 d'ailleurs, dans le fond, quand on regarde
4 l'enveloppe, aussi, tu sais, tantôt on parlait du
5 facteur I qu'on dit on prend un facteur externe puis
6 on regarde par rapport à nos conventions
7 collectives, de la pression qu'on a à regarder à
8 l'interne, c'est d'essayer de rapprocher les deux
9 parce que sinon, ça va faire une pression indue sur
10 notre enveloppe puis il va falloir trouver des
11 moyens de rapprocher les deux, là, on n'aura pas le
12 choix, là.

13 Q. **[224]** Je vous remercie. Je veux juste, évidemment,
14 que vous compreniez qu'on pourrait voir un gliss...
15 on ne voulait pas nécessairement voir un glissement
16 de l'un à l'autre.

17 M. LUC DUBÉ :

18 R. Juste pour compléter, mais effectivement, j'avais
19 compris et saisi votre inquiétude. Mais
20 effectivement, le balisage qui sera fait, là... là
21 j'ai perdu, on est un an passé, probablement dans
22 deux ou trois ans, quatre ans, je ne le sais plus,
23 je pense qu'il y avait un horizon de cinq ans qui
24 avait été mentionné dans la décision de la Régie de
25 refaire un balisage. C'est certain que l'ensemble de

1 la rémunération sera encore balisé, donc on pourra
2 effectivement constater...

3 Q. **[225]** Mais vous comprenez, ce qu'on change là, ça
4 serait le délai par lequel, probablement, on... il
5 faudrait vérifier si ça concorde, mais nous, on
6 voudrait l'avoir pour la fin du quatrième pour
7 question de voir que s'il y a une modification dans
8 les tendances, ou qu'on pourrait constater qu'il y a
9 un glissement de la rémunération vers les régimes de
10 retraite, pour que ça puisse être corrigé dans le
11 deuxième... dans la deuxième génération de MRI, là.

12 R. Si la Régie décide d'avoir un balisage plus
13 rapidement, on s'en remettra à la décision de la
14 Régie puis on en fera état.

15 Q. **[226]** Je vous remercie. Next question is for Mr.
16 Coyne. Mr. Coyne, are you aware about the YCC factor
17 developed by HQD?

18 A. Yes.

19 Q. **[227]** Do you think it is an appropriate way to
20 capture an adjustment to a cost item included in the
21 I minus X formula?

22 A. Yes, we addressed that in our evidence. It was... we
23 feel as though it appropriately represents the cost
24 with two factors, one is that it's a reasonable
25 portrayal of input prices for a utility in Quebec;

1 and secondly, the weights reflect the actual cost
2 weights for the company, as it goes into this MRI
3 program.

4 So, for both those reasons, we feel as
5 though it's reasonable and appropriate.

6 Q. [228] Do you think it can be replicated to capture
7 other cost items?

8 A. I haven't considered that question specifically. I
9 know that Dr. Lowry, for example, probably developed
10 the most complex -- I'll give him credit for this,
11 no worries, -- method for this that I've seen, and I
12 think in Alberta, he proposed a methodology for I
13 Factor that, I don't remember exactly, but it had
14 multiple components, and it was deemed to be too
15 complex to be adopted. But the attempt was there, to
16 try to capture many facets of the utilities costs.

17 And as you've seen in our evidence, most
18 utilities end up with... regulators have moved away
19 from something as simple as CPI, or GPI, because it
20 is too simple, and it also has the problem of being
21 an economy-wide inflation differential. So the
22 compromise to go to a two-factor inflation component
23 has been broadly reached in most jurisdictions. The
24 extension to three to cover capital, which clearly
25 moves differently than other costs, is not an

1 unreasonable extension of that. I think to go beyond
2 three components, it could vary... I think, in that
3 case, the complexity may outweigh the additional
4 benefit would be my initial reaction.

5 Q. [229] Thank you. And I appreciate the answer, but I
6 was more thinking, more specifically to the pension
7 cost. Could the pension cost be Y factored, like the
8 YCC factor for the cost of capital? So, it would be
9 a YCR, but let's say this way it cost... CPY pension
10 cost, whatever, to capture that difference?

11 A. I don't think so. And the reason I say that is that,
12 in order to match the Régie's criteria for a good
13 index, it needs to be from publicly available
14 sources, and not just applicable to the company, and
15 those are not, frankly, unreasonable criteria.

16 The pensions are very much pension-specific,
17 because those costs have to do with returns in the
18 marketplace, and the actuarial analysis associated
19 with the underlying pension obligation. And that
20 actuarial analysis moves, of course, with the
21 demographic population of the employees for whom
22 those pensions cover, and that's very much company-
23 specific. Depends upon the age of these employees,
24 if health benefits are covered, it depends upon the
25 health obligations associated with the age of those

1 employees.

2 So, for those reasons, I would think it
3 would be difficult to come up with an index that
4 would appropriately measure the cost of a company-
5 specific pension plan, just because of the
6 demographics associated with those employees. And my
7 understanding is Hydro Québec manages its own
8 pension assets, and the degree to which bonds versus
9 other securities versus equities underlie that
10 pension, will determine its return. And that
11 portfolio may be different, and probably is
12 different than any other pension fund, depending
13 upon the risk tolerance of the fund manager, and the
14 pension fund manager.

15 So, I think that would be one of the most
16 difficult cost components actually, a line and index
17 that would match the company's cost experience, and
18 that's why we see that treatment of pension, at the
19 margin in a Y Factor is not an unreasonable
20 approach.

21 (15 h 06)

22 M. LUC DUBÉ :

23 A. Je sais que la question s'adressait à monsieur
24 Coyne, je veux juste compléter. En fait,
25 contrairement, quand je compare le coût de retraite

1 au rendement ou le YCC qu'on a développé, le YCC est
2 assez simple d'application. C'est-à-dire qu'on prend
3 la base de tarification qui a été autorisée à
4 l'année deux mille dix-huit (2018) et on se trouve à
5 l'indexer au même rythme que la formule va indexer
6 le reste des coûts et basé sur cette BT indexé,
7 c'est de là qu'on découle les écarts de taux qui
8 résultent d'une année à l'autre. Contrairement à un
9 coût de retraite ou comme monsieur Coyne
10 mentionnait, où j'ai des taux de rendement qui me
11 sont, des hypothèses de taux de rendement qui sont
12 utilisées, j'ai des hypothèses démographiques de la
13 population, j'ai des hypothèses actuarielles, j'ai
14 un ensemble d'hypothèses qui viennent influencer les
15 coûts de retraite sur une année donnée. Donc, je
16 vois mal comment que si on met le coût de retraite
17 dans une formule, comment on serait capable
18 d'identifier, de venir vraiment capter l'effet d'une
19 variation de taux alors qu'on peut pas, je ne
20 pourrais pas indexer, si j'indexe comme je fais avec
21 la BT, la base de tarification, et que si je fais
22 seulement l'indexer pour capter l'écart de taux, je
23 perds une multitude d'hypothèses derrière le coût de
24 retraite, donc je ne pourrai pas, je ne serai pas en
25 mesure de venir... d'isoler un effet taux ou un

1 effet plus spécifique à ce moment-là.

2 Q. [230] Merci. And my last question is for Doctor
3 Coyne. You made a point to differentiate bias and
4 circumstances related to a company in an industry
5 trend for your stretch factor or what the judgment
6 methodology could include, I think you are aware of
7 the HQD proposal to put a variance's account to
8 every Y factor that the Régie would qu'on accepte en
9 tout les coûts et tous les facteurs Y donc. My
10 question would be and those Y factors would
11 represent about eighty percent (80 %), monsieur Dubé
12 pourra me corriger, but it's about eighty percent
13 (80 %) of the requirement. Does that constitute a
14 circumstance related to the company in an industry
15 trend that would warrant a stretch factor maybe a
16 bit more steep to what you were proposing.

17 A. I don't think so and here's why. The Y factors that
18 the company, the biggest Y factors are for the cost
19 of electricity and for transmission costs. And it is
20 typical in an MRI program for Distributor to hold
21 those out into Y factor them because they don't
22 exercise control over those expenditures and they Y
23 beyond, so those are typical for any company that
24 has those obligations. So this is not an
25 extraordinary set of Y for this company.

1 The other Y factors that the company has
2 proposed are different than some that are approved
3 by others through company's specific for example bad
4 debt is not commonly showing up with others. The
5 company has its reasons to believe that it should be
6 appropriated in this case and there are some basis
7 for that but the overall extent of the Y that the
8 company proposed are less than some that are
9 approved elsewhere more perhaps than approved
10 elsewhere, but generally speaking, they're within a
11 reasonable degree of customization to this company's
12 circumstances, so I would not find that to be a
13 reason to impact the stretch factor. I think the
14 ones that they have chosen suit the Régie's criteria
15 and I think they are suitable for this type of a
16 rate program.

17 Q. **[231]** Do you know a lot of industries or companies
18 that are basically eighty percent (80 %) risk-free?
19 (15 h 11)

20 A. When you measure it the way that when you measure it
21 according to electricity purchases and transmission
22 costs, electricity purchases I think for this
23 company are probably lower than they are for the
24 average Distributor, because the cost of electricity
25 in Québec is the lowest of any other jurisdiction in

1 North America. So, I think in that sense, the
2 relative risk of electricity purchases which is the
3 larger portion of that, is lower as a risk-free
4 element if we could use that term for Hydro-Québec
5 than it is for any other Distributor in all
6 likelihood and transmission costs are typically for,
7 unless a company is integrated, electricity and a
8 T&D company, but even if they are the transmission
9 piece but just like it is for Hydro One is regulated
10 on a different basis than it is for the transmission
11 piece is regulated on a different basis than is the
12 distribution piece. So it's in that sense this
13 company is not A typical at all for how MRI plans
14 are applied to Distributors. It's quite typical.

15 Q. **[232]** Thank you. Oui, Monsieur Dubé.

16 M. LUC DUBÉ :

17 R. Oui, j'aimerais juste rajouter, sur le quatre-vingts
18 pourcent (80 %), vous aviez raison effectivement,
19 c'est quatre-vingts pourcent (80 %). Je veux peut-
20 être faire un peu une décomposition, effectivement,
21 il y a à peu près cinquante et un pourcent (51 %)
22 qui est relatif au coût d'approvisionnement et ça on
23 propose un statu quo par rapport à ce qui a été dans
24 nos anciennes pratiques réglementaires donc le pass-
25 on qu'on connaît bien.

1 Il y a vingt-cinq pour cent (25 %) à peu près qui
2 est la charge locale, donc la charge, ce qui nous
3 vient du Transporteur. J'aimerais préciser
4 qu'effectivement, il y a un compte d'écart associé à
5 la charge locale. Par contre, le Transporteur sera
6 lui aussi soumis à un MRI de son côté, donc quand on
7 dit « risk-free », il y a une portion de risque qui
8 va être quand même important du côté du
9 Transporteur. Et donc, ce qu'on ajoute de ce qui est
10 nouveau dans la proposition, c'est cinq pour cent
11 (5 %) sur le quatre-vingts pour cent (80 %). Le
12 reste, soixante et quinze pour cent (75 %), c'est
13 des pratiques qui sont déjà reconnues auprès de la
14 Régie.

15 Q. **[233]** Je vous remercie. Ça va être l'ensemble de mes
16 questions, alors à moins que vous ayez un
17 réinterrogatoire?

18 (15 h 13)

19 Me SIMON TURMEL :

20 Non, Madame la Présidente, il n'y en aura pas.

21 LA PRÉSIDENTE :

22 Alors, ça va être tout pour le panel d'Hydro-Québec,
23 avec nos remerciements. Merci beaucoup de votre
24 collaboration et puis vous êtes maintenant libérés.
25 Bien, en fait, je ne devrais peut-être pas si vous

1 avez un réinterrogatoire par la suite ou... en tout
2 cas.

3 Me JEAN-OLIVIER TREMBLAY :

4 Une contre-preuve.

5 LA PRÉSIDENTE :

6 Oui. Merci. Excusez. Une contre-preuve. Alors, je
7 vous remercie pour la journée. On va prendre une
8 pause cinq minutes et on va quand même commencer la
9 preuve. J'ai demandé à monsieur le sténographe qui
10 est disponible à rester jusqu'à quatre heures et...
11 Vous aviez annoncé une heure?

12 Me GUY SARAULT :

13 Une heure, ça peut être un peu plus long.

14 LA PRÉSIDENTE :

15 « Un peu plus long » on parle de?

16 Me GUY SARAULT :

17 Quinze (15) minutes au plus, une heure et quart.

18 LA PRÉSIDENTE :

19 Monsieur le Sténographe?

20 Me GUY SARAULT :

21 Nous, notre préférence, ce serait de commencer
22 demain matin, quitte à commencer un peu plus tôt.

23 LA PRÉSIDENTE :

24 Bon. Monsieur le Sténographe, à huit heures trente
25 (8 h 30), est-ce que ce serait possible?

1 LE STÉNOGRAPHE :

2 Il n'y a pas de problème.

3 LA PRÉSIDENTE :

4 O.K. Alors, à ce moment-là, on va commencer à huit
5 heures trente (8 h 30) demain matin avec la preuve
6 de l'AQCIÉ-CIFQ.

7 Me GUY SARAULT :

8 Vous êtes bien gentille parce qu'on aime ça faire ça
9 tout d'un trait.

10 LA PRÉSIDENTE :

11 Non, non, je comprends ça, c'est... En fait,
12 j'essayais de m'assurer que monsieur Lowry puisse
13 repartir demain soir si c'était son souhait.

14 Me GUY SARAULT :

15 Oui, oui. Oui.

16 LA PRÉSIDENTE :

17 Alors, voilà! C'était pour ça. Alors, on va
18 suspendre l'audience jusqu'à demain matin huit
19 heures trente (8 h 30).

20

21 AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

22

23

1 SERMENT D'OFFICE

2

3 Nous, soussignés, **CLAUDE MORIN**, et **MONIQUE J. LE**
4 **CLERC**, sténographes officiels, certifions sous notre
5 serment d'office que les pages qui précèdent sont et
6 contiennent la transcription fidèle et exacte des
7 témoignages et plaidoiries en l'instance, et ce,
8 conformément à la Loi.

9 Et nous avons signé,

10

11

12

13

14 **CLAUDE MORIN**

15

16

17

18

19

20 **MONIQUE J. LE CLERC**